

# LE FEDERALISTE

revue de politique

*Espérer le maintien de l'harmonie entre  
plusieurs Etats indépendants et voisins,  
ce serait perdre de vue le cours uniforme  
des événements humains et aller contre  
l'expérience des siècles.*

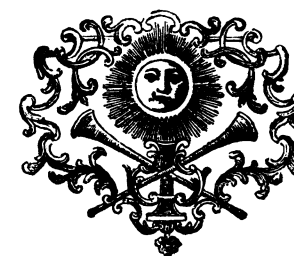
Hamilton, The Federalist



# LE FEDERALISTE

revue de politique

*Le Fédéraliste* a été fondé à Milan en 1959 par un groupe de militants du Mouvement Fédéraliste Européen et depuis 1984 il paraît en anglais, en français et en italien. La base théorique de la revue est constituée par les principes du fédéralisme, le rejet de toute conception exclusive de la nation et l'hypothèse que la phase supranationale de l'histoire de l'humanité a commencé. Sur le plan des valeurs, *Le Fédéraliste* veut servir en premier lieu la cause de la paix.



PUBLIE GRACE A LA FONDATION EUROPEENNE LUCIANO BOLIS

Directeur: Mario Albertini. Trois numéros par an. Abonnements: Communauté européenne 25 E.C.U. ou 175 F.F.; autres pays (par avion): 35 E.C.U. ou 35 dollars, ou 250 F.F. Edité par EDIF, via Porta Pertusi 6, 27100 Pavia, Italie. Rédaction en français: Presse Fédéraliste, 26 rue Sala, 69002 Lyon. Compte bancaire: B.C.C.M. Lyon 23-2310-06055 9.

---

XXIX<sup>e</sup> ANNEE, 1987, NUMERO 1

## SOMMAIRE

|                                                                                                                            |       |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <i>Notre travail pour le fédéralisme</i> .....                                                                             | p. 3  |
| JOSEPH PRESTON BARATTA, <i>Le plan Baruch : un précédent pour le désarmement et le gouvernement fédéral du monde</i> ..... | p. 8  |
| FRANCESCO ROSSOLILLO, <i>Fédéralisme et comportements linguistiques</i> .....                                              | p. 19 |
| NOTES                                                                                                                      |       |
| <i>L'Europe face au problème de l'énergie après Tchernobyl</i> (Guido Montani) .....                                       | p. 45 |
| <i>Où va le monde?</i> (Nicoletta Mosconi) .....                                                                           | p. 53 |
| <i>Les remèdes de bonne femme de Jane Jacobs</i> (Franco Spolatore) .....                                                  | p. 58 |
| LES PROBLEMES DE LA PAIX                                                                                                   |       |
| <i>Reykjavik</i> (Mario Albertini) .....                                                                                   | p. 67 |
| DISCUSSIONS                                                                                                                |       |
| <i>Reykjavik, un jugement contre les Etats nationaux européens</i> (Ira Straus) .....                                      | p. 71 |
| LE FEDERALISME DANS L'HISTOIRE DE LA PENSEE                                                                                |       |
| <i>Clarence Streit</i> (texte choisi et présenté par Luigi V. Majocchi) .....                                              | p. 76 |

## Notre travail pour le fédéralisme

En 1984 nous avons inauguré une nouvelle phase de notre revue. A la base de cette phase nouvelle se trouvent les conséquences théoriques et pratiques que nous avons tirées d'une constatation aussi simple que problématique : il faut que quelqu'un commence à développer son action politique en termes mondiaux pour tenter de surmonter les premières difficultés et apporter la preuve qu'il s'agit d'une voie praticable.

Le besoin d'une politique mondiale avec un sujet mondial (mobilisation et déploiement des forces à ce niveau) est évident. Les dimensions des grands problèmes de tous les peuples sont mondiales, comme est mondiale la dimension du plus grand problème du genre humain pris dans son ensemble, celui de la paix, autrement dit de la survie. Mais cela implique le passage d'un nombre croissant d'hommes du comportement politique national actuel à un comportement politique mondial; et ce passage semble, dès qu'il se présente à l'esprit, tellement chimérique que la plupart en refoulent l'idée dans la partie obscure de leur conscience, qui de la sorte reste nationale alors que la réalité devient de plus en plus supranationale. Nous voulons, nous, au contraire, faire de ce passage le point de départ de notre réflexion et de notre action, quelles que soient nos capacités et nos possibilités, à vrai dire infinitésimales.

Donner à son action politique une dimension mondiale est un impératif de la raison. Pour ces impératifs, la question de la facilité, de la difficulté ou de la (prétendue) impossibilité ne compte pas; ce qui compte, c'est la règle : « Fais ce que dois et advienne que pourra », qui est celle sur la base de laquelle le genre humain a progressé et peut peut-être continuer à progresser en introduisant dans le monde des choses qui n'existent pas encore et qui, à cause de cela, paraissent

impossibles, avant qu'on ne les ait soumises à la lente et patiente enquête de la raison. Et le premier éclaircissement que nous obtenons de la raison, si nous nous décidons à en faire usage, est qu'en tout cas il s'agit de faire le premier pas, c'est-à-dire quelque chose qui peut aussi être à la portée de la seule bonne volonté. C'est pourquoi le problème central de notre revue est celui de l'examen des aspects théoriques et pratiques du premier pas à faire pour se lancer dans cette voie au-delà des nations et des continents. Pour nous il est clair, d'autre part, que cet examen doit être fait avec les critères du fédéralisme parce que c'est seulement par le moyen du fédéralisme qu'on peut étendre la démocratie du niveau national au niveau international.

\* \* \*

Concrètement, après trois ans de travail, voici le bilan matériel que nous pouvons présenter aux lecteurs. En ce qui concerne les éditions française et anglaise, notre revue a atteint ce nombre d'abonnés : la française 60, l'anglaise 150 (l'édition italienne ne pose pas de problèmes, sa diffusion se basant sur une solide réalité : un fédéralisme organisé, avec un fort engagement culturel et une influence relativement vaste).

En ce qui concerne les dépenses, voici le bilan. En trois ans nous avons dépensé 535.000 francs (mais avec bien des erreurs dues à notre inexpérience) et nous avons gagné 74.500 francs, par les abonnements. Même si ces dépenses ne sont pas élevées (aucun collaborateur, à l'exception des traducteurs, n'est rémunéré), le passif est élevé. Il est évident que nous ne pourrons pas éternellement le supporter. Pour l'instant, il est couvert par la Fondation Bolis, dont le but, statutairement, est de diffuser, par le moyen de publications, la culture fédéraliste. Pour nous, cependant, disposer d'un premier noyau de lecteurs en français et en anglais, et pouvoir poursuivre l'entreprise que nous avons lancée sans être certains de réussir, est déjà beaucoup.

\* \* \*

En présentant ce bilan, nous voudrions aussi rappeler aux lecteurs qu'une entreprise comme la nôtre n'avait jamais été tentée : une revue non académique mais rigoureuse, publiée aussi en français et en anglais pour pouvoir être lue par tout le monde ; une revue faite par les seuls fédéralistes, dans l'intention de chercher à obtenir, en accord virtuel avec tout fédéraliste où qu'il se trouve, la plus grande diffusion

possible d'une orientation fédéraliste active, c'est-à-dire dotée de capacité pratique et théorique.

Notre hypothèse est que, pour atteindre ce but, il faut développer la théorie du fédéralisme dans le sens d'une pensée militante, comme cela s'est fait pour le libéralisme, la démocratie et le socialisme à l'époque de leur affirmation historique. En effet, nous attribuons au fédéralisme ce caractère - celui d'une idéologie - parce que, justement, nous le considérons comme la continuation et l'aggiornamento des grandes idéologies traditionnelles qui coïncident avec la pensée qui a introduit dans le processus historique la tentative de fonder la politique sur la liberté, sur l'égalité et sur la solidarité de tous les hommes.

La mode culturelle condamne l'usage du mot « idéologie », considéré comme un terme qui désignerait une forme acritique et illusoire de la pensée politique. S'il s'agissait seulement d'une question de mots, cela ne ferait nullement question. Mais le fait est que renoncer aux mots signifie renoncer aux choses et aux idées. Confusément, mais sans une alternative terminologique ayant eu un développement réel, par le terme « idéologie » on a toujours désigné, depuis longtemps, la pensée politique active, c'est-à-dire capable de déterminer l'action moyennant l'affirmation de certaines valeurs, la reconnaissance du caractère spécifique de certaines situations historiques et la compréhension du fonctionnement de nouvelles institutions.

Il s'ensuit que l'abandon du mot « idéologie » comporte en fait la perte du sens de la notion même de pensée politique active (et, en tant que telle, diffuse ou susceptible de diffusion) et, avec la perte du sens de cette notion, même celle des valeurs et du futur, sans compter la réduction de l'action à un minable « pragmatisme » quotidien, fragmenté en une infinité de petites choses, ce qui n'a rien à voir avec le pragmatisme théorique.

\* \* \*

Etant donné le caractère de notre revue et la situation du fédéralisme militant dans le monde, nous ne pouvions pas nous attendre à mieux pour ce qui est des abonnements de départ. Mais nous sommes patients. Altiero Spinelli, qui a le mérite historique d'avoir, tout le premier, mené une action politique démocratique de caractère supranational, est mort le 23 mai 1986 - après avoir consacré toute sa vie à la lutte pour la Fédération européenne - sans même en voir les premiers développements politiques suivant les lignes du projet

d'Union qu'il avait fait approuver par le Parlement européen. Nous savons que nous connaissons un sort identique parce que les temps de l'Europe, et plus encore ceux du monde, sont éloignés, mais nous ne renonçons pas à nous battre pour la diffusion du fédéralisme parce que le genre humain n'a pas d'autre alternative : ou contrôler avec des pouvoirs fédéraux de plus en plus étendus - jusqu'au niveau mondial et jusqu'à la paix définitive - le processus historique dans ses aspects technologiques et militaires, ou se perdre.

Les forces déchaînées par la révolution scientifique et par la révolution technologique sont trop puissantes pour qu'on puisse envisager que leur développement n'aboutisse pas à une catastrophe sans un contrôle politique sur le plan mondial. Jusqu'à maintenant, cela a été possible et le sera encore pour un nombre imprévisible d'années (50?, 100?) mais certainement pas pour toujours. Il faut donc poser dès maintenant le problème de la formation et du développement d'une action politique mondiale afin d'être prêts à l'heure du besoin et du danger.

\* \* \*

Une des raisons qui nous ont poussés à reprendre l'édition française et à en faire une anglaise tient dans une donnée de fait, et dans son actuelle limite. La donnée de fait est l'existence de nombreux fédéralistes dans de nombreux pays. La limite en est qu'ils ne sont pas en mesure de coordonner leurs actions de façon organisée par suite de l'énorme coût des réunions ayant une périodicité et une couverture suffisantes à l'échelle intercontinentale.

La revue ne peut évidemment pas remplacer l'organisation dont nous avons besoin. Mais elle peut constituer un premier point de référence pour rassembler les fédéralistes dispersés et dépourvus d'informations, non seulement sur l'activité d'autres groupes que le leur mais même sur leur existence. Et avec ce point de référence on pourra peut-être poser le problème des premières et rudimentaires formes d'organisation et d'information réciproque, dans l'intention de pouvoir connaître et mettre en valeur dans tout lieu où il y a un fédéraliste les résultats obtenus dans les autres villes et les autres parties du monde.

Tel est probablement le saut qualitatif dont le fédéralisme militant a besoin pour développer sa force potentielle, donnée qui reste à explorer. On peut espérer que, par une coordination de ce genre, et par la possibilité de présenter le fédéralisme militant comme une avant-garde politique de dimension mondiale (ce qui n'implique pas néces-

sairement au début sa présence dans tous les pays), nous pourrions peut-être atteindre un nombre d'adhérents suffisant pour financer de façon autonome une organisation intercontinentale efficace. Si nous y parvenons, particulièrement à l'égard des nouvelles générations, nous étrennerons un nouveau chapitre dans l'histoire du comportement politique.

Le Fédéraliste

## Le plan Baruch: un précédent pour le désarmement et le gouvernement fédéral du monde

JOSEPH PRESTON BARATTA

En juin 1946, alors que les souvenirs de Hiroshima et Nagasaki étaient encore frais dans la mémoire des hommes, les Etats-Unis proposèrent un plan aux Nations unies pour le contrôle international de l'énergie atomique. Ce plan prévoyait l'abolition du veto au Conseil de sécurité et la création d'une puissante Autorité de l'énergie atomique. Cette Autorité devait recevoir des Etats-Unis, en plusieurs étapes, toute l'information technologique américaine, les matières premières, les usines de production, les stocks de matériaux fissiles et finalement les bombes atomiques restantes. Le plan connu sous le nom de plan Baruch, du nom du principal délégué américain, visait à éviter la course aux armes nucléaires et prétendait même « éliminer la guerre ».

L'échec du plan Baruch a eu des conséquences si importantes pour la paix mondiale qu'il continue de retenir l'attention des spécialistes et de certains hommes d'Etat comme précédent pour le contrôle des armements et les négociations de désarmement. Aujourd'hui, alors que si peu de choses semblent possibles, il peut être instructif d'examiner le plan Baruch dans une perspective historique.

Ce fut une proposition américaine hardie et magnanime. Il échoua parce que les négociations, dans une atmosphère de diplomatie atomique, en furent hâtives et pressées et parce que le plan était institutionnellement inadéquat pour un contrôle international effectif. Larry Gerber, qui a récemment étudié la documentation, conclut que le « réalisme » de Baruch en ce qui concerne la sécurité mondiale des Etats-Unis en tant que puissance mondiale, combiné avec son « internationalisme wilsonien » orienté vers un ordre mondial de capitalisme libéral, et soutenu par des attitudes et sous-entendus similaires d'autres responsables politiques américains, « les empêchaient d'envisager la possibilité d'un accord en aucun autre terme qu'en termes américains. » De même Barton Bernstein a conclu que « ni les Etats-Unis, ni l'Union Soviétique

n'étaient prêts en 1945 ou 1946 à prendre les risques que l'autre puissance exigeait pour aboutir à un accord », tels que le partage des secrets atomiques ou la destruction du stock de bombes, comme l'exigeaient les Russes, ou la soumission à des contrôles ou à des inspections qui seraient une ingérence dans les affaires économiques, comme le voulaient les Américains (1).

Mon opinion est que les analyses historiques récentes du plan Baruch s'arrêtent net à des critiques tranchantes de la conduite « réaliste » de la politique étrangère, sans laisser clairement au lecteur une meilleure alternative pour l'avenir. Si, comme l'a dit Joseph Lieberman, le plan Baruch a été un « échec désastreux de l'art de la politique », qu'est-ce qui aurait pu être un succès? Si, d'après Gregg Herken, l'état de la sécurité nationale ne nous a donné que « l'illusion de la sécurité », qu'est-ce qui aurait pu nous donner une sécurité réelle et la paix permanente? Je réponds avec Bernard Baruch lui-même, avant que le Département d'Etat n'ait limité sa proposition politique, que c'est une autorité internationale dotée de pouvoirs souverains pour contrôler les armes atomiques et les armes conventionnelles de destruction de masse et qui aurait été capable de faire appliquer ses décisions par les individus. Je réponds également avec Grenville Clark, un de ses critiques, que la simple élimination du veto au Conseil de Sécurité ne suffit pas pour qu'un tel plan fonctionne, mais que les Nations unies doivent être fondamentalement réformées dans le sens d'un gouvernement mondial fédéral limité, car ce n'est qu'une réforme de cette ampleur qui peut donner aux nations et à leurs peuples la confiance qu'elles peuvent s'en remettre aux Nations unies pour leur sécurité nationale.

La situation politique en 1946 était certainement plus réceptive qu'aujourd'hui à des propositions courageuses comme le plan des Etats-Unis, mais dans une large mesure ce qui a changé, c'est seulement notre souvenir de son origine. Après la deuxième Guerre mondiale, les soldats et les gens dans le monde entier étaient déterminés à ce que jamais plus il n'y ait une autre guerre généralisée. Les hommes d'Etat étaient disposés à instaurer entre leurs nations des relations plus étroites au sein d'une organisation générale. L'organisation des Nations unies fut fondée sur une base universelle. Après la déclaration de Moscou de 1943, le secrétaire d'Etat Cordell Hull déclara : « Il n'y aura plus besoin de sphères d'influence, d'alliances, d'équilibre des pouvoirs », et ces paroles furent reprises par le président Roosevelt un an plus tard.

L'idée d'un gouvernement fédéral mondial, qui aurait reçu pouvoir des nations de faire une loi mondiale qui s'appliquerait aux individus était dans l'air. Après que les bombes atomiques eurent été utilisées

pour la première fois dans la guerre, Albert Einstein lança un appel pour un gouvernement mondial qui serait la seule forme d'organisation internationale capable de contrôler la nouvelle force. Les savants atomistes, qui eurent un immense prestige après le 6 août 1945, et qui étaient extrêmement conscients de leur responsabilité pour avoir conduit la science dans les affaires de la guerre, se libérèrent des engagements du secret du temps de guerre, se politisèrent, et se firent publiquement les avocats d'un contrôle international de l'énergie atomique. Beaucoup des physiciens de l'atome, individuellement, sinon sous forme d'organisations, allèrent plus loin et demandèrent un gouvernement mondial.

La conséquence politique immédiate de ce ferment politique fut le rapport Acheson-Lilienthal de mars 1946. Il reconnaissait que le monopole atomique des Etats-Unis ne pouvait durer et appelait à un contrôle international et même à « la fin de toute guerre ». Les auteurs exprimaient l'espoir qu'en résolvant les problèmes de l'énergie atomique « de nouveaux modèles de coopération pourraient être établis, susceptibles d'extension à d'autres secteurs, et capables d'apporter une contribution dans le sens d'une réalisation graduelle d'un plus grand degré de communauté entre les peuples du monde. » Quant aux mécanismes concrets de contrôle international, ils se limitaient à une Autorité qui veillerait au désarmement atomique et au maintien de « l'équilibre stratégique » sans aucun pouvoir de coercition. Cette autorité ne pouvait que fournir un système d'alerte préalable, en cas de violation par une grande puissance, toutes les nations se retourneraient vers le développement atomique et la production de bombes, tout comme dans le cas d'une course aux armements incontrôlée. La seule mesure de coercition concevable était la guerre.

La contribution unique de Bernard Baruch fut de concevoir une juridiction s'appliquant aux individus, comme dans les procès qui se déroulaient alors à Nuremberg. Baruch était conscient de l'honneur de sa nomination comme délégué des Etats-Unis à la Commission à l'Energie atomique qui venait d'être créée aux Nations unies et de la chance historique unique qui lui était offerte de mettre l'énergie atomique sous contrôle international au tout début de l'âge atomique. Il demanda et obtint un rôle dans la décision politique. De mars à juin 1946 il rassembla une équipe de collaborateurs, prit la question à bras le corps et finalement réussit à obtenir du président Truman qu'il fixe une ligne politique pour la limitation effective de la politique américaine sous le contrôle de l'autorité du développement atomique qui avait été proposée. En cours de route, un débat interne, de tout premier plan, sur les implications d'un plan adéquat de gouvernement mondial - peu connu jus-

qu'à ce jour - se déroula entre Baruch et le sous-secrétaire d'Etat Dean Acheson. Le débat révéla la difficulté fondamentale de tout plan de désarmement effectif.

L'idée originale de Baruch était que les Nations unies devaient être renforcées. Acheson étouffa cette idée : toute nouvelle organisation, comme les Nations unies elles-mêmes ne pouvait être établie que par *traité*. Mais Baruch était convaincu que l'énergie atomique était révolutionnaire, que la seule façon actuelle de satisfaire l'exigence de paix des peuples était d'abolir la guerre une fois pour toutes, et il discuta de mesures telles qu'un moratoire unilatéral des expériences, le contrôle des armes conventionnelles de destruction de masse, l'élimination du droit de veto, le commandement de toutes les forces armées, la réduction des forces nationales au niveau de forces de police, des interdictions constitutionnelles, et des cours de justice mondiales élargies. « Ceci peut paraître un programme ambitieux, écrivait-il dans un mémoire privé, mais c'est une chance de se diriger vers la lumière au bout du tunnel : la paix perpétuelle. »

Quand le groupe se mit à explorer la difficile question de ce qu'il faudrait faire en cas de violation, ils reconnurent que la proposition Acheson-Lilienthal était un leurre. Elle n'apportait vraiment ni contrôles ni sauvegarde, elle n'abolissait pas non plus la guerre. Le public était abusé. Acheson répliqua que la seule alternative était la sécurité collective, ce qui voulait dire la guerre, ou le gouvernement mondial, ce qui ne « voulait rien dire du tout. » Tout gouvernement est fondé sur le consentement émotionnel et spirituel de 95% des gens. Il n'existait pas une fraction de ce pourcentage pour un nouveau gouvernement mondial, quel qu'il fût. Cependant Baruch continua de soutenir auprès du secrétaire d'Etat James Byrnes, et plus tard du Président qu'un certain pouvoir de coercition était essentiel, et que ce pouvoir ne pouvait être fourni que par une cour ou un tribunal international comme celui de Nuremberg pour l'application des lois aux individus. Un système d'alerte préalable, remarquait-il à un certain point, « ne vaut pas un clou. » « Pourquoi ne pas essayer de faire ce qui doit être fait plutôt que de faire par pièces et morceaux ce qui susciterait des espoirs de paix mais ne ferait jamais s'apaiser la crainte de la guerre? »

Finalement, le 7 juin, Baruch obtint l'accord du Président, et le 14, il annonça le plan américain aux Nations unies dans un discours émouvant dont la lecture reste d'actualité aujourd'hui encore. Mais ce plan n'avait pas été convenablement élaboré : il restait semblable au plan Acheson-Lilienthal, avec l'élimination due à Baruch du veto au Conseil de Sécurité et de belles paroles ajoutées sur « la responsabilité individuelle et la punition »; rien n'était dit de l'arrêt des expériences

américaines en signe de bonne foi, et le calendrier de la mise en application était passé sous silence.

Le *New York Times* rapporta en termes chaleureux que les Etats-Unis avaient fait un premier pas « vers un gouvernement mondial par dessus des atomes désintégrés. » La presse russe était pleine de soupçons à l'égard de toute proposition occidentale ayant pour but de transformer les Nations unies en un « Etat mondial » dont « la mission serait de sauver le monde d'une guerre atomique. » Grenville Clark, avocat éminent de New York, qui avait travaillé avec le secrétaire à la guerre Henry Stimson pendant la guerre et qui se consacrait alors à l'organisation de la paix, écrivit à Baruch qu'abolir le veto, tout en laissant intacte la structure de « ligue » des Nations unies n'était pas suffisant pour rendre efficace le contrôle international de l'énergie atomique. L'Assemblée générale devrait être transformée en assemblée législative mondiale suivant un plan de représentation pondérée pour que la suppression du veto soit acceptable pour les Russes. Ils devaient avoir l'impression de pouvoir emporter des décisions dans l'organisation internationale en fonction de leur valeur *intrinsèque*. Ensuite le Conseil de Sécurité devrait devenir le pouvoir exécutif et la Cour mondiale le pouvoir judiciaire.

Il n'y eut jamais de modification fondamentale du plan américain dans les négociations ultérieures. Quelques jours plus tard, Andrei Gromiko présenta un plan soviétique qui demandait une convention pour mettre les armes atomiques « hors la loi », exigeant la destruction du stock américain, et *ensuite* l'établissement d'un système de contrôle pour s'assurer de l'exécution de la convention. Les autorités nationales feraient appliquer les engagements du traité. Il refusait catégoriquement la proposition d'abolition du veto, étant donné que l'unanimité des membres permanents du Conseil de Sécurité était l'une des pierres d'angle des Nations unies.

Alors que l'essence de la proposition américaine était la limitation de souveraineté, celle des Soviétiques était l'égalité du pouvoir souverain. Les Américains réclamaient un accord sur un système de contrôle avant l'abolition des armes nucléaires; les Soviétiques demandaient l'abolition avant le contrôle. La réponse soviétique initiale était en apparence si fondamentalement contraire à l'esprit de la proposition américaine qu'elle fut largement considérée comme un refus. Mais en fait, la « mise hors-la-loi » des armes nucléaires était une idée qui était venue en premier lieu au groupe Acheson-Lilienthal près de six mois auparavant; la logique du problème avait contraint les Américains à se tourner vers une *autorité* internationale. Les Russes aussi, progressivement, aperçurent cet aspect des choses et en septembre ils parvinrent à

*l'unanimité* sur les questions scientifiques et techniques, et en novembre à un accord sur les inspections. Au moment du vote crucial, le 30 décembre, il n'y avait que quatre *phrases* en litige - toutes concernant le veto.

Pour le projet révolutionnaire de l'établissement du contrôle international de l'énergie atomique, il fallait du temps, des signes supplémentaires de bonne foi et des modifications au texte servant de base à la négociation. Mais aucune de ces conditions n'était en vue; Truman, apparemment pour résoudre un conflit entre l'armée et la marine, autorisa la marine à entreprendre ses expériences - une véritable provocation - sur l'atoll de Bikini, deux semaines seulement après que Baruch eut présenté le plan américain de contrôle international de l'énergie atomique. Après la seconde expérience, à la fin de juillet, les Soviétiques rejetèrent officiellement le plan Baruch. Entre temps le Département d'Etat « clarifia » les rapports de l'autorité par rapport aux Nations unies. La suppression du veto devait s'appliquer *seulement* dans les cas concernant les armes atomiques, et alors seulement s'ils n'étaient pas consécutifs à une guerre conventionnelle. Ceci vida le plan de toute sa substance. Puis, en septembre, Henry Wallace, le dernier des « New Dealers » dans le cabinet de Truman, fut contraint de démissionner après avoir critiqué la manière menaçante de conduire les négociations qui était celle des Américains. Wallace avait montré très clairement que la montée en puissance de l'armement atomique, la mise au point des bombardiers B. 36 à long rayon d'action et l'acquisition de bases stratégiques tout autour du globe minaient la confiance des Soviétiques. De plus, il avait déclaré que la position américaine sur le veto était « tout à fait dénuée de sens » puisque l'application des décisions par le Conseil de Sécurité ne pouvait signifier autre chose que la guerre.

Les propositions pouvaient-elles être conciliées? Nous savons maintenant que les Soviétiques poursuivaient activement leur propre programme d'énergie atomique (ils parvinrent à une réaction nucléaire soutenue juste avant le vote du plan Baruch). Leur « convention » n'aurait pas gêné ce programme, sauf en ce qui concerne la production finale des bombes. Mais elle n'aurait pas retardé non plus le programme américain, sauf l'exigence de la destruction des stocks de bombes existants. Les minerais, réacteurs, centrales, laboratoires et matériaux fissiles étaient techniquement exempts. L'autorité internationale proposée par les Américains aurait, inversement, mis fin au programme soviétique car cette autorité aurait envoyé une petite armée de contrôleurs, d'inspecteurs, de vérificateurs et de chercheurs qui n'auraient pas pu ne pas se mêler sérieusement de l'économie soviétique affaiblie de l'après guerre. Les Américains, au contraire, auraient été autorisés à

conserver et même à augmenter leur stock de bombes jusqu'au dernier stade du plan. En août 1946, Gromyko fit remarquer : « A la longue on verra en Amérique que votre plan n'est pas juste. »

Accéder à la demande soviétique de mettre fin aux essais nucléaires et de détruire toutes les bombes atomiques aurait peut-être constitué de la part des Américains un geste de bonne foi pour amener les Russes à considérer plus sérieusement la structure nécessaire de l'autorité. Les savants atomistes furent prompts à faire remarquer que le danger ne se trouvait pas dans les bombes mais dans les usines et les matériaux pour fabriquer les bombes. Nous savons maintenant que le nombre de bombes dans le stock américain était de *douze*. N'aurait-on pas pu sacrifier douze bombes pour « l'élimination de la guerre »?

D'autre part les Etats-Unis avaient déjà fait un geste de bonne volonté considérable : l'offre même d'abandonner leur puissance atomique à une autorité internationale, à condition qu'il y eût des mesures de sauvegarde adéquates. Une offre semblable, l'abandon d'une nouvelle arme stratégique, sur laquelle pouvait reposer leur sécurité future, n'avait pas d'antécédent dans toute l'histoire des nations. Même le calendrier des étapes du désarmement se trouvait dans un plan secret - ces étapes ne dépassaient pas quatre à six ans. N'aurait-on pas pu affronter quatre ans de diplomatie atomique américaine pour mettre l'énergie atomique, comme disaient les Soviétiques, « au service de l'humanité »?

Le refus soviétique d'accepter l'abolition du veto était aussi compréhensible que le refus américain de détruire leur stock. Les deux étaient des soutiens vacillants de la défense nationale. Ce veto était un point sur lequel l'URSS aurait pu modifier sa position. En soutenant de façon aussi rigide le principe de la souveraineté des grandes puissances, les Russes défendaient en fait le principe fondateur de la Société des Nations qui les avait si désastreusement lâchés en 1938, et ils bloquaient la réforme des Nations unies, dont la structure confédérale s'était montrée mal adaptée dès 1946.

D'autre part, la proposition américaine d'abolir le veto seulement dans les cas de violation des règles internationales sur l'énergie atomique - laissant le veto intact pour des questions d'agression plus vastes - était sûrement injuste et maladroite. Sans veto l'Union Soviétique se serait trouvée exposée à la règle de la « majorité » au Conseil de Sécurité, qui était alors, de fait, dans la sphère d'influence des Etats-Unis. Toute action du Conseil d'après les règles confédérales des Nations unies aurait impliqué la guerre. Acheson le comprit, Wallace et Gromyko également. Cependant conserver un veto sur les questions générales n'était pas une solution, car tout conflit atomique ne pourrait manquer de s'envenimer en conflit général et l'ONU serait alors paralysée com-

me auparavant.

Avec la proposition d'une application nationale des règles d'une part et d'autre part celle de l'ONU sans la protection d'un veto, on était dans une véritable impasse. Sans organes juridiques internationaux permettant d'atteindre les contrevenants individuels, comment le contrôle international de l'énergie atomique pouvait-il être efficace? Seuls les dirigeants nationaux étaient susceptibles de se rendre coupables d'un armement atomique clandestin. La proposition soviétique prétendait que des agents nationaux chargés de l'application du contrôle arrêtaient les responsables nationaux (Staline, Truman) dont la charge principale était la mise en oeuvre de la loi. Les Américains voulaient que les Nations unies appliquent des sanctions, en dernier recours la guerre, contre une nation tout entière que ses chefs équiperait d'armes atomiques. En fait le plan Baruch était le plus dangereux pour les *Etats-Unis*, car il aurait permis à une coalition au Conseil de Sécurité de faire la guerre aux Etats-Unis. Ce n'était pas vraiment la formule « d'une paix durable ». Aucune des deux propositions n'allait assez loin en direction d'une loi mondiale.

Les négociations suivirent selon la séquence habituelle des premières années de la guerre froide. Il y eut un moment terrible le jour du vote critique sur le plan, que Baruch précipita en dépit des progrès pour montrer que les Russes portaient toute la responsabilité, ce fut le moment où le vieil homme admit que la mise en application du plan impliquait *la guerre*. « Que toutes les nations qui mettent volontairement leur signature au bas de ce traité réalisent que sa violation délibérée signifie une punition, et si nécessaire, la guerre. Alors nous n'aurons pas d'équivoques ni de violations à la légère. » Le résultat du vote fut 10-0-2, les Russes et les Polonais s'abstinrent. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un rejet pur et simple, et bien que les négociations aient continué jusqu'en mai 1948, l'esprit de confiance mutuelle n'y était plus.

Ce serait là la fin de l'histoire si, parallèlement aux négociations du plan Baruch, Grenville Clark n'avait essayé de faire passer aux Nations unies une véritable proposition de gouvernement mondial. Cet effort n'a pas encore été souligné par les historiens mais il jette un éclairage intéressant sur le plan américain.

Peu de temps après l'emploi de la bombe atomique sur Hiroshima en 1945, Clark avait réuni une conférence prestigieuse d'internationalistes dans sa propre ville de Dublin, au New Hampshire. Ils publièrent une déclaration courageuse qui appelait à un gouvernement fédéral mondial, à la place des Nations unies, pour contrôler l'énergie atomique. Après de nombreuses interventions en haut lieu, que le prestige de Clark rendit possibles, deux résolutions appropriées furent inscrites à

l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU en 1946. L'une demandait une conférence pour la révision de la Charte, l'autre un comité d'étude pour la révision de la Charte. De nombreuses manœuvres politiques et négociations de vote se déroulèrent tout comme lorsqu'il s'agit de faire passer une loi dans une législature d'Etat ou au Congrès, tandis que les résolutions étaient pilotées par un protégé de Clark, Alan Cranston, dans un sous-comité du Comité de sécurité et de politique de l'Assemblée (Premier comité). Pendant ce temps, tandis que les négociations sur le plan Baruch avortaient, le président Truman et le ministre des affaires étrangères Molotov entraient dans un duel de propagande au sein même du Premier comité. Le refus des Russes d'accepter l'abolition du veto était la preuve de leur refus de voir fonctionner les Nations unies; les exigences des Américains quant à l'abolition du veto n'étaient pas conformes à la Charte et se présentaient comme une couverture pour maintenir le monopole de la bombe atomique. Alors Carlos Romulo, le délégué philippin, se leva et fit l'un des grands discours des Nations unies.

Romulo compara les demandes américaine et britannique d'abolition du veto en matière d'énergie atomique avec leur refus de l'abolir dans le contexte d'une réforme compétente de l'ONU. Il s'en prit vigoureusement aux grandes puissances qu'il accusa de subversion des Nations unies. Les Etats-Unis, l'Union Soviétique et le Royaume-Uni avaient demandé le veto à San Francisco comme prix de toute charte. Depuis l'arrivée de l'énergie atomique, cependant, bon nombre de leurs hommes d'Etat avaient exprimé la volonté de limiter ou d'abolir le veto. Les Etats-Unis proposaient de l'abolir en matière d'énergie atomique; les Soviétiques voulaient l'abolir dans le fonctionnement quotidien de la commission de désarmement général qui faisait l'objet de leur contre-proposition. Cependant les trois pays avaient voté contre des propositions claires de convocation d'une conférence de révision générale pour une réforme fondamentale des Nations unies. « Ceci est-il juste pour les Nations unies » demanda Romulo. « Ceci est-il juste pour le peuple du monde ? » La tendance des grandes puissances à se retourner vers des programmes nationaux de défense militaire était « *en train de tuer les Nations unies.* »

« Nous sommes assis là et nous sentons trembler les Nations unies. Nous les voyons incapables de faire face vigoureusement aux grandes questions de notre temps. Nous savons dans nos coeurs que leur structure n'est pas adéquate. Nous savons par conséquent qu'aucune nation - je dis bien aucune nation, grande ou petite - ne fait confiance aux Nations unies pour lui donner la paix et la sécurité. »

Pour conclure, donc, l'échec du plan Baruch ne signifiait pas seule-

ment l'effondrement de l'une des grandes initiatives pour établir le contrôle international de l'énergie atomique, il signifiait aussi la fin des Nations unies comme organisation efficace de sécurité internationale. Ou du moins cet échec signifiait la fin de l'ONU dans sa forme actuelle. Le plan Baruch ne fut jamais développé par les Etats-Unis sous la forme d'une proposition honnête pour le contrôle de l'énergie atomique, l'Union soviétique ne répondit pas à un appel en vue d'une conférence générale de révision chargée de réécrire la Charte des Nations unies. Le plan était constitutionnellement mal conçu. Tel qu'il était, il prévoyait en fait qu'une Autorité de développement atomique sans droit de veto, sous le contrôle du Conseil de Sécurité (où le veto s'appliquerait à plein), ferait appliquer ses décisions par une sorte de guerre des Nations unies.

Bernard Baruch sentait que l'apparition de l'énergie atomique nécessitait une réponse politique effective pour la contrôler, et il se rendait compte que le veto était la source de paralysie dans l'organisation internationale existante, mais sa pensée n'allait guère au-delà de l'idée d'un « renforcement des Nations unies ». Le Département d'Etat ne le soutenait pas, et le Kremlin ne semblait que jouer la montre. Pourquoi? Nous savons maintenant que le Département d'Etat était préoccupé par la crise en Europe de l'Est, il formulait sa politique de « containment » (qui fut annoncée en mars 1947) et, avant tout, il ressentait le besoin de garder la bombe atomique comme instrument diplomatique à un moment de démobilisation américaine précipitée et inconsidérée. Les Russes, pour leur part, furent certainement très lents à réagir au défi de l'énergie atomique, s'ils ne jouaient pas délibérément la montre, et ils redoutaient ouvertement la menace atomique américaine pour leurs villes après avoir subi vingt millions de morts en chassant les nazis de chez eux.

L'esprit de nationalisme et les habitudes nationales de pensée et d'action restaient très forts. Par conséquent les négociations dégénéraient facilement en conflit de propagande. Les Etats-Unis pouvaient faire semblant de vouloir abolir le veto puisqu'ils continueraient de contrôler une majorité à l'ONU où les pays d'Europe de l'Ouest et d'Amérique latine étaient solidement ancrés dans la sphère d'influence américaine. Les Soviétiques pouvaient prétendre que le refus américain de commencer par la destruction de leur stock de bombes trahissait une intention belliqueuse, alors que tout ce que les Russes voulaient c'était du temps pour mettre au point leurs propres bombes atomiques. Ils pouvaient plaider qu'une autorité du développement atomique non soumise au veto était en violation de la Charte, alors que, en réalité, comme Gromyko le reconnut plus tard, les Russes n'avaient aucune confiance

en une « majorité dont la bienveillance à l'égard de l'Union soviétique ne peut être crue par le peuple soviétique. » Il fallait des qualités d'hommes d'Etat de stature mondiale, rarement vue jusque là dans l'histoire, pour réussir « l'élimination de la guerre ».

La leçon pour l'avenir semble être qu'un plan juste et adéquat est nécessaire pour tout projet de désarmement, que les négociations doivent être souples et poursuivies de bonne foi et sans menaces de destruction nucléaire en cas d'insuccès dans les recherches d'accord.

Bien que les Nations unies aient cessé, dès la fin de 1946, d'être la base réelle de la sécurité internationale, elles n'ont pas cessé d'être le point central des efforts de nombre d'hommes de bonne volonté qui cherchent à leur rendre leur véritable place dans les relations internationales. Grenville Clark poursuivit ses efforts pour formuler un plan adapté de réforme de l'ONU, et celui-ci fut publié en 1958 sous le titre *World Peace through World Law*. En 1952, la Commission du Désarmement de l'ONU fut établie, réunissant la Commission de l'énergie atomique, qui avait été le couronnement des efforts de Baruch, et la Commission des armements conventionnels qui était née des contre-propositions soviétiques. A partir de là il n'y aurait plus de distinctions artificielles entre les armes atomiques et les armes conventionnelles de destruction de masse. La Commission a donné naissance aux comités, conférences et à la campagne pour le désarmement d'aujourd'hui. La session spéciale sur le désarmement de 1978 reconnut très clairement que le but était double : un désarmement général et complet, sous un contrôle international effectif. « Le contrôle international effectif » a progressivement acquis dans l'opinion publique le statut d'un principe indispensable, dont la réalisation est dans les mains de l'histoire.

## NOTES

(1) Pour les citations complètes, voir mon article « Was the Baruch Plan a Proposal of World Government? », *International History Review*, (novembre 1985), pp. 592-621.

# Fédéralisme et comportements linguistiques

FRANCESCO ROSSOLILLO

## 1. La nature du problème.

Concevoir le projet fédéraliste dans sa globalité - c'est-à-dire ne pas le limiter à la lutte pour la fédération européenne mais l'étendre au projet de fédération mondiale - c'est en fin de compte être conscient que l'orientation - que chacun peut constater - vers une interdépendance toujours plus étroite des rapports entre les hommes au niveau planétaire revêt une dimension politique et institutionnelle essentielle. Celle-ci se trouve elle-même incluse dans un rapport dialectique avec l'évolution des autres aspects de la société civile : chaque transformation institutionnelle allant dans le sens de la fédération mondiale est, d'une part l'expression d'un niveau d'interdépendance économique, sociale et culturelle déjà atteint et, d'autre part, la condition indispensable pour aller plus loin dans cette interdépendance.

Mais cette interdépendance croissante, dans un monde sur la voie de l'ère post-industrielle - tout au moins pour ce qui est des régions les plus avancées - ne signifie pas, ou ne signifie pas nécessairement, le nivellement de tous les comportements sociaux à l'échelle mondiale. Au contraire, dans de nombreux cas, le contact croissant entre les cultures stimule la promotion consciente de l'originalité de chacune d'entre elles, et aide à la redécouverte de certaines individualités culturelles perdues ou languissantes. Du reste, le nouveau mode de production, désigné communément sous le nom de révolution scientifique et technologique, est en train de réunir les conditions qui rendent possible un processus tel que l'augmentation ininterrompue de l'interdépendance s'accompagne d'une accentuation croissante de l'autonomie politique, économique et culturelle des communautés locales.

L'un des aspects de l'évolution de la société auxquels dans cette perspective on se doit de prêter plus d'attention est celui qui concerne la langue. L'évolution des comportements linguistiques est un révélateur

intéressant de la manière dont on voit s'approfondir l'interdépendance articulée des rapports entre les hommes qui constitue la base sociale du fédéralisme.

Comme le remarque Edwards dans un livre récemment publié (1), la langue possède, outre une évidente fonction communicative, la fonction de symbole de l'identification d'un groupe. De son côté, le fédéralisme est une idéologie qui récupère et revalorise, en leur donnant une tutelle institutionnelle, des sentiments d'appartenance que l'histoire a détruits ou a refoulés, tandis qu'il en libère d'autres qui ne peuvent se manifester qu'aujourd'hui. Ainsi prend tout son sens l'analyse de la situation linguistique qui est en passe de s'instaurer à l'échelle mondiale sous la poussée de ce moment de l'évolution des forces de production qui est l'onde porteuse de la phase fédéraliste de l'histoire de l'humanité.

Du reste, le problème de la langue est l'un de ceux auxquels depuis toujours les fédéralistes ont dû se confronter. Que l'on pense seulement aux obstacles rencontrés sur la voie de l'unification européenne du fait de la diversité des langues (à commencer par la situation grotesque que la nécessité des traductions croisées a créée au sein du Parlement européen); ou aux rapports - difficiles mais répétés - entre le fédéralisme et le phénomène du revival des langues et des cultures régionales; ou encore à la confrontation - tout à la fois amicale et dialectique - entre le fédéralisme et le mouvement espérantiste.

Il s'agit donc d'un problème que les fédéralistes doivent examiner attentivement, sans jamais oublier cependant que l'état des comportements linguistiques n'est qu'un indicateur du degré de maturité atteint par le processus de transformation de la société civile : un processus sur lequel la volonté humaine consciente ne peut exercer aucune influence, si ce n'est en le libérant des étranglements institutionnels qui l'empêchent d'avancer. La création d'une aire linguistique déterminée, quelle qu'elle soit, ne peut pas et ne doit donc pas devenir un objectif stratégique en soi, elle ne peut qu'enrichir d'une importante motivation notre bataille institutionnelle.

## 2. Le modèle trilingue.

L'augmentation de l'interdépendance qui se manifeste à travers l'intégration croissante des rapports économiques dans le marché mondial et le développement incessant des moyens de transport des hommes et des marchandises et des systèmes de transmission des images et de l'information s'est accompagnée de la diffusion dans le monde entier de l'anglais comme langue de communication universelle. Il s'agit d'un phé-

nomène commun au monde industrialisé et au tiers-monde, qui, pour une grande part, du fait de l'hérédité linguistique de la domination coloniale britannique, offrait un terrain particulièrement favorable à l'affirmation progressive de la langue anglaise comme instrument de communication universelle. Mais ce processus s'est accompagné de deux autres tendances, en contradiction apparemment avec lui. La première est surtout présente en Europe (même s'il ne faut pas oublier qu'aux Etats-Unis on assiste à un *ethnic revival*, qui présente toutefois des aspects tout à fait différents) : il s'agit de la récupération des cultures humiliées par le centralisme national à travers l'action de nivellement qui s'est exercée au moyen de l'école d'Etat, du service militaire obligatoire et de la centralisation administrative. D'un point de vue linguistique, cette tendance se manifeste par la réévaluation des dialectes et la tentative de redonner une dignité de langue littéraire à des idiomes historiques de certaines régions périphériques qui ne sont que partiellement assimilés à la culture nationale dominante.

La seconde, quant à elle, est en vigueur dans le tiers-monde, surtout en Afrique et en Asie méridionale : on tente ici d'imposer, avec des succès différents du fait de la diversité des contextes, une langue nationale au-delà de la myriade de langues vernaculaires qui constituent la réalité linguistique de la majorité des populations (cette fonction, l'anglais ne peut l'assumer en raison des associations symboliques négatives auxquelles en général il est lié, et du fait de son caractère même de véhicule de communication transnationale). Il s'agit d'un problème que l'on tente de résoudre, en fonction des circonstances, en donnant la dignité de langue nationale à une langue véhiculaire (c'est le cas du swahili au Kenya) ou en imposant la langue d'une ethnie au détriment des autres (il en va ainsi de l'hindi en Inde ou du malais en Malaisie) (2).

A la lumière de ces tendances, et avec les précautions qui sont de rigueur quand il s'agit d'avancer des hypothèses qui concernent un avenir encore lointain, il semble que l'on puisse conclure que le modèle le plus plausible vers lequel évoluent dans le monde les comportements linguistiques, à l'aube de l'ère post-industrielle, est un modèle trilingue, c'est-à-dire une situation dans laquelle chacun disposera d'au moins trois instruments de communication : l'anglais comme langue universelle, la langue nationale et le dialecte.

## 3. La langue universelle. La diffusion de l'anglais et les dangers hypothétiques qu'elle comporterait.

Il ne faut pas se cacher que la route qui nous sépare du but est longue et hérissée d'obstacles. Et il ne faut pas oublier non plus que le

modèle que j'ai tracé est aujourd'hui bien loin de recueillir l'assentiment de tous ceux qui s'occupent de socio-linguistique. Il apparaît donc nécessaire d'examiner les principales difficultés qui semblent faire obstacle à la réalisation du modèle et les objections les plus fréquentes que l'on oppose à son bien-fondé.

Commençons par l'examen du niveau de la langue universelle. A ce propos, il existe un accord - large quoique non généralisé - sur la nécessité d'un instrument qui remplisse cette fonction. Les problèmes apparaissent surtout lorsqu'il s'agit d'établir quelle doit être la nature de cet instrument. En particulier, nombreuses et fortes sont les objections qui sont formulées contre la vocation affirmée de l'anglais à devenir une *lingua franca* mondiale. Il s'agit d'opinions qui pour la plupart ne contestent pas le fait que l'anglais *est* en train d'acquérir le statut de langue universelle, mais qui affirment que d'une manière ou d'une autre, il faut s'opposer à ce *trend*. Les arguments utilisés à l'appui de cette thèse sont *grosso modo* les suivants :

I) L'hégémonie de la langue anglaise est un sous-produit de l'impérialisme américain (autre que celui du colonialisme britannique au cours de la phase précédente). En l'acceptant, les peuples qui ont une langue maternelle autre que l'anglais font la preuve de leur soumission envers les Etats-Unis; ils perpétuent ainsi, sous cet aspect décisif, leur situation d'infériorité par rapport à ce pays. De cette manière, en effet, ils renoncent lors des rapports internationaux à utiliser leur langue - et par conséquent à exprimer avec la propriété et l'efficacité maximum leur pensée et leur volonté - et à comprendre les nuances de la pensée d'autrui, tandis que les Américains, ainsi que les autres peuples de langue anglaise, puisqu'ils peuvent s'exprimer dans leur langue maternelle, jouissent d'un intolérable privilège.

II) La diffusion de la langue anglaise est tout à la fois le signe et le véhicule d'une barbarisation culturelle parce qu'elle n'est que l'aspect linguistique de la diffusion de comportements, d'un style de vie, de produits culturels, de goûts, de modes vestimentaires, etc., ressentis comme vulgaires, qui au cours de cet après-guerre ont été exportés par les Etats-Unis dans le reste du monde.

III) La pénétration de l'anglais corrompt les langues nationales, dont il faut au contraire sauvegarder l'identité spécifique, telle qu'elle a pu se former durant des siècles de glorieuse histoire littéraire. Dans certains pays, ce type de préoccupation a conduit certains à croire que leurs propres langues avaient été si profondément corrompues par le contact de l'anglais qu'il fallait les considérer comme hybrides (on les désigne de dénominations péjoratives telles que « franglais » ou « ja-

plish » .

#### 4. Une langue artificielle comme moyen de communication universelle?

Ces arguments sont invoqués aussi bien par ceux (en nombre toujours décroissant il est vrai) qui, explicitement ou implicitement, nient l'utilité ou l'attrait d'une langue dont la fonction serait d'être un véhicule de communication universelle, que par ceux qui soutiennent que c'est là la fonction d'une langue artificielle. En outre, ces derniers se font forts de l'argument selon lequel toutes les langues naturelles - et l'anglais y compris - ont, en ce qu'elles sont naturelles justement, une structure phonétique, lexicale, grammaticale et syntaxique privée de cohérence logique rigoureuse, ce qui les rend inaptes à être apprises rapidement et employées avec facilité et propriété.

Comme le rappelle Andrew Large dans un livre récent, l'idéal de la langue artificielle est alimenté, avec des fortunes diverses, dans la culture européenne depuis désormais plus de trois siècles. Il s'agit donc d'un thème qui a acquis suffisamment de dignité pour faire l'objet d'un examen approfondi, dans les limites offertes par l'espace disponible.

Ce sont les faits eux-mêmes qui donnent la réplique la plus convaincante aux arguments des partisans d'une langue artificielle contre l'usage de l'anglais. La réalité est que l'anglais *est déjà en train* de devenir une langue universelle et l'incontestable existence de ce *trend* est la raison la plus efficace pour laquelle un nombre croissant de personnes dans le monde entier s'appliquent à l'apprendre, conscientes qu'il s'agit d'une fatigue qui de toute façon aura des résultats concrets à brève échéance. Il s'agit donc d'une tendance qui s'auto-alimente à tel point qu'il faut la considérer aujourd'hui comme irrépressible.

Les gens préfèrent apprendre une langue relativement difficile, ambiguë et pleine d'idiotismes, mais parlée par de nombreux locuteurs plutôt que d'en apprendre une peu utilisée, même si sa structure simple, logique et transparente en ferait abstraitement la candidate idéale au rôle de langue universelle. On est confronté ici au problème du *seuil critique* dont était parfaitement conscient Zamenhof lui-même, le fondateur de l'espéranto. Dans son livre publié en russe en 1887, et en anglais en 1889 sous le titre de *An Attempt towards an International Language* (4), il invitait ses lecteurs à lui envoyer une déclaration dans laquelle ils s'engageaient à apprendre la nouvelle langue dès que le nombre des déclarations reçues aurait dépassé le million. Ce nombre, loin de là, ne fut jamais atteint. En réalité, il s'agissait d'un pari hasardeux qui ne pouvait réussir.

La vérité, c'est que le seuil critique nécessaire pour la diffusion spontanée d'une langue ne peut être créé par une action de propagande volontaire même si elle est menée par des militants engagés, comme c'est le cas de l'espéranto. Les grandes langues nationales se sont affirmées à l'intérieur des frontières et au-delà en grande partie grâce à l'action du pouvoir politique qui plus d'une fois s'est servi de la force pour les imposer. Mais même le plus brutal des despotismes (et fort heureusement rien ne laisse prévoir que le problème de la langue universelle puisse dans le futur être affronté et résolu par un pouvoir despotique) n'aurait eu la force d'imposer à une communauté humaine de dimensions non négligeables une langue morte, ou tout au moins utilisée par un nombre très réduit d'individus. L'action du pouvoir n'a pu avoir de succès que si elle s'est appuyée sur un instrument linguistique possédant une utilité communicative autonome en tant que langue de la majorité ou d'une partie importante de la population, d'une région où était située la capitale, ou encore de l'élite politico-culturelle, etc. L'histoire de la langue irlandaise confirme cette affirmation. Au cours des luttes pour l'indépendance envers la Grande-Bretagne, la fonction essentielle du gaélique avait été de symboliser l'identification nationale; dès la proclamation de la république, en 1921, le gouvernement irlandais s'est activement engagé à en faire une véritable langue nationale, aidé en cela par le fait que la langue en compétition avec le gaélique - l'anglais - était l'idiome de l'ennemi historique de l'Irlande. Mais tout effort a été vain, et la décadence du gaélique s'est poursuivie sans trêve. Aujourd'hui, il n'a le statut de langue maternelle que pour la frange rurale la plus arriérée de la population. Evidemment, les avantages communicatifs liés à l'usage de l'anglais - directement liés au nombre de personnes qui, en Irlande et dans le reste du monde l'utilisaient déjà - sont tellement visibles qu'ils l'ont emporté aux dépens de l'évocation symbolique du gaélique.

L'exemple le plus fréquemment cité en faveur de la thèse selon laquelle il est possible de créer à partir de rien une langue de communication est celui de l'hébreu. Mais, en réalité, il ne s'agit que d'une exception partielle parce que l'hébreu a toujours été utilisé dans la diaspora comme langue rituelle, mais aussi dans des occasions non rituelles. Exception qui confirme la règle parce qu'elle s'est manifestée dans des circonstances elles-mêmes exceptionnelles, dans la mesure où, d'une part durant les années de la fondation de l'Etat d'Israël, la population était constituée de groupes venus en peu de temps des provenances les plus diverses et qui parlaient les langues les plus disparates et, d'autre part les immigrants de la première génération étaient et sont animés d'un

loyalisme - national et religieux tout à la fois - extraordinairement intense (5).

Zamenhof s'était rendu compte qu'une langue artificielle n'aurait pu avoir à sa disposition les ressources, de nature communicative et symbolique, dont disposent naturellement les langues naturelles en expansion, et tout particulièrement la plus importante de toutes : pouvoir être *dès le départ* la langue maternelle d'un groupe humain consistant. Il tenta donc de surmonter ce *handicap* - lié au caractère artificiel de la langue - en renforçant l'aspect symbolique de son emploi et en conférant ainsi au Mouvement espérantiste un caractère presque religieux, encore évident dans l'ardeur missionnaire qui souvent anime ses membres.

La nécessité d'imprimer au mouvement un fort esprit de militantisme provenait de ce que l'espéranto devait - et doit encore - affronter la concurrence de nombreuses autres langues artificielles (volapük, ido, latino sine flexione, novial, occidental, etc.) chacune étant recommandée par ses partisans pour sa plus grande rationalité, simplicité, flexibilité, etc. Or, la principale des conditions rendant possible le succès d'une langue artificielle est *d'être la seule*: pour réaliser cette condition dans le cas de l'espéranto, il était nécessaire que les langues concurrentes disparaissent à peine nées. De là la succession des violentes diatribes qui caractérise l'histoire des rapports entre les partisans des vingt langues artificielles environ qui ont été élaborées à partir du dernier quart du XI-Xe siècle; diatribes dont l'espéranto est sorti comme seule langue ayant conservé des fidèles - quoiqu'en nombre modeste et sans capacité d'expansion (6) - du fait même que le mouvement qui le soutient n'est pas seulement communicatif. D'après ce que nous assure Large, la dévotion un peu maniaque à la cause fait qu'il existe aujourd'hui dans le monde de pauvres enfants, issus de couples d'espérantistes *ultra*, dont la langue maternelle est l'espéranto.

Le prix payé par le mouvement espérantiste pour assurer sa survie a été très élevé : la présence dans ses rangs d'un pourcentage anormalement élevé de *cranks*, c'est-à-dire d'individus excentriques, qui, comme l'écrit Vossler que cite Large, « parlent uniquement pour le plaisir de parler indépendamment du sujet dont ils parlent et des personnes avec qui ils parlent » (7); et si l'on continue avec les citations de Large, qui cette fois cite C. K. Ogden, ces même individus « sont, pour ainsi dire, les fondamentalistes d'une foi très peu évolutive en vérité, et lors des âpres luttes intestines qui durent depuis quarante-cinq ans, ils ont développé une méthode et un style polémique qui n'est pas sans rappeler les logomachies religieuses des époques passées » (8).

Ce détail n'a certes pas une importance décisive, parce que tout autres sont les raisons qui rendent irréalisable l'idéal d'une langue artificielle comme langage mondialement utilisé; cependant, il n'en a pas moins contribué à freiner la diffusion de l'espéranto.

Si l'on veut faire le tour exhaustif de la question, il nous reste à examiner brièvement la possibilité - ce à quoi d'ailleurs Zamenhof lui-même ne croyait pas - qu'aurait un pouvoir d'imposer une langue artificielle par le biais de l'école. A ce propos, deux observations semblent nécessaires. La première, c'est qu'une politique de ce genre ne peut - en théorie - avoir de succès que si elle est adoptée par tous les gouvernements en même temps, ou tout au moins par une partie importante d'entre eux. Outre qu'elle paraît absolument improbable, cette perspective est de toute façon si lointaine qu'elle met en évidence l'absurdité du projet, dans un monde où l'accélération à un rythme exponentiel de l'interdépendance pousse les scientifiques, les *managers*, les hommes de culture et les jeunes à apprendre l'anglais.

La seconde est que même si par hasard cette possibilité pouvait être envisagée à brève échéance, il serait impensable que dans un monde jouissant d'une liberté croissante d'enseignement, l'introduction d'une langue artificielle dans les programmes scolaires puisse s'accompagner de la suppression de l'enseignement de l'anglais. Et il est évident que l'avantage de départ de l'anglais est si grand, puisqu'il s'agit d'une langue *déjà utilisée* par un milliard de personnes environ dans les cinq continents, qu'il rend l'apprentissage d'une langue artificielle tout à fait inintéressant pour les jeunes. En effet, il est évident que tandis que l'apprentissage de l'anglais ne découragerait pas du tout l'apprentissage d'une ou plusieurs autres langues naturelles - qui resteraient des instruments irremplaçables d'accès direct à d'autres traditions culturelles (9) - les mêmes arguments ne pourraient être utilisés pour une langue artificielle dont la seule utilité est d'être communicative.

##### 5. *Langue, politique et culture. La pollution linguistique. L'international english.*

Après avoir écarté l'alternative de la langue artificielle, il nous reste à voir si le destin qui nous attend - c'est-à-dire l'accession de plus en plus marquée de l'anglais au rang de langue universelle - est aussi tragique qu'on veut bien nous le faire croire. En particulier, nous nous attacherons à répondre aux trois objections, citées précédemment, que l'on oppose généralement à la diffusion de l'anglais.

I) On dit qu'accepter la diffusion de l'anglais revient à accepter l'im-

périalisme américain. Mais en fait, si un pays se trouvant dans l'orbite américaine voulait à coup sûr rendre définitif et irréversible son état de dépendance, il lui suffirait de s'isoler du contexte communicatif mondial; il se priverait ainsi de la possibilité d'accéder aux informations scientifiques, technologiques, économiques, etc., qui sont les conditions nécessaires du développement, et par conséquent de l'indépendance politique. Par ailleurs, en suivant cette ligne de conduite - c'est-à-dire en refusant l'usage de l'anglais - quiconque aurait des idées à proposer pour transformer l'équilibre mondial en voulant dépasser les blocs et l'hégémonie des superpuissances - c'est ce que proposent les fédéralistes - devrait renoncer à les faire connaître au reste du monde, c'est-à-dire à les faire valoir.

Il est vrai qu'à la source de la diffusion de l'anglais, il y a le colonialisme britannique tout d'abord, puis l'hégémonie américaine. Mais il nous faut constater que cette même langue a servi de véhicule de communication à l'ex-colonie pour inverser les rapports de force à l'égard de la mère patrie: c'est là une démonstration efficace de ce que la diffusion d'une langue peut être l'effet et non la cause d'une situation de pouvoir; ainsi, tout au moins au regard de notre argumentation, elle apparaît comme neutre vis-à-vis d'elle. En tant qu'instrument neutre, elle peut mener une vie tout à fait indépendante de la situation de pouvoir qui a été à l'origine de sa diffusion (citons pour mémoire l'expansion de la *koiné* grecque à l'époque qui a succédé à la dissolution de l'empire d'Alexandre), et elle peut même être utilisée pour la transformer. Enfin, il nous faut rappeler que si l'on parle deux langues, on connaît une situation communicative et culturelle plus avantageuse que celui qui ne parle qu'une langue. On peut donc considérer, tout au moins à moyen terme, que la diffusion de l'anglais dans le monde doit être considérée par les Américains comme un coût et non comme un bénéfice de l'hégémonie.

II) En ce qui concerne la diffusion de l'anglais et la barbarisation culturelle, il nous faut examiner le problème des rapports entre la langue et la culture; et savoir s'il est légitime de considérer la société européenne entre les deux guerres, c'est-à-dire avant que certains aspects du mode de vie américain ne se manifestent, comme une société plus civilisée que la société actuelle, c'est là un problème qui n'est pas évident et que nous laisserons de côté. Personne ne met en doute que des groupes humains qui parlent la même langue peuvent se transmettre des uns aux autres, et avec une assez grande facilité, des contenus culturels. Mais cela ne signifie pas qu'ils soient contraints de le faire, c'est-à-dire que langue et culture représentent la même chose. Si les hommes

des cinq continents peuvent se comprendre, c'est parce que les langues qu'ils parlent peuvent être traduites de l'une à l'autre, et communiquer ainsi les mêmes contenus (la seule exception serait en partie la poésie qui est indissolublement liée à la matérialité et à la sonorité de la parole). En réalité, la langue est neutre même par rapport à la culture (10), tant il est vrai que des cultures différentes peuvent s'exprimer à travers différentes langues. Il est donc un fait que la langue anglaise a aussi été diffusée dans le monde sur les traces de certains contenus particulièrement vulgaires. Mais une telle constatation ne remet pas en cause la neutralité intrinsèque de la langue - qui est aussi la langue de Henry James et T.S.Elliot. C'est donc à celui qui fait usage de la langue de donner à ses messages des contenus plus riches et plus nobles plutôt que de vouloir lui faire endosser la responsabilité de *sa propre* vulgarité.

III) La préoccupation pour la pollution linguistique est sans fondement. Tant qu'elles n'ont pas été réduites au rôle d'instruments rituels, tant qu'elles sont vivantes, les langues sont en perpétuelle transformation et elles subissent et se transmettent sans interruption des influences et des emprunts. L'idée d'une langue pure est tout aussi mythique que celle d'une race pure. Par ailleurs, de nombreux linguistes considèrent que chaque langue a sa structure propre qui en définit l'individualité, qui certes évolue au cours de l'histoire; mais cette évolution est le résultat d'une logique interne et non le fruit de la pression des influences extérieures (la *dérive* de Sapir). De cette façon, elles peuvent rester elles-mêmes tout en se transformant et malgré les nombreux apports lexicaux en provenance des autres langues, comme ce fut le cas de l'anglais à l'époque de l'invasion normande (11). En conclusion, une influence comme celle qu'exerce aujourd'hui l'anglais sur des langues possédant une structure solide ne peut avoir qu'un rôle limité à certains secteurs restreints du lexique. Si on l'examine dans ces limites, il faut même aller jusqu'à considérer le phénomène de la fécondation réciproque des langues comme un enrichissement.

Tout cela n'exclut pas qu'une langue puisse mourir, comme c'est souvent arrivé dans le passé, et comme cela arrive encore continuellement aujourd'hui. Mais les langues ne meurent pas parce qu'elles deviennent méconnaissables sous l'effet de la pollution linguistique, elles meurent simplement parce qu'elles cessent d'être utilisées pour communiquer.

Ajoutons une dernière considération sur ce destin de l'anglais à devenir langue universelle. On peut légitimement prévoir, en partant des tendances que l'on peut clairement percevoir dans l'usage courant, que plus le rôle de langue universelle de l'anglais ira en s'accroissant, plus

il se distinguera dans cet usage de chacune de ses variétés nationales. Aujourd'hui déjà il existe un *international english* possédant ses propres caractéristiques bien définies. Ce processus d'individualisation est destiné à se poursuivre grâce aux apports, qui s'intensifieront au fil du temps, des langues nationales de ceux qui, en nombre toujours croissant, utiliseront la *lingua franca* internationale. Et il est évident que cette tendance à la différenciation sera d'autant plus marquée que plus nombreux et plus importants seront les apports, dans tous les secteurs fondamentaux pour la communication, des opérateurs de langue maternelle non anglaise. Il faut donc souligner que si la diffusion actuelle de l'anglais au niveau mondial est liée à l'hégémonie politique et économique des Britanniques puis des Américains sur une partie importante du monde, en ce qui concerne la pleine accession de l'anglais au statut de *lingua franca* universelle, elle se fera parallèlement à la marche vers la fédération mondiale et par conséquent à l'établissement progressif, à l'échelle planétaire, de rapports d'égalité entre les peuples tant du point de vue politique qu'économique.

Le développement de l'*international english* sera favorisé par l'existence de multiples variétés nationales d'anglais, qui à leur tour sont en train de subir un processus de différenciation réciproque de plus en plus marqué, et sanctionné par un travail de standardisation qui n'est pas mené dans le but d'en unifier l'usage dans toute la zone anglo-saxonne, mais au contraire dans celui de sanctionner la diversification des variétés nationales. On doit se souvenir entre autres que dans les pays de langue anglaise qui sont pourtant ceux qui ont connu les plus importantes entreprises de lexicographie de l'histoire, traditionnellement l'attitude vis-à-vis de la langue est plus *descriptive* que *prescriptive* (12), comme nous le prouve l'absence d'organismes officiels ayant pour fonction de définir l'usage correct de la langue (c'est ce qui se passe dans d'autres pays avec des institutions telles que l'*Académie française*, l'*Accademia della Crusca* ou la *Real Academia Espanola* (13)). On retrouve ici la traditionnelle tolérance des locuteurs anglais vis-à-vis des erreurs et des maladroites linguistiques que produisent leurs interlocuteurs de langue maternelle différente.

Du reste, il s'agit de particularités qui dépendent elles-mêmes de la grande dispersion géographique des populations de langue maternelle anglaise, c'est-à-dire de ce qui a fait de l'anglais l'unique candidat naturel au statut de *lingua franca* universelle.

## 6. Les langues nationales.

Un mécanisme institutionnel fédéral ne peut vivre et fonctionner ef-

ficacement que s'il est soutenu par des comportements sociaux cohérents. La caractéristique essentielle de ces comportements est la *pluralité des loyalismes*, le fait que les hommes ne se sentent pas membres d'une seule communauté, mais d'une série de groupes communautaires différents par leur dimension mais identiques en importance et en dignité, chacun se caractérisant par une variante de la culture du genre humain. La langue est un instrument important qui rend plus simple et plus immédiat l'accès à une ou plusieurs cultures ayant choisi cette langue pour s'exprimer.

Le plurilinguisme est donc une caractéristique importante du comportement social fédéral qui lentement prend forme dans le monde, et grâce à son enracinement progressif, l'idéal de la fédération mondiale commence à devenir, concrètement, un objectif politique, même s'il n'est pas immédiat.

Evidemment, tout cela ne signifie pas que dans un modèle de fédération mondiale post-industrielle, chaque aire de gouvernement doit correspondre à une aire linguistique différente. Cela signifie seulement que le plurilinguisme - et en particulier le trilinguisme qui me semble être le point d'arrivée du processus de transformation en cours - est destiné à devenir une composante importante de l'identité culturelle multiple du citoyen de la future fédération mondiale. Dans ce cadre, le niveau linguistique national joue un rôle indispensable. En effet, en son absence, on se trouverait face à l'opposition directe entre langue universelle et dialecte, et l'expression linguistique de l'originalité culturelle de chaque groupe humain serait exclusivement confiée à un instrument de communication utilisé dans des zones géographiques très étroites, non standardisé et propre à exprimer seulement des contenus aussi étroits qu'est étroite l'aire de sa diffusion. L'absence d'une zone linguistique intermédiaire, de dimensions géographiques suffisantes pour contrebalancer efficacement l'usage de la langue universelle, risquerait donc d'altérer sérieusement un équilibre important pour garantir la permanence d'une base culturelle adéquate du fédéralisme.

Les langues nationales doivent donc être considérées comme des instruments d'une importance décisive pour la tutelle de l'individualité des diverses traditions culturelles, et en particulier de celles qui s'expriment dans la littérature, la poésie et le théâtre.

Il est opportun de répéter que tout cela ne signifie pas que la langue soit un facteur indispensable de la formation et du maintien d'une identité culturelle ou nationale (tant il est vrai qu'il existe des regroupements humains qui se considèrent comme des nations et qui parlent plusieurs langues, ou qui partagent leur langue avec d'autres nations).

Cependant, cela signifie que la langue est un véhicule privilégié pour l'accès immédiat à une tradition culturelle, et par conséquent la diffusion d'une langue nationale à tous les habitants d'un certain territoire est à juste raison considérée comme un moment essentiel dans le processus de *nation-building*.

### *7. Les langues nationales dans le monde industrialisé et dans le tiers-monde.*

Le problème de la survivance - ou alors de la création ou du renforcement - d'un niveau linguistique national se pose en termes radicalement différents en Europe et dans le tiers-monde.

En Europe, le futur se joue sur la capacité des langues nationales à répondre au défi de l'ère post-industrielle. Nul doute que les grandes langues historiques - utilisées pour la communication orale et écrite par des communautés nationales regroupant des dizaines de millions d'hommes, standardisées et renforcées dans leur prestige par une ancienne tradition littéraire - sont destinées à une longue vie historique, même si elles continueront à évoluer dans le futur comme elles l'ont toujours fait dans le passé. Un sort bien plus incertain semble réservé aux idiomes auxquels la dignité de langue nationale a été imposée au cours de la phase la plus exaspérée et la plus chaotique des luttes pour l'indépendance nationale en Europe (je pense en particulier à certaines langues balkaniques) (14). Il s'agit de langues utilisées par des groupes de quelques millions de personnes et qui ont derrière elles une tradition littéraire beaucoup moins solide que celle des langues des grandes nations de l'Europe occidentale. Or, il est évident que l'existence de ces langues est remise en cause par l'interdépendance croissante du marché de la culture. L'existence d'un marché du livre potentiel limité à un nombre restreint de lecteurs contribuera dans le futur à décourager quiconque d'entreprendre une carrière d'écrivain dans une langue comme le grec et le roumain. Pour cette raison, on ne peut exclure que l'évolution de plus en plus rapide de la communication culturelle dans le sens de l'augmentation de l'interdépendance n'ait pour conséquence de dégrader progressivement certaines langues au rang de dialectes. Du reste, il s'agit d'une tendance à laquelle la volonté humaine n'est pas en mesure de s'opposer et qui a constitué une donnée permanente de l'histoire linguistique du monde.

Le problème dans les pays du tiers-monde, en particulier en Afrique et en Asie, se pose en des termes bien différents. Ici il ne s'agit pas de conserver mais de créer - ou tout au moins de consolider - des langues

nationales qui en général, dans l'état actuel des choses, n'ont ce statut que potentiellement.

Souvent c'est une tâche d'une difficulté prohibitive. Dans la plupart des cas, la domination coloniale européenne a tracé les frontières entre des territoires qui ont par la suite conquis leur indépendance et sont devenus des Etats souverains sans respecter du tout la carte culturelle et linguistique de l'Asie et surtout de l'Afrique. Des groupes homogènes du point de vue linguistique ont été le plus souvent divisés en plusieurs Etats, et la majorité des Etats sont le plus souvent peuplés de groupes linguistiquement hétérogènes. Pourtant, et sans doute à cause de cette situation justement, les gouvernements de la plupart des pays du tiers-monde, dans le but de donner à leurs peuples, au-delà du morcellement tribal, une identité consciente et le degré minimum d'unité nécessaire à une coexistence civile et ordonnée, sont actuellement engagés, et ils réussissent plus ou moins bien, dans la tentative d'imposer à partir d'une langue véhiculaire (comme le swahili au Kenya) ou à partir de la langue de l'ethnie majoritaire (comme le malais en Malaisie ou l'hindi en Inde) une langue nationale.

Aujourd'hui, il est difficile de prévoir ce qu'il en sera de ces tentatives. Parmi ces nouveaux Etats, certains ont une réalité linguistique si morcelée qu'il paraît difficilement imaginable que l'entreprise puisse réussir. Au Cameroun, par exemple, la classe politique a renoncé volontairement à une quelconque ambition de ce genre et elle a organisé le système scolaire autour de l'apprentissage de l'anglais (et en partie du français) parallèlement à l'usage des divers dialectes comme véhicules d'enseignement (15). Mais dans de nombreux autres Etats, les gouvernements sont engagés dans une tâche considérable, qui ne semble pas condamnée à l'échec a priori, et qui témoigne de l'importance prioritaire qu'ils accordent au problème.

Cela ne se produit pas par hasard, et pose le problème de la possibilité de faire l'économie de l'étape nationale dans le cheminement du tiers-monde vers l'unité continentale en Asie et en Afrique. Je suis moi-même très enclin à croire que, dans ce processus, l'étape nationale est nécessaire. Par exemple, il est difficile de penser que l'unification africaine puisse être concrétisée par des populations pour lesquelles le seul loyalisme de base reste celui de la tribu. De même, il est difficile de penser que le processus de construction des nations puisse se réaliser exclusivement à travers la diffusion de l'anglais, qui est un véhicule linguistique étroitement identifié à la domination coloniale et qui de toute façon du fait de son caractère potentiellement universel ne semble pas convenir pour transmettre aux populations en question le sens de

leur propre unité interne et de leur originalité par rapport aux autres populations de la région. Il semble donc que le niveau linguistique national doit correspondre à une exigence bien réelle et vivante partout dans le monde. Pour revenir sur un sujet dont il avait déjà été question précédemment, il s'agit d'une exigence qui se manifesterait également dans les pays de langue maternelle anglaise : en effet, plus l'*international english* accentuera son caractère propre, plus les variétés linguistiques que connaissent ces différents pays tendront à se démarquer comme langues nationales autonomes se caractérisant par des directions divergentes de développement.

Pour conclure sur ce point, il convient de répéter que, dans un cadre institutionnel fédéral, le loyalisme perdrait la caractéristique de l'exclusivité.

Dépouillé de son attribut de souveraineté, la nationalité perdrait toute connotation d'agressivité et d'intolérance à la diversité. Cela aurait d'importantes répercussions sur la situation linguistique des régions frontalières plurilingues. Dans un cadre national, ces régions sont condamnées à un état permanent de crise d'identité, et souvent la plaie de l'intolérance les accable. Cette situation serait renversée dans un cadre authentiquement fédéral. Dans une structure fédérale, le caractère exclusif de l'appartenance nationale disparaissant, les habitants des régions situées à la frontière de différentes aires linguistiques seraient conscients de se trouver dans une situation privilégiée parce que placés à un point de contact entre deux traditions culturelles. Par exemple, on verrait disparaître les stupides barrières qui existent aujourd'hui dans le sud-Tirol, et qui séparent rigoureusement deux communautés l'une de l'autre. Les régions frontalières deviendraient des régions charnières et, en tant que telles, favoriseraient le développement de leur sentiment d'identité spécifique, une identité reposant sur la possession de deux ou plusieurs langues nationales leur permettant l'accès à deux ou plusieurs cultures.

#### 8. Les dialectes.

A présent, considérons brièvement le niveau des dialectes. Les langues vernaculaires présentent dans les différentes parties du monde des degrés divers de vitalité, mais presque partout elle tendent à régresser par rapport à l'avancée des langues nationales - ou de l'anglais.

Cette régression des dialectes nous est révélée par deux indicateurs distincts : la diminution du nombre des personnes qui les parlent et la dégradation de leur dignité culturelle. Cela s'explique essentiellement

par deux raisons. La première, c'est la politique délibérée de centralisation culturelle des Etats nationaux, qui a été menée en Europe au cours du XIXe siècle et dans la première moitié du XXe, et que les gouvernements du tiers-monde tentent de mettre en oeuvre ces dernières décennies. Elle a eu pour effet d'affaiblir les dialectes en provoquant l'abandon par les classes cultivées, en opérant des transferts toujours plus fréquents de contenus sémantiques à la langue nationale et, généralement, en dépréciant tous les symboles d'identification communautaire. Cette situation est confirmée - *a contrario* - par le fait que le seul Etat fédéral qui existe actuellement en Europe - la Suisse - est aussi celui où les dialectes (en particulier les variétés infinies du Schwyzdätsch et les dialectes tessinois) sont les plus répandus et sont utilisés par toutes les couches de la population. L'autre raison est la mobilité croissante de la population du fait d'une continuelle évolution des moyens de communication dans une situation de forts déséquilibres territoriaux à tous les niveaux, qui contraignent des millions d'hommes et de femmes à émigrer des régions pauvres vers les régions riches pour améliorer leur condition. C'est vrai aussi - et avec une évidence particulièrement dramatique - pour les grandes villes du tiers-monde où l'immigration en provenance des régions les plus disparates est particulièrement frénétique et désordonnée, et où par conséquent les habitants ne peuvent plus se comprendre en parlant leurs dialectes maternels.

Il s'ensuit que les dialectes tendent à être limités aux zones les moins développées, celles d'où les gens ont tendance à émigrer; on les associe, par conséquent, à l'image de la pauvreté et du sous-développement, matériel autant que culturel. L'abandon du dialecte dans l'éducation des enfants devient partout ainsi un symbole de promotion sociale.

### 9. Les langues régionales et les mouvements de renaissance.

Aujourd'hui cependant, nous pouvons constater quelques signes d'inversion de tendance. En Europe surtout, le monopole du niveau national - sur le plan linguistique également - est remis en cause non seulement à un niveau supérieur par la diffusion croissante de l'anglais comme langue véhiculaire dépassant les barrières linguistiques nationales, mais aussi à un niveau inférieur par la tentative de récupération des langues régionales.

La signification objective de ce dernier phénomène va sans aucun doute dans le sens du modèle trilingue, que j'ai tenté de tracer. Cela n'empêche pas pourtant qu'il se manifeste souvent sous des formes dan-

gereuses et aberrantes. Il est vrai en effet que les mouvements de renaissance qui se manifestent aujourd'hui un peu partout en Europe (et comme nous le verrons par la suite aux Etats-Unis aussi, mais sous des formes différentes) ne parviennent pas à se placer dans une perspective de dépassement du caractère exclusif de l'identité nationale, mais opposent au nationalisme « national » un micronationalisme régional.

Ils tentent donc de récupérer des idiomes qui à l'époque actuelle présentent des caractéristiques dialectales (variabilité, absence de standardisation, usage presque exclusivement oral) en leur donnant ou en leur restituant une dignité de langue littéraire. C'est ce qui se passe pour les langues celtiques de la Grande Bretagne, de l'Irlande et de la Bretagne, pour l'occitan, le basque, le catalan, le sarde, le frioulan, etc. Remarquons que de cette manière les langues régionales sont mises en concurrence directe avec les langues nationales auxquelles elles s'opposent et qu'elles auraient la prétention de vouloir supplanter.

Dans l'articulation de leurs motivations, les mouvements régionalistes peuvent se réclamer du fait que certains des idiomes que l'on tente de récupérer peuvent se vanter d'une histoire littéraire tout à fait respectable, que l'Etat national a interrompue en utilisant les instruments de l'école d'Etat, du service militaire obligatoire et souvent aussi le recours à la violence. Tout cela est sans conteste vrai, mais aussi totalement insignifiant. Jusqu'à aujourd'hui, dans l'histoire, le prix à payer pour la plupart des étapes du progrès matériel et civil de l'humanité a été souvent lourd. L'affirmation de certaines valeurs s'est toujours faite au prix du sacrifice d'autres valeurs. Si cette constatation était suffisante pour légitimer un jugement de condamnation de n'importe quelle transformation historique, aucun épisode de l'émancipation humaine ne serait épargné, du paléolithique à l'ère post-industrielle (que l'on pense par exemple aux terribles séquelles de misère et de mort de la révolution industrielle). Ce qui est certain, c'est que ceux qui ont aujourd'hui la chance d'avoir comme langue maternelle l'une des grandes langues européennes - qui ont pourtant acquis leur statut actuel par la conquête et l'oppression - possède un instrument d'accès à la culture qui les place dans une situation privilégiée par rapport à ceux qui sont nés dans une aire linguistique ne comprenant que quelques millions de personnes et condamnée de fait par l'étroitesse du marché à la sclérose culturelle.

Ajoutons que le modèle trilingue fondé sur l'anglais, la langue nationale et le dialecte préfigure une situation linguistique stable parce que chacun de ces trois instruments linguistiques possède son propre champ d'application nettement distinct de celui des autres et que par conséquent, il n'entre pas en concurrence avec eux. Au contraire, com-

me le note Edwards (16), tout à fait transitoires sont les situations bi- ou pluri-lingues dans lesquelles coexistent au sein d'un même groupe humain des idiomes qui ont le même champ d'application : de fait, parmi ces deux langues, celle qui est la plus apte à résoudre les problèmes de communication et d'identification symbolique qui se posent dans un même contexte social, à terme supplantera l'autre. Dans le conflit entre une grande langue nationale et une langue régionale qui tente de reconquérir son statut de langue littéraire grâce à la diffusion de l'usage, et à la standardisation, le résultat final est d'avance connu, et il est bien qu'il en soit ainsi. Les mouvements de renaissance linguistique travaillent par conséquent pour le roi de Prusse.

En tentant de faire sortir les langues locales de leur condition de langue vernaculaire et en les opposant aux langues nationales, dans un affrontement destiné à être perdu (fort heureusement), ces mouvements appuient le monopole vacillant des langues nationales et bloquent l'apparition d'un authentique pluralisme linguistique.

#### 10. Le caractère spécifique des dialectes.

Le problème se pose en des termes totalement différents si l'objectif devient celui de la récupération des dialectes *en tant que tels*. La caractéristique des dialectes est qu'ils ont un champ d'application tout à fait différent de celui des langues nationales, dans la mesure où ils sont employés pour la communication quotidienne à l'intérieur de la communauté locale. Par conséquent ils n'ont pas, et ils ne prétendent pas avoir non plus la dignité d'une langue littéraire (ce qui n'empêche pas l'éclosion d'une littérature mineure, qui s'exprime en dialecte et qui est davantage destinée à être écoutée qu'à être lue, dans la mesure où les règles de transcription sont imprécises et subjectives) et ils ne sont pas standardisés. Et c'est justement ce manque de standardisation qui en détermine la variabilité constante dans le temps et dans l'espace, et qui fait qu'il est impossible en particulier de tracer des frontières territoriales précises entre les différents dialectes. Comme l'avait déjà mis en lumière Saussure (17), la variabilité territoriale des dialectes représente plutôt un continuum dans lequel il serait arbitraire de vouloir identifier des aires linguistiques précises, possédant un centre et une périphérie.

Il faut remarquer que cette caractéristique des dialectes en fait un irremplaçable instrument de communication et d'expression. En effet ce sont des systèmes beaucoup moins rigides que les langues nationales liées à des règles rigoureusement codifiées. Pour les hommes du commun, le dialecte est la langue la plus proche de la vie quotidienne, des

besoins, des sentiments, de l'humour, de l'imagination - multiformes, changeants, nuancés, difficiles à exprimer avec un instrument linguistique standardisé dont l'évolution est donc nécessairement plus lente. En tant que tels, ils sont aussi l'humus dont se nourrissent les langues nationales : pour elles l'exigence de la standardisation porte en soi un risque de fossilisation et par conséquent, elles ne peuvent que retirer de la vitalité de leur confrontation permanente avec une réalité vernaculaire mobile et variée.

A la lumière de ces considérations, il apparaît comme encore plus évident combien le micronationalisme pourrait compromettre le patrimoine linguistique d'un territoire s'il réussissait à s'imposer, par exemple en transformant une région en Etat souverain. En effet, non seulement il remplacerait une grande langue de culture, parlée et lue par des dizaines de millions de personnes, par une langue pauvre et peu répandue, en la portant au statut de langue littéraire; mais encore il tarirait l'inépuisable source de sens qu'apporte la multiplicité des idiomes vernaculaires, en standardisant une seule variété et en lui conférant la dignité de langue officielle de la région.

On imagine facilement que la variété qui connaîtrait ce destin serait dans la plupart des cas l'idiome utilisé dans le chef-lieu : elle deviendrait alors le symbole primaire de l'identité culturelle de la population de la région.

Or, comme nous l'avons vu, la caractéristique essentielle - et la source de la vitalité - des dialectes tient à leur infinie variabilité territoriale qui permet à chaque communauté d'avoir sa propre identité culturelle autonome, différente de toutes les autres. Si l'une des variantes devenait le symbole de l'identité régionale, toutes les autres variétés seraient dégradées au rang de manifestations « impures » de cette même identité. A la centralisation culturelle nationale se substituerait une centralisation régionale, beaucoup plus étouffante et oppressive parce que plus étroite et plus pauvre en contenus.

#### 11. Le New Pluralism en Amérique.

L'une des caractéristiques essentielles des dialectes, c'est qu'ils expriment d'une part l'identité linguistique infiniment différenciée de chaque communauté locale, et d'autre part, qu'ils reflètent la continuité des modalités langagières sur le territoire. En Europe, si l'on excepte un nombre extrêmement réduit de frontières linguistiques - qui dans la plupart des cas ont été artificiellement maintenues grâce à une intensification des tensions politico-idéologiques - on constate que les dialectes chan-

gent imperceptiblement en passant d'un point à un autre du territoire, de telle sorte que les différences entre les différentes façons de s'exprimer en usage dans deux localités quelconques augmentent proportionnellement à la distance qui les sépare. Ainsi, le dialecte n'est-il pas source de conflit mais plutôt facteur d'entente entre des communautés territoriales voisines.

De toute évidence, il en résulte que la problématique liée au niveau dialectal et à sa fonction de sauvegarde de la variété des expressions linguistiques sur le territoire n'a rien de commun avec ce qu'aux Etats-Unis on appelle le *New-Pluralism* (18). Cette expression désigne une tendance qui s'est manifestée avec une force particulière au cours des années '70, et qui exprimait la volonté de la part des groupes d'immigrés de récupérer leur identité culturelle nationale d'origine. Il faut comparer cette aspiration du retour aux racines à l'idée-force de l'assimilation, du *melting-pot*, qui a été l'élément symbolique essentiel dans la formation de l'identité américaine. Les animateurs des mouvements désignés sous le nom de *New-Pluralism* soutiennent que l'idée de *melting-pot* n'est qu'une idéologie qui sert tout à la fois à cacher et à justifier la suprématie politique, économique et culturelle de la couche la plus ancienne de la population, ceux qu'on appelle les WASP (*White Anglo-Saxon Protestants*). Le meilleur moyen de s'opposer à cette suprématie serait donc de refuser l'assimilation et de conserver ses propres caractères culturels originaires.

Ce qu'il me paraît important de mettre en lumière, c'est que ce « pluralisme » est le revers exact de ce qui se manifeste à travers la variété des dialectes. Le pluralisme des dialectes est le résultat d'un profond enracinement de la population sur son territoire. A l'inverse, la présence simultanée sur un même territoire de communautés culturelles et linguistiques profondément différentes est la conséquence du déracinement dû à la mobilité géographique depuis un siècle par l'intensification de l'interdépendance dans un cadre de déséquilibres territoriaux croissants. Par conséquent, tandis que la variabilité des dialectes est le signe d'une forte solidité du tissu social, la contiguïté de cultures tout à fait différentes dans la même ville ou le même quartier est le signe pathologique d'une désagrégation du tissu social.

## 12. Pour une société moins mobile.

L'une des idées-force du fédéralisme est la valorisation, sur le plan culturel aussi, des communautés locales, et donc du pluralisme. Mais la revendication du pluralisme, tel qu'il est défendu par les minorités

ethniques des Etats-Unis, ou tout au moins par leurs représentants les plus intransigeants, signifierait, si elle avait du succès, la fin de l'identité américaine et la dissolution de la société américaine en une multitude de groupes opposés, non susceptibles d'être mobilisés par aucun but commun. Cela signifie que dans les Etats-Unis de demain, un pluralisme culturel sain ne pourrait se développer que sous la forme de l'articulation d'une identité américaine unique sur le territoire, ce qui exigerait qu'on ait auparavant résolu positivement le problème de l'assimilation des minorités linguistiques.

Ces considérations nous ramènent au problème de la mobilité. Il faut remarquer que la mobilité est à l'origine des problèmes ethno-linguistiques en Europe et aux Etats-Unis, et aussi de la décadence des dialectes en Europe. D'autre part, on considère généralement la mobilité comme un aspect spécifique de la civilisation moderne et de l'augmentation de l'interdépendance et qui est donc destiné à s'accroître avec la progression du processus.

En réalité, il s'agit d'un aspect typique d'une phase spécifique du processus d'industrialisation, phase qui est d'ailleurs sur le point d'être dépassée. Sans doute, la plus prometteuse des perspectives ouvertes par la révolution scientifique et technologique est celle du dépassement des déséquilibres territoriaux.

Cela signifie la possibilité pour chacun de mener une vie riche et créative dans son lieu d'origine, celui auquel il est lié par des sentiments, des souvenirs, des affinités. Dans cette perspective, la mobilité serait réduite aux déplacements que chacun décidera de faire pour enrichir sa propre culture, satisfaire sa propre curiosité ou toute autre motivation tout à fait libre; à l'inverse, la mobilité déterminée par le besoin disparaîtrait. Les hommes retrouveraient leur racines. On créerait ainsi les conditions pour un renforcement des dialectes là où ils sont encore présents ou pour leur récupération là où ils sont en voie d'extinction.

## 13. Comportements linguistiques et équilibre territorial.

Ainsi, dans un modèle de société fédérale post-industrielle, on assisterait à la disparition des facteurs de caractère politique, économique et social qui dans le passé ont réduit l'usage des dialectes et contribué à leur dégradation culturelle. D'une part, dans une organisation institutionnelle fédérale, l'Etat national perdrait son caractère d'exclusivité : les langues nationales seraient alors privées de leur fonction actuelle de support de l'idéologie de la nation comme seule référence des sentiments d'identification de groupe. Les dialectes récupérerait ainsi un

grand espace de liberté, comme cela arrive déjà en Suisse aujourd'hui où ils conservent des fonctions de communication et d'expression qu'ils ont depuis longtemps perdues dans les Etats unitaires du continent. D'autre part, l'affirmation progressive de la révolution scientifique et technique, gouvernée et canalisée par la programmation articulée, permettrait aux communautés locales de récupérer des fonctions - sur un plan culturel également - dont elles ont été dépossédées par les grandes villes. Ainsi, la culture, en tant que fait non professionnel, deviendrait fondamentalement le patrimoine de tous; parallèlement, toujours dans le même ordre d'idées, on verrait disparaître les raisons qui ont jusqu'à aujourd'hui poussé les intellectuels - au sens d'opérateurs professionnels de la culture - à s'installer dans les capitales, ou tout au moins dans les grandes villes, se coupant ainsi de leurs racines territoriales et s'identifiant en tant que classe nationale. Enfin, comme nous l'avons déjà vu, une politique équilibrée du territoire réduirait à leur minimum les flux migratoires, rendant ainsi plus stables les échanges entre les membres d'une même communauté et favorisant par conséquent la récupération des idiomes locaux et la différenciation linguistique entre communautés distinctes proportionnellement à la distance qui les sépare.

Il est évident que cette tendance toucherait des idiomes ayant derrière eux un passé de langue littéraire. Mais il convient de répéter que ceux-ci seraient récupérés non en tant que langues mais *en tant que dialectes*. D'autre part, cette même tendance agirait aussi là où les dialectes ont été totalement déracinés et où leur état de dégradation culturelle est tel qu'il en rend impossible la récupération. Dans ce cas, la tendance serait à la formation progressive de nouveaux dialectes, c'est-à-dire des idiomes calqués sur le climat culturel spécifique de chaque communauté: ce climat qui aujourd'hui tend à se dissoudre dans le même creuset de la culture nationale mais auquel la stabilité de la composition sociale de chaque secteur du territoire et l'intensité de la vie communautaire restituerait une grande vigueur.

#### 14. Conclusion.

Pour conclure, il nous reste à faire trois brèves considérations.

I) La première, c'est que le plurilinguisme est une situation naturelle des groupes humains. Seul l'Etat national a tenté d'effacer ce fait établi lequel, dans l'absence d'interférences de la part du pouvoir, caractérise aussi les milieux cultivés. Notre modèle trilingue ne force donc certainement pas les frontières d'un comportement linguistique normal.

Comme nous l'avons vu, condition indispensable pour qu'une situation plurilinguistique soit stable c'est que chaque idiome ait son propre champ d'application, bien délimité et avec le minimum d'interférences possibles avec celui des autres (19). Dans notre modèle, la langue universelle a comme contenus propres la politique au niveau supranational, la science, la technique, l'économie, la communication culturelle mondiale; la langue nationale a comme contenus propres la politique nationale, la littérature et le théâtre, les messages des *mass-media*, du système judiciaire et de la bureaucratie nationale, et constitue le véhicule principal pour l'enseignement à l'école; et le dialecte a comme contenus propres le parler quotidien et la culture orale locale (théâtre dialectal, etc.).

II) La seconde, c'est que le plurilinguisme enrichit chacune des langues utilisées en chaque point du territoire. En effet, bien que chacune des langues utilisées ait un champ d'application distinct, les interférences ne peuvent manquer. Il s'ensuit l'accroissement des capacités d'expression de chaque individu tandis qu'entre les différents niveaux linguistiques s'établissent de continuels rapports d'influence, de comparaison quant aux significations, d'échange d'instruments d'expression. On peut conclure qu'avec le plurilinguisme la communication interindividuelle est destinée à devenir plus vive, plus pénétrante, plus à même de suivre l'évolution de la réalité dans tous ses aspects, que cela ne se produit dans une situation de monolinguisme.

III) Enfin, la troisième est que l'Europe occidentale apparaît comme région appelée à expérimenter des solutions de caractère fédéral destinées à être exportées dans le reste du monde; et cela reste vrai également sous le profil de l'évolution des instruments linguistiques de communication, outre que sous le profil politico-institutionnel. En effet elle est d'une part, l'aire géographique où l'on ressent avec la plus grande urgence le besoin de la langue universelle. Le Parlement européen, avec son armée de traducteurs, est le symbole du chaos dans lequel la Babel linguistique risque de précipiter les rapports politiques, économiques et sociaux entre les citoyens des Etats du vieux continent. D'autre part, l'Europe occidentale est la région où sont nées et se sont enracinées les langues nationales qui ont été le support de l'élaboration de la culture de l'occident (cette culture qui, que cela plaise ou non, est en train de devenir la culture du monde). Ces langues sont encore aujourd'hui pleines de vitalité, et elles constituent un modèle pour les pays qui se sont engagés dans un difficile effort de planification linguistique pour se doter d'un instrument de communication et d'identification symbolique nationale. Enfin, l'Europe occidentale est une zone

où les dialectes, même s'ils ont une diffusion réduite et sont dégradés dans leur dignité culturelle, sont pour la plupart encore parlés; ils peuvent donc retrouver toute leur vigueur dès que les conditions s'en présenteront.

## NOTES

(1) Cf. John Edwards, *Language, Society and Identity*, Oxford, Blackwell, 1985. Cf., en particulier, le chap. III : « Language Maintenance and Language Shift ».

(2) Voir à ce propos l'intéressant recueil de *case studies* dirigé par Chris Kennedy, intitulé *Language Planning and Language Education*, London, Allen & Unwin, 1983.

(3) Andrew Large, *The Artificial Language Movement*, Oxford, Blackwell, 1985.

(4) New-York, Holt, 1889.

(5) Cf., à propos du cas de l'irlandais et de l'hébreu, J. Edwards, *Op. cit.*, p. 53 et s. et 86-88.

(6) Large, (*Op. cit.* p. 94 et s.) souligne combien il est difficile d'obtenir des estimations précises pour ce qui est de la diffusion de la maîtrise de l'espéranto, ainsi qu'en ce qui concerne le nombre des personnes associées aux organisations qui adhèrent à l'Association Universelle de l'Espéranto (UEA). En ce qui concerne la première donnée, les estimations vont de quelques centaines de milliers à 15 millions, répandus dans le monde entier mais en des proportions très inégales de pays à pays. Par ailleurs, le concept de « maîtrise » de l'espéranto ne peut être défini clairement, et il est certain que souvent l'on classe parmi les locuteurs espérantistes des personnes qui manifestent de la sympathie pour l'idée mais qui ne pratiquent pas du tout la langue. En ce qui concerne la seconde donnée, les estimations restent dans tous les cas au-dessous de la barre des 50 000 unités.

(7) Large, *Op. cit.*, p. 201.

(8) Large, *Op. cit.*, p. 126

(9) En outre, il y a toute raison de considérer que l'apprentissage de l'anglais dès le début de la scolarisation, et par conséquent sa maîtrise presque parfaite dès l'enfance, jointe à celle de sa propre langue maternelle, laisserait aux jeunes plus de temps et plus d'énergie pour apprendre ultérieurement d'autres langues de culture.

(10) Le problème du rapport entre langue et culture est très complexe et très controversé, et il est impossible ici d'aller au-delà d'un rapide survol. Quoi qu'il en soit il faut se souvenir que, depuis Humbolt jusqu'aux études sophistiquées de Quine sur la synonymie, plus personne ne met en doute qu'une partie des significations d'une langue ne peuvent être comprises que par l'analyse de la langue en question dans le contexte culturel où elle est utilisée. Si l'on fait l'hypothèse de deux cultures différentes entrant en contact pour la première fois, il est indubita-

ble que pendant un certain temps, certaines expressions dans chacune des deux langues seront intraduisibles.

Lorsque, tout en tenant compte de ce fait établi, on parle, sur les traces de Sapir, de la neutralité de la langue par rapport à la culture, on veut seulement exprimer par là que l'impossibilité de traduire des parties de nos deux langues hypothétiques sera toujours un fait historiquement contingent et non structurel.

L'expérience historique montre en effet qu'il est toujours possible - malgré des degrés de difficulté variables et un temps d'apprentissage plus ou moins long - d'apprendre une langue possédant une structure très différente de sa propre langue et par conséquent d'acquérir la compétence nécessaire pour pouvoir servir d'interprète entre deux interlocuteurs s'exprimant chacun dans l'une des deux langues en question. Cela signifie qu'après une période plus ou moins longue d'apprentissage, il est toujours possible d'utiliser sa propre langue pour exprimer les contenus d'une autre culture et, à l'inverse, d'utiliser une autre langue pour exprimer les contenus de sa propre culture.

Tout cela est possible parce que, au-delà des différences entre les cultures, il existe de toute façon une manière de voir le monde qui est *grosso modo* commune à tous les hommes; elle permet à tous de disposer de quelques points de référence et de quelques règles de transformation communes, grâce auxquels il est toujours possible de traduire approximativement le code linguistique de chacun dans celui de tous les autres. Nous sommes ici en présence de quelque chose qui pour le moins ressemble à la *grammaire universelle* de Chomsky. Sur cette base, il est ensuite possible d'aller plus loin dans la compréhension des divergences existant d'une culture à une autre et dans la traduction des expressions linguistiques de chacune - éventuellement grâce à un instrument qui a joué un rôle décisif dans la formation de toutes les langues européennes, à savoir l'emprunt.

Plus l'histoire avance, plus la fréquence des contacts entre les cultures s'accroît, de sorte qu'il n'existe pratiquement plus désormais de groupe humain qui puisse être considéré comme complètement isolé du point de vue culturel; il en résulte directement une plus grande compréhension entre les cultures et une facilité accrue de traduction entre les langues sans que cela signifie la disparition de la multiplicité des unes et des autres.

La compétence linguistique des hommes est donc destinée à s'améliorer et à jouer un rôle de plus en plus important dans l'approfondissement de la compréhension réciproque, grâce à la diffusion du plurilinguisme et grâce aussi à l'élargissement des possibilités expressives et dénotatives de chaque langage.

Pour conclure, il semble correct de dire que s'il est vrai que l'histoire de chaque langue ne peut être comprise que si on l'insère dans celle de la culture (mais il serait en général plus correct de dire dans celle *des cultures*) pour laquelle elle a été un instrument d'expression, cela ne grève en rien sa neutralité intrinsèque par rapport à la culture dans la mesure où la langue, grâce à sa capacité à évoluer et à s'approprier des contenus toujours nouveaux et différents, possède en soi le pouvoir d'exprimer *n'importe quel contenu culturel*.

(11) « La force d'une langue, écrit Goethe (cité par Adolf Bach *Geschichte der deutschen Sprache*, 9. Auflage, VMA-Verlag, Wiesbaden, p.472), ne tient pas à sa capacité à repousser ce qui lui est étranger, mais à s'en approprier. » Il va de soi que cette affirmation ne vaut que pour les langues bien structurées et qu'une solide tradition littéraire a standardisées. Elle ne pourrait être étendue aux dialectes qui sont tellement variables et ouverts aux influences extérieures qu'ils peuvent devenir méconnaissables en quelques décennies. C'est ainsi que par exemple, comme le

note Gerhard Rohlfs, (« Tra Latini e Greci nel Salento », in *Calabria e Salento. Saggi di Storia Linguistica*, Ravenna, Longo édit, 1980, p. 54), dans la région du Salente, les villages où l'on parle des idiomes d'origine grecque, sous l'influence des langues italiques des régions environnantes, sont passés du nombre de 34 en 1500 au nombre de 15 en 1700 et ne sont plus aujourd'hui que 8.

(12) Cfr. l'ouvrage de Robert Burchfield, *The English Language*, Oxford, OUP, 1985, p. 159 et s., ainsi que Edwards, *Op.cit.*, p. 30 et s.

(13) Cfr. Edwards, *Op.cit.*, p. 27 et s.

(14) Pour l'histoire complexe des langues balkaniques, voir Eugen Lemberg, *Nationalismus*, Reinbeck bei Hamburg, Rohwolt Verlag, 1964, Vol. I, p.152 et s.

(15) Pour le cas du Kenya, voir L. Harries, « The Nationalisation of Swahili in Kenya », in C. Kennedy, *Op.cit.*, p. 118 et s. Pour le cas de l'Inde voir M.V. Nadkarni, « Cultural pluralism as a National Resource; Strategies for Language Education », *Ibid.*, p. 151 et s. Pour le cas de la Malaisie voir J.K.P. Watson, « Cultural Pluralism, Nation-Building and Educational Policies in Peninsular Malaysia », *Ibid.*, p.132 et s. Enfin, pour le cas du Cameroun, voir L. Todd, « Language Options for Education in a Multilingual Society : Cameroon », *Ibid.* p. 160 et s.

(16) *Op.cit.*, p. 71 et s.

(17) Ferdinand De Saussure, *Cours de linguistique générale*, Paris, Payot, 1966, p. 119 et s.

(19) Edwards (*Op.cit.*, p. 177) qui reprend Pandit, pour faire la preuve que dans certaines régions le multilinguisme est pratiqué quotidiennement, mais à condition que chaque instrument d'expression soit réservé à un usage particulier, donne l'exemple « d'un homme d'affaires de Bombay qui, pour un usage domestique, utilise un dialecte Kathiari de Gujerati. Il utilise le Marathi sur les marchés locaux et l'Hindustani à la gare (Pandit remarque que cette variété est utilisée dans un contexte pan-indien, mais à un niveau populaire; c'est convenable dans une gare, mais on ne s'adresse pas à une hôtesse sur un vol international avec cet idiome. Dans le travail - l'homme d'affaires est un marchand d'épices - la langue utilisée est le Kacchi. Pendant ses loisirs, il peut voir des films en hindustani ou en anglais et probablement lire un journal écrit dans l'une des variantes de Gujerati plus standardisée par rapport à sa langue maternelle. »

(20) Certes, ce n'est pas ici que l'on peut aborder le difficile problème des rapports entre l'oral et l'écrit, traité avec une grande richesse de références culturelles par Walter J. Ong (*Orality and Literacy. The Technologizing of the Word*, London and New-York, Methuen 1982). Il est toutefois intéressant de rappeler que la perspective de la récupération des dialectes - c'est-à-dire d'idiomes à usage presque exclusivement oral - par rapport aux langues nationales, dont la naissance et la standardisation sont liées à l'intériorisation de l'écriture et surtout de la presse - ressurgit sur le plan historique, dans le monde industrialisé, au seuil de l'ère électronique, qui se caractérise par une reprise de la langue orale, même si c'est sous une forme secondaire. Il faut aussi rappeler que la naissance et la diffusion de la presse ont coïncidé avec la gestation, la naissance et le renforcement de l'Etat national, et que la domination incontestée de la communication écrite s'est accompagnée de la désagrégation des liens communautaires qui constituent le cadre indispensable de la communication orale; tandis que l'avènement du mode de production post-industriel crée les conditions pour une résurgence de communautés locales vivantes possédant une autonomie garantie sur le plan institutionnel et permet par conséquent le renforcement de la communication orale à travers la récupération des dialectes.

## Notes

### L'EUROPE FACE AU PROBLEME DE L'ENERGIE APRES TCHERNOBYL

Après le grave incident de Tchernobyl et les réactions alarmées de l'opinion publique, on a mené, dans tous les pays européens, une réflexion salutaire sur le problème de l'énergie. Une décision a fait grand bruit, celle adoptée par le SPD, au congrès de Nuremberg, de « sortir du nucléaire » grâce à un programme décennal prévoyant le recours graduel à des ressources alternatives, et en premier lieu le charbon. La résolution politique approuvée par le congrès de Nuremberg adopte le rapport intitulé « Transition vers un approvisionnement énergétique sûr sans l'utilisation de l'énergie nucléaire », préparé par une commission spéciale instituée au sein de la direction. On ne peut s'empêcher, toutefois, lorsque l'on approfondit les conséquences politiques de ce programme énergétique, d'y remarquer quelques ambiguïtés. L'Allemagne (et peut-être la Grande-Bretagne) peut tout à fait compter sur ses réserves nationales de charbon. On ne peut pas en dire autant des autres pays européens, qui verraient ainsi augmenter leur dépendance extérieure s'ils décidaient de suivre passivement cette voie. Il est admis, de plus, que le recours à une utilisation accrue du charbon augmentera la pollution - d'anhydride sulfureux et d'oxyde de carbone - d'au moins 20 % de plus par rapport au taux actuel. Mais cette zone polluée s'arrêterait-elle aux frontières de l'Allemagne? Et qu'arriverait-il si tous les pays européens adoptaient la même politique?

Il ne semble pas, en fait, que l'incident de Tchernobyl ait appris grand chose aux partis européens. Le premier et fondamental élément de réflexion sur lequel on doit fonder tout débat sérieux sur les politiques énergétiques du futur, c'est que la pollution ne connaît pas de frontières. Tout plan énergétique national qui ne soit pas un maillon d'un plan énergétique européen, voire mondial, cohérent, est voué à l'échec. Il n'est aucun Etat en Europe qui, indépendamment des autres

pays de la Communauté, puisse garantir à ses citoyens la sécurité des approvisionnements, une protection appropriée de l'environnement et un accroissement suffisant de ses ressources pour le développement.

Mais lorsqu'on prend en considération les aspects européens du programme énergétique du SPD, on est encore plus perplexe. Le SPD remet en discussion le traité de l'Euratom auquel selon les socio-démocrates allemands, on ne devrait faire appel que dans le but d'empêcher les autres pays européens d'augmenter ultérieurement leur utilisation d'énergie nucléaire et « pour garantir la protection de la santé ». Mais on ne dit pas un mot à propos de la nécessité d'arriver à une véritable politique communautaire commune et sur les moyens de la mettre en oeuvre. Le futur reste dans le vague.

Il n'est pas difficile, grâce à l'expérience déjà faite, de prévoir quel sera le résultat de cette façon de poser le problème de l'énergie. Vu l'incapacité actuelle de la Communauté à agir, les programmes énergétiques nationaux continueront à prévaloir quelles que soient les directives des organes européens: la Commission et le Parlement. En définitive, l'incident de Tchernobyl a secoué l'opinion publique internationale, laquelle a pris conscience de la dimension nouvelle du problème de l'énergie, mais, en l'absence d'un gouvernement européen qui exprime une volonté manifeste de réaliser une politique européenne efficace, les plans nationaux vont reprendre paradoxalement de la vigueur. L'Europe de l'énergie continuera à aller à vau-l'eau comme elle l'a fait jusqu'à ce jour.

\* \* \*

Avant de considérer les politiques que l'on pourrait développer, à l'échelle européenne, grâce à des instruments de gouvernement appropriés, il est utile de parcourir à nouveau brièvement le chemin qui a conduit la Communauté à cette situation de paralysie. Peu d'entre nous se souviennent que la Communauté est justement née pour résoudre le problème de la gestion commune de certaines sources d'énergie et matières premières stratégiques pour le développement et la sécurité des Européens. C'est en 1951 qu'a été instituée, en fait, la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) afin de créer un marché commun européen dans quelques domaines alors cruciaux pour la reprise économique d'après-guerre : au début des années cinquante, le charbon représentait 75 % de la consommation énergétique de la Communauté. Plus tard, en 1957, en même temps que le Marché commun, c'est l'Euratom qui a vu le jour pour permettre une gestion commune

de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

L'Euratom se justifiait par le fait que le charbon était désormais devenu un combustible excessivement coûteux (surtout pour les conséquences sociales nuisibles des procédés d'extraction) et polluant, à tel point qu'il convenait de s'acheminer vers sa substitution radicale pour les décennies à venir. Le traité de l'Euratom prévoyait tous les instruments nécessaires à la réalisation d'une politique européenne efficace pour l'énergie nucléaire, et aurait même pu - si les gouvernements européens l'avaient voulu - être aisément étendu aux autres sources d'énergie. Dans le traité, on prévoyait entre autres choses que l'Euratom pouvait « exercer le droit de propriété qui lui est reconnu sur les matières fissiles spéciales. » De ce fait, grâce au monopole reconnu sur tous les produits nucléaires importés et circulant à l'intérieur de la Communauté, l'Euratom avait le pouvoir de décider de leur répartition par pays, des taux de croissance des ressources et des centrales nouvelles, sans parler des règles communes de sécurité. Dans les faits, toutefois, le traité de l'Euratom ne fut jamais appliqué intégralement, et spécialement dans ses clauses qui auraient impliqué une forte limitation des souverainetés nationales.

En ces années-là les Etats européens pouvaient encore se nourrir d'illusions sur leur avenir. L'abondance du pétrole et son prix très bas permirent de repousser dans le temps, ou de rejeter purement et simplement, le recours aux technologies nucléaires. Les plans énergétiques nationaux furent conçus en fonction de la richesse ou de la pauvreté intérieure des ressources naturelles et des exigences particulières de sécurité. Et, à mesure qu'un écart considérable se dessinait entre les choix énergétiques des différents pays, le défaut de base de tout l'édifice européen sautait aux yeux : une Communauté sans légitimité démocratique ne pouvait prétendre faire des choix décisifs pour le bien-être et la sécurité des citoyens européens.

La crise de 1973 a montré que certaines données structurelles du problème de l'énergie avaient désormais changé tant au niveau européen qu'au niveau mondial. Le pétrole remplaçait le charbon comme principale source d'énergie de la Communauté, mais à la différence du charbon, il était importé presque totalement. Par rapport à l'époque de la CECA, la dépendance extérieure de la Communauté s'était donc considérablement accrue et cette dernière avait perdu tout contrôle sur les prix et sur les approvisionnements des matières premières énergétiques. Dans cette situation de dépendance accrue, l'Europe avait aussi à faire face à de nouveaux défis internationaux. Le tiers-monde réclamait avec vigueur une répartition mondiale plus équitable des richesses et

du revenu. Les sollicitations du tiers-monde étaient, et sont, compréhensibles : les pays industrialisés où vit 22 % de la population mondiale, utilisent près de 60% de l'énergie mondiale disponible. Comme il existe une corrélation étroite entre revenu par tête et consommation d'énergie par tête, tout au moins dans les pays qui ont atteint des degrés de développement différents, la croissance industrielle du tiers-monde est impensable sans une plus grande disponibilité de ressources d'énergie. Les tensions, enfin, se sont accrues même entre pays riches. Les exigences de croissance des pays à l'industrialisation plus ancienne, désormais projetés vers la société dite post-industrielle, où une réduction progressive du temps de travail devient possible, grâce à une plus grande productivité, imposent une consommation d'énergie plus grande (énergie signifie travail potentiel). Il est bien connu, en fait, que la société post-industrielle se caractérise par un fort pourcentage de population active employée dans le secteur tertiaire, où la consommation d'énergie par tête est en moyenne plus élevée que dans le reste de l'économie.

Dans ce nouveau monde, en lutte pour accaparer des ressources rares, l'Europe n'a pas su donner une réponse unitaire et cohérente. Chaque pays a suivi une logique différente. La France et l'Allemagne ont misé sur l'énergie nucléaire, la Grande-Bretagne sur le pétrole de la mer du Nord, l'Italie sur le pétrole des pays arabes.

\* \* \*

Suite à ces changements structurels et après l'échec des politiques communautaires précédentes, il est désormais indispensable d'affronter en termes nouveaux les problèmes de l'énergie. Il paraît impossible de mettre en place une politique de l'énergie sérieuse pour la Communauté européenne sans une participation active des forces politiques et sociales et un contrôle constant du Parlement européen, seul représentant légitime des citoyens européens, sur l'exécutif européen.

Le projet de Traité pour l'Union européenne, approuvé par le Parlement européen le 14 février 1984, aurait pu permettre, s'il avait été accepté par les gouvernements européens, la nécessaire transformation de la Communauté en une fédération, dotée de réels pouvoirs en matière de monnaie, d'économie, d'énergie et de sécurité ambiante. En ce qui concerne la politique de l'énergie, l'art. 53, f) du projet de Traité dit en fait : « Dans le domaine de l'énergie, l'intervention de l'Union vise à assurer la sécurité des approvisionnements, la stabilité du marché de l'Union et, dans la mesure où ils sont réglementés, une politique harmoni-

sée des prix compatibles avec des pratiques loyales de concurrence. Elle vise également à promouvoir le développement des énergies alternatives et renouvelables, à instaurer des normes techniques communes en matière d'efficacité, de sécurité et de protection des populations et de l'environnement et à encourager l'exploitation des ressources européennes d'énergie. »

Sur cette base, un gouvernement européen aurait pu affronter les divers aspects du problème énergétique de la façon suivante :

a) *Sécurité des approvisionnements.* C'est un problème décisif pour l'Europe qui dépend pour presque 45% de ses besoins d'énergie de l'étranger (mais quelques pays comme l'Italie, en dépendent pour 85%). C'est même dans le but de se protéger d'éventuels chantages en matière de ravitaillement que quelques pays européens, comme la France, ont très fortement orienté leur politique en direction de l'énergie nucléaire. Pour l'Europe, le problème de la sécurité des approvisionnements coïncide en grande partie avec sa capacité d'affronter le dialogue Nord-Sud, c'est-à-dire de mettre en place une politique sérieuse de coopération avec les pays du tiers-monde. Les fédéralistes ne peuvent manquer, à ce propos, de rappeler qu'ils soutiennent depuis longtemps la proposition que la Communauté devienne la promotrice d'un grand plan Marshall européen pour l'Afrique et le Moyen-Orient, qui se propose comme objectif prioritaire le développement économique, industriel et social de ces peuples en l'espace de quelques décennies. L'Union européenne (qui pourrait utiliser l'ECU comme monnaie internationale) aurait la capacité financière, technologique et politique de réaliser cette entreprise historique qui garantirait une stabilisation et une pacification progressives de la zone méditerranéenne, moyen-orientale et africaine.

b) *Recherche d'énergies nouvelles.* L'Europe est la macro-région ayant la plus grande densité industrielle et démographique du monde. C'est bien pourquoi l'utilisation des énergies « sales », comme les centrales à charbon ou à fission, y provoque des dommages ou des risques de pollution pour l'environnement de façon beaucoup plus importante que dans des pays comme l'URSS et les USA où la répartition de la population et de l'industrie sur le territoire est plus étalée. La recherche de sources d'énergies nouvelles « propres » revêt donc une importance capitale pour l'Europe. Mais à ce propos, la division politique de l'Europe a joué un rôle néfaste. Souvent les Etats membres financent des projets en concurrence entre eux, contribuant ainsi au gaspillage des ressources, parce qu'aucun Etat national ne dispose plus aujourd'hui de la capacité autonome de soutenir la recherche à grande échelle de technologies d'avant-garde. Les ressources que la Communauté consacre à la re-

cherche et au développement dans les secteurs de l'énergie solaire et de la fusion nucléaire, les énergies « propres » du futur, représentent à peine un tiers des effectifs et du budget total, par rapport aux efforts de l'URSS et des USA.

c) *Sécurité et environnement*. Il apparaît évident de nos jours, comme le démontre avec éloquence l'exemple de Cattenom, en plus de celui de Tchernobyl, qu'un choix de règles de sécurité et de préservation de l'environnement n'a aucun sens dans l'étroit cadre national. Seul un gouvernement européen, doté de pouvoirs réels et responsable face au Parlement européen, soutenu par les forces politiques et par l'opinion publique, sera en mesure d'imposer progressivement même aux pays les plus réticents, des mesures adéquates et uniformes pour toute la Communauté.

d) *Energie et défense*. N'importe quel programme européen de l'énergie est destiné à long terme à l'échec, si l'on n'affronte pas explicitement le problème de la défense commune de l'Europe. La France s'est soustraite à la discipline communautaire de l'Euratom lorsqu'elle a commencé à construire sa *force de frappe* autonome. Plus généralement, il faut souligner que les frontières entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire sont souvent imprécises et que la défense de l'indépendance est pratiquement impossible sans un contrôle absolu des sources énergétiques stratégiques.

Le choix contenu dans le projet de Traité pour l'Union européenne est de prévoir une période de transition. Le Parlement européen, après avoir institué l'union économique et monétaire, se donnera la charge de faire des propositions concrètes sur les étapes et sur les modalités pour la réalisation d'une défense commune européenne.

e) *La transition vers l'énergie « propre »*. Depuis les années cinquante, le recours à l'énergie de fission nucléaire a été conçu comme un programme de transition, pour suppléer aux besoins croissants d'énergie de la part des sociétés industrialisées, en vue de l'adoption d'énergies « propres » que l'on pensait pouvoir introduire avant l'an 2000. Mais cette « transition » risque de devenir un choix définitif à cause du peu de ressources en hommes et en finances qui sont consacrées, dans le monde entier, à la recherche d'énergies nouvelles. Les superpuissances ont préféré concentrer leurs efforts sur le renforcement des arsenaux militaires et l'Europe s'est montrée totalement incapable d'affronter le problème. L'expérience qui suivit la crise de 1973 a montré que les pays industrialisés ne réussissent à préserver un niveau constant de développement et de bien-être qu'aux dépens du tiers-monde, étant donné leur pouvoir d'achat plus élevé, ou bien en ayant recours à une utilisation croissante et forcée de l'énergie nucléaire « polluante ». Tcher-

nobyl a définitivement miné les certitudes qui présidaient à l'ancienne politique de l'énergie.

Un gouvernement européen pourrait aussi prendre la décision courageuse de « sortir du nucléaire », en d'autres termes d'affronter les problèmes de la transition sans le recours à l'énergie nucléaire de fission, et ce, à trois conditions : a) de présenter sans équivoque aux citoyens européens les coûts en termes de pollution - au stade actuel, la seule alternative possible est une plus grande utilisation du charbon et du pétrole - et de frein au développement économique; b) de lancer un plan efficace pour la recherche d'énergies « propres et renouvelables »; c) d'exiger des pays de l'Europe de l'Est et de l'URSS des mesures analogues pour limiter l'utilisation de l'énergie nucléaire ou bien le respect de règles communes de sécurité (l'Angleterre et l'Ukraine sont, à vol d'oiseau, à la même distance de Rome).

f) *L'Europe et la paix*. Le programme de transition vers une énergie propre et renouvelable pourrait être considérablement accéléré si on pouvait lui consacrer plus d'argent et plus de talents qu'on ne le fait aujourd'hui, dans un monde dominé par la confrontation Est-Ouest. Aux Etats-Unis, par exemple, les fonds consacrés à la recherche sont pour plus de 70 % destinés à des projets de nature militaire. Le programme pour la fusion nucléaire absorbe seulement 3,5 % des ressources qu'on voudrait destiner à la guerre des étoiles (IDS). La reconversion à des fins pacifiques des ressources qui sont aujourd'hui destinées à la recherche d'armes nouvelles ne deviendra possible que si l'Europe est capable de réaliser une politique efficace pour dépasser le bi-polarisme politico-militaire actuel.

Le gouvernement européen devrait donc, dans cette perspective, se donner la tâche d'agir au sein de l'ONU pour que soit reconnu, comme vital pour l'humanité, le problème de la transition vers des énergies propres et renouvelables: de sa solution dépendent, en fait, le développement propre des pays les plus prospères et les promesses d'industrialisation des pays les plus pauvres. L'ONU devrait donc mettre en chantier un grand plan mondial de recherche de sources d'énergies renouvelables (solaire et fusion nucléaire), que chaque pays financerait en fonction de son revenu et auquel participeraient les savants de chaque nation. Les résultats de cet effort collectif seraient mis à la disposition du monde entier.

\* \* \*

Les tentatives que les gouvernements, accrochés qu'ils sont à la défense de leur souveraineté nationale et aveuglés face aux problèmes du

nouveau monde post-industriel, sont en train de mettre en place pour réaliser des accords internationaux et des formules de coopération pour garantir des règles uniformes de sécurité des centrales nucléaires doivent être dénoncées comme une vulgaire tromperie de l'opinion publique. Sans un pouvoir supranational qui soit en mesure d'imposer le respect des accords, aucun Etat ne sera tenu, le moment venu, de les respecter. L'expérience de l'Euratom devrait constituer le test pour évaluer la portée et l'efficacité de tout accord international : aucune politique énergétique proposée ne pourra devenir une réalité qu'en se fondant sur des institutions plus - et non moins - supranationales que les institutions communautaires d'aujourd'hui.

En conclusion, sans l'Union européenne il n'est pas possible d'affronter efficacement, en Europe, le problème énergétique ni d'en poser les jalons pour une solution au niveau mondial. A ceux qui feraient remarquer que l'Union est encore un objectif lointain, il faudrait rappeler que si le Conseil européen de Luxembourg (décembre 1985) en avait décidé autrement, actuellement l'Europe, au lieu de gémir sur son impuissance, serait déjà en mesure de discuter des modalités de réalisation d'une politique énergétique efficace. Après Tchernobyl, il y a donc des raisons en plus pour reprendre sans hésitation le chemin vers l'Union européenne.

*Guido Montani*

## OU VA LE MONDE?

Dans la « Déclaration de principe » qui ouvre son récent livre sur les conséquences de la révolution scientifique et technologique (1), Adam Schaff pose la question : « Où va le monde? ». Une telle question montre à l'évidence que nous sommes face à une série de bouleversements si radicaux qu'ils peuvent mettre en péril le futur de l'humanité dans son ensemble. Ce n'est pas un hasard si un éminent chercheur d'inspiration marxiste se demande comment dégager de nouvelles catégories d'interprétation de la phase historique que nous vivons, qui dépassent, ne serait-ce que dialectiquement, les anciennes catégories directement liées aux idéologies traditionnelles, incapables désormais d'apporter des réponses adaptées au type et à la dimension des problèmes qui nous sont posés.

Le livre se compose de deux parties. La première, après avoir succinctement présenté les trois aspects de ce que Schaff appelle « révolution technico-scientifique » (micro-électronique, micro-biologie et ingénierie génétique), en examine les conséquences économiques, sociales, politiques et culturelles et s'achève par un chapitre sur les problèmes du tiers-monde. Dans la seconde partie sont analysées la situation et les perspectives pour l'individu dans la société informatique.

Toutes les questions traitées (du chômage structurel au rapport ville-campagne, du nouveau modèle d'urbanisation au rôle de l'information etc.), mériteraient un long développement. Mais devant la variété et la complexité de tous ces problèmes (pour certains d'entre eux, en réalité, Schaff lui-même se limite à quelques allusions), on a adopté un fil conducteur qui met en rapport la disparition progressive de la classe ouvrière avec la condition nouvelle de l'homme dans la société informatique, dans laquelle, selon l'auteur, on mettra en discussion soit le sens de la vie et les valeurs auxquelles croire, soit la capacité de gérer le changement, soit enfin, la dimension des problèmes à affronter.

Le point de départ de Schaff pour bâtir son discours est que le mode de production émergent, dans lequel la science est en train de devenir une force de production et où, progressivement, l'homme verra son travail répétitif assuré par des robots, « conduira à la disparition de la classe ouvrière et entraînera un bouleversement de tout le cadre de la réalité sociale actuelle » (p.42). Cette perspective nouvelle qui met l'individu (ne serait-il vu qu'en tant qu'« individu social ») au dessus de son rôle productif dans la société, est le point de départ de la « création d'un nouveau sens de la vie » (p.114). Le sens de la vie moderne, affirme Erich Weil (2), réside dans la lutte avec la nature : c'est la valeur à partir de

laquelle la société moderne se reflète et grâce à laquelle elle s'oriente. Dans la société moderne, l'individu se trouve confronté à un mécanisme auquel il est soumis et dans lequel, dans le même temps, il a confiance pour se faire une place dans la société : quiconque ne participe pas au succès de la lutte contre la nature ne peut attendre en retour aucune participation aux bénéfices. S'il veut vivre et participer aux avantages du travail social, il doit se transformer en objet utilisable dans un travail. C'est ainsi que jusqu'à présent le sens de la vie de l'homme a toujours été lié à une certaine activité comme source des nécessaires moyens de subsistance et comme mesure de son statut social. Alors « qu'est-ce qui remplacera le sens de la vie de l'homme, lorsqu'il disparaîtra en même temps que la conception du travail actuel? », se demande Schaff (p. 113).

L'abolition du travail, d'un certain type de travail, pose le problème du temps libre, et peut donner naissance à un malaise diffus, dangereux pour la société dont tout individu veut et doit se sentir membre à part entière pour que sa propre vie ait un sens. Pour l'individu, le temps libre ne peut devenir temps mort sans tourner au non-sens. Actuellement, le temps libre n'est considéré que comme une parenthèse, un détachement plus ou moins long par rapport à une activité laborieuse plus ou moins gratifiante et, comme l'écrit Schaff, « le problème est d'apprendre aux gens comment occuper leur temps libre avec intelligence et imagination » (p. 122), par des activités sportives, des voyages et des hobbies variés. Mais la pleine affirmation de la révolution scientifique et technologique et l'abolition du travail répétitif qui s'ensuit modifieront le concept de temps libre : la société informatique ne sera pas « une sorte de pays de cocagne où les gens, libérés du poids du travail, se creusent les méninges pour trouver une façon de passer le temps. Concrètement, cela signifierait un pourrissement du temps libre qui détruirait l'individu, en le privant de son sens de la vie » (p. 122). Le temps libre devra donc devenir une des composantes essentielles de la réalisation de l'homme (*homo autocreator*).

Dans cette perspective, Schaff accorde une importance primordiale à « la formation continue (ou éducation permanente) qui puisse combiner (...) une véritable activité d'étude avec une activité d'enseignement » (p. 114). Ce projet aboutirait à un nouveau type d'homme (*homo studiosus* ou *homo universalis*), « en possession d'une instruction polyédrique qui lui permette de changer de profession en fonction des circonstances, et donc de situation au sein de l'organisation sociale du travail » (p. 116).

Une autre conséquence, tout aussi importante, de l'élévation du ni-

veau culturel des individus serait la « stabilisation de la société démocratique » (p. 115). Schaff fait référence, à ce propos, à l'idée de Platon selon laquelle tous les hommes admis à la vie politique devraient être mûrs et savants, donc effectivement en mesure de gérer les affaires publiques. Ce principe, qui à l'époque de Platon était à la base d'une conception aristocratique, peut devenir opérant dans les démocraties modernes, où des exigences de participation active à la gestion du pouvoir de la part de tous les citoyens se manifestent de plus en plus.

Mais la garantie théorique de l'égalité politique (égalité sociale et culturelle) ne coïncide pas avec l'exercice effectif de celle-ci : à l'intérieur d'institutions politiques centralisées, les exigences et les potentialités de participation active des citoyens sont nécessairement frustrées. Et Schaff se rend compte du problème lorsqu'il prend en considération le rapport entre révolution informatique et fonctionnement de l'Etat : « Les progrès de l'informatique agiront en faveur de la décentralisation des fonctions publiques (...) c'est surtout valable pour les administrations locales à tous les niveaux, en rendant possible une relative autonomie vis-à-vis du pouvoir central » (p. 64).

Mais sa conclusion va dans une toute autre direction par rapport au début de son discours : « l'informatique ouvre de nouveaux horizons à la démocratie directe, c'est-à-dire à l'auto-gouvernement des citoyens au vrai sens du terme, parce qu'elle permet l'extension du référendum populaire à une échelle jamais expérimentée jusque là, vu les difficultés techniques rencontrées au moment de recourir à cette forme de consultation populaire. On pourra de cette façon révolutionner la vie politique de la société dans le sens d'une plus grande démocratie » (p. 65).

Maintenant, s'il est bien vrai que les nouvelles technologies appliquées à l'information et à la communication auront une influence considérable sur le rapport existant entre citoyens et gestion de la « chose publique », il nous faut revenir sur les conclusions de Schaff.

Avant tout, l'idée d'une forme de démocratie directe à vaste échelle, à travers l'institution du référendum, ne tient pas compte du fait que cette forme de participation ne peut être efficacement appliquée sans risquer de dégénérer en des instruments idéologiques ou démagogiques, que dans le cadre de communautés relativement restreintes : c'est seulement dans ce cas que les citoyens se sentent effectivement responsables des décisions à prendre, soit parce qu'ils connaissent directement les problèmes qu'ils doivent affronter, soit parce que chaque décision leur retombe dessus en tant que membres de la communauté.

En second lieu, l'autogestion dans des espaces territoriaux restreints n'est possible que si « le milieu externe se trouve en un état d'équilibre

relatif, c'est-à-dire si les problèmes de dimension plus vaste sont affrontés avec efficacité par des centres démocratiques de *self-government* ayant une compétence territoriale de même dimension » (3) : et actuellement de nombreux problèmes ont une dimension mondiale.

Enfin, si l'on veut offrir à l'homme la possibilité d'avoir un gouvernement vraiment démocratique et rationnel de la communauté au sein de laquelle il vit, il faut remettre en question la culture du nationalisme. Schaff s'en rend compte lorsqu'il signale comme l'une des conséquences de la révolution scientifique et technologique « l'évolution vers une culture supra-nationale » (p. 73) comme « affranchissement du joug de la culture nationale » (p. 67). Mais il n'est pas du tout conscient, en réalité, du fait que la culture du nationalisme continuera à être alimentée par la persistance de la division du monde en Etats nationaux souverains. Il n'est pas conscient non plus du fait que le loyalisme inconditionnel face à sa propre communauté nationale exclusive ne peut qu'alimenter les tendances à la centralisation et à la bureaucratisation des décisions.

En définitive, donc, ce qui manque dans cette analyse, qui est toutefois vivante et riche de points de départ pour une réflexion objective sur divers problèmes, c'est la tentative de visualiser le cadre politique pouvant donner libre espace à la réalisation des potentialités qui émergent du nouveau mode de production.

On retrouve la même limite à la base de l'analyse du problème du tiers-monde et de l'attitude extrêmement pessimiste avec laquelle Schaff examine les perspectives de solution. Il considère séparément deux alternatives possibles. L'une consiste dans la réduction substantielle des armements dans le monde entier (p. 86), afin d'économiser les fonds pour l'acquisition de marchandises nécessaires à la création d'infrastructures nouvelles dans les pays sous-développés, marchandises que les pays qui ont une production automatisée auront à profusion. « Mais, ajoute-t-il, seuls les déshérités croient que les vingt ou trente prochaines années verront une réduction des armements (...) La course aux armements augmentera à la même vitesse que l'enrichissement des nations. Aucune rhétorique des nobles mais presque impuissants humanistes, pacifistes, etc., ne pourra jamais inverser cette tendance. Je les admire, pour ma part, mais je ne crois pas qu'ils soient réalistes » (p. 86).

L'autre alternative (qui ne peut être objectivement séparée de la première) consiste dans la participation à la solution du problème de toutes les nations les plus riches, qui devraient mettre à disposition des fonds nécessaires à l'entreprise. Par rapport à cela, Schaff comprend

qu'il faudrait un véritable plan mondial de développement, et que cela impliquerait le transfert de « certains pouvoirs à des organismes internationaux particuliers » (p. 87), mais il conclut en affirmant que « surgiraient des conflits entre ces initiatives supranationales et la souveraineté nationale » (p. 88); il s'agit donc d'une situation irréaliste, et il écrit, malheureusement « après avoir lancé des appels de toute nature, on ne peut faire grand chose » (p. 89).

Un scepticisme aussi total et irrémédiable est la conclusion logique d'une analyse qui part de prémisses générales erronées. On ne peut, en effet, identifier et tenter de réaliser des objectifs politiques au niveau mondial (la paix, le développement d'organismes supra-nationaux) en partant du postulat de l'impossibilité de modifier l'assiette du pouvoir. La division du monde en Etats nationaux souverains, dont la politique intérieure et extérieure sont régulées par la raison d'Etat, de même qu'elle ne permet pas l'affirmation d'une vraie démocratie participative au sein des Etats est aussi l'obstacle qui interdit de penser et de réaliser la paix et une plus équitable distribution des ressources mondiales.

Le pessimisme de Schaff exprime certainement une prise de conscience plus avancée par rapport à l'optimisme béat qui trop souvent accompagne les accords internationaux de n'importe quelle nature, dont l'application n'est garantie par aucun pouvoir politique effectif au-dessus des nations. Mais c'est une conscience négative, paralysante, qui contredit ses conclusions mêmes: «Le futur n'est pas une fatalité déterminée par les progrès de la technologie, mais c'est l'oeuvre de l'homme» (p. 142).

En même temps que la conscience des potentialités qui naissent du nouveau mode de production, il est donc indispensable de rechercher des alternatives politiques - lesquelles devront nécessairement être de nature fédérale et de dimension mondiale - qui créent un cadre institutionnel au sein duquel il soit possible de faire des choix conscients et responsables.

Nicoletta Mosconi

## NOTES

(1) Adam Schaff, *That are we Heading for? The Social Consequences of the Second Industrial Revolution*, Club de Rome, Europa Verlag GmbH, Vienne, 1985.

(2) Erich Weil, *Philosophie politique*, Paris, J. Vrin, 1966.

(3) Francesco Rossolillo, « Le fédéralisme dans la société post-industrielle », in *Le Fédéraliste*, XXVI (1984), p. 131.

## LES REMEDES DE BONNE FEMME DE JANE JACOBS

On connaît Jane Jacobs pour son analyse de la crise urbaine à partir de l'observation du tissu urbain et de ses relations avec la vie quotidienne (1). Polémiquant avec les conceptions urbanistes dominantes, J. Jacobs affirme que l'urbanisme se trouve encore à un stade d'élaboration scientifique rudimentaire, semblable à celui de la médecine du siècle dernier. Bien qu'elle néglige les problèmes posés par l'évolution historique du phénomène urbain et du rapport de la ville avec le territoire, son approche constitue cependant une importante contribution dans le débat actuel sur la crise de l'ordre urbain. Son intérêt s'est porté successivement sur les processus économiques relatifs au développement urbain et à ce qu'elle définit comme étant la substitution des importations dans les économies citadines (2).

Récemment J. Jacobs (3), fidèle à l'enquête de type empirique et descriptif, a repris et élargi ces thèmes en s'attachant à l'étude des aspects économiques et monétaires qui, d'après elle, influencent de manière décisive la différenciation de l'accumulation des richesses d'une ville à l'autre et d'un Etat à un autre.

L'esprit avec lequel J. Jacobs entame son enquête se résume en quelques lignes qui précèdent le début de son second chapitre, intitulé - ce n'est pas un hasard - *Back to Reality* : « Nous devons trouver des principes d'observation et de réflexion plus réalistes et plus féconds que ceux que nous avons utilisés jusqu'à présent. Choisir l'une des écoles de pensée actuelles ne nous est d'aucune utilité. Nous ne devons compter que sur nous mêmes » (p.28).

C'est un rappel à l'esprit d'observation autonome mis en oeuvre dans *The Death and Life of Great American Cities*. Mais, à la différence de son premier ouvrage, l'objet de cette enquête n'est plus le tissu urbain : ce sont plutôt l'interaction entre le phénomène urbain et la dimension nationale du gouvernement de l'économie et, comme elle nous le rappelle, « les distinctions entre l'économie des villes et le mélange de ce que nous appelons les économies nationales ». En effet, « ne pas avoir introduit ces distinctions a engendré de nombreux et coûteux insuccès pour les économies arriérées, dus justement au fait que l'on n'a pas pris en considération que l'importante fonction de la substitution des importations incombe précisément à la ville, dans la vie réelle, plutôt qu'à l'économie nationale » (p.35) (4).

En définitive, J. Jacobs s'intéresse aux effets produits par un seul

facteur, analysé de différents points de vue: le phénomène de l'approvisionnement des biens de consommation. Cependant, cette réduction du champ d'investigation ne tient pas compte de la contribution apportée dans ce domaine par l'école des géographes allemands, et surtout par Walter Christaller, dans la première moitié du XXe siècle (5).

\* \* \*

J. Jacobs cherche à déterminer quels sont les obstacles à l'amorce des processus de substitution des importations, qui se développent ou qui n'arrivent pas à se développer, même à l'intérieur des Etats. Elle affirme que, du point de vue du développement des villes, il est tout à fait indifférent que les produits importés soient d'origine nationale, ou qu'ils ne le soient pas (cependant, elle n'explique pas si et comment, d'après elle, des importations différentes peuvent avoir des incidences différentes sur l'expansion économique). Ce qui compte, c'est leur capacité à substituer les importations. « Les villes qui engendrent des cités-région d'une certaine importance possèdent la capacité, ou la possédaient dans le passé, de substituer leurs importations. C'est justement le mécanisme de la substitution des importations qui décide de la formation d'une cité-région » (p.47). A l'inverse, « lorsqu'une ville située au centre d'une cité-région se trouve dans une situation de déclin économique, cela s'explique parce qu'elle ne connaît plus depuis longtemps des expériences de substitution des importations » (p.57).

J. Jacobs rappelle que, au cours de l'histoire, on a assisté à de continus transferts de richesse et de bien-être d'une ville à une autre, et, par conséquent, d'un empire, ou d'un Etat à un autre : « jusqu'à présent, si l'on remonte à l'époque du néolithique, il semble que l'on n'ait jamais été confronté à une décadence simultanée de toutes les villes du monde (...) Tandis qu'Addis-Abéba se mourait, Rome était en ascension. Tandis que les grandes villes de la Chine étaient en déclin, Venise apparaissait. Sans aucun doute, dans le futur (à supposer naturellement qu'il y ait un futur pour ce monde vivant sous l'épée de Damoclès des armes nucléaires), on admettra que, parallèlement au déclin des villes de la Grande-Bretagne, on assistait à la montée des villes japonaises » (p.134).

Mais, est-il correct, sur le plan historique, de n'imputer ces transferts de richesses qu'à cette portion si particulière de l'espace que sont les villes? J. Jacobs utilise certainement quelques unes des classifications historiques employées par Fernand Braudel, un auteur dont elle déclare qu'elle lui doit beaucoup sur le plan de l'analyse (voir à ce sujet

la note 4, p.236). Certaines de ses formulations ressemblent beaucoup à celles de Braudel (6); cependant, elles ne présentent pas la précision méthodologique de l'historien français. De fait, Braudel met en évidence le processus d'ascension et de déclin des économies-monde à domination urbaine, ainsi que l'élément politique qui est tout à fait différent pour une cité-Etat du XVe siècle telle que Venise par rapport à une ville du XVIIIe siècle telle que Londres, « l'énorme ville qui dispose du marché national anglais et, par la suite, de l'ensemble des îles Britanniques jusqu'au jour où, le monde ayant changé d'échelle, cet agglomérat de puissance ne sera plus que la petite Angleterre en face d'un mastodonte : les Etats-Unis » (7).

Dans cette optique, Tokyo et les cités-Etat du *Pacific Rim* ne préfigurent pas un nouveau modèle d'organisation de la vie économique et politique, comme semble le croire J. Jacobs, mais elles sont les premiers signes d'un énième transfert historique des ressources économiques, commerciales et de puissance politique, comme le dirait Braudel, elles sont les premiers signes du décentrage qui est en train de se développer des bords de l'Atlantique vers le Pacifique.

\* \* \*

Tout en continuant à ignorer les aspects du pouvoir qui, sur le plan historique, ont influencé le développement du commerce, dans la deuxième moitié de son livre, J. Jacobs porte son attention sur le rôle joué par la compétition économique et, en particulier, par un des instruments à travers lesquels elle s'exerce, à savoir la monnaie, dans le processus d'accumulation de la richesse des villes.

Elle cherche ainsi « à démontrer que les monnaies nationales ou impériales fournissent aux économies des villes des *feedback* destructeurs et erronés » (p.158). C'est pourquoi, elle se demande par quels mécanismes les souverainetés monétaires nationales causent de telles distorsions.

Selon J. Jacobs, la souveraineté monétaire nationale unifie des marchés plus vastes et s'accompagne d'abattements des barrières tarifaires entre les villes d'un même Etat, mais cela au bénéfice surtout des villes qui alimentent plus que les autres le commerce international, et qui peuvent donc bénéficier des manoeuvres monétaires effectuées pour rendre l'économie nationale compétitive (p.172). C'est ainsi qu'agissent aussi les politiques tarifaires nationales instituées pour protéger, ou accélérer, le développement de certaines productions nationales : elles favorisent un flux économique qui se manifeste sur le territoire par di-

vers avantages que reçoivent les villes dont les productions peuvent devenir plus compétitives que d'autres au sein du commerce international (p. 168).

En second lieu, J. Jacobs se demande pourquoi même les monnaies des grands Etats continentaux, ou des empires, provoquent à long terme des flux économiques structurels sur le territoire, tout aussi dommageables que ceux qui se produisent dans les petits Etats.

D'après J. Jacobs, lorsque le nombre des monnaies se réduit, les mécanismes de régulation automatique des marchés citadins se réduisent aussi, tandis que les mécanismes de la compétition en sont altérés. Partant de ces constatations, J. Jacobs tire la conclusion que la création d'un unique Etat mondial équivaldrait dans l'avenir, en raison de l'élimination de toute fluctuation, à la mort des villes.

Enfin, pour mettre en évidence le rôle joué par la monnaie même dans les politiques d'aide aux régions les moins développées, J. Jacobs se propose de démontrer que les aides incessantes, tout comme les productions militaires, vont au « détriment du commerce entre les villes et du processus de substitution des importations » (p.189). Pour elle, « les prêts, les aides, les subsides envoyés aux régions où ne sont pas implantées des villes dynamiques (...) se révèlent inutiles pour créer des économies qui s'auto-génèrent; en bref, ils sont inutiles pour créer des villes capables de substituer les importations » (p. 110).

Elle en arrive à la conclusion que la multiplication des monnaies permettrait une meilleure politique d'aides économiques. Par exemple, « si les régions situées au nord et au sud du Japon avaient des monnaies différentes, elles pourraient automatiquement obtenir l'équivalent des droits et subsides » (p.205). La concurrence entre les villes, l'improvisation, l'innovation, l'imprévisibilité des conséquences qui leur sont liées, la promotion de la créativité, sont les instruments que J. Jacobs propose pour promouvoir le développement des villes.

Ayant critiqué la fonction des économies nationales et la souveraineté absolue des Etats nationaux, J. Jacobs se trouve confrontée à deux alternatives : ou bien accepter la perspective du dépassement de l'Etat national grâce à l'unification du monde, ou encore proposer de détruire les cadres nationaux actuels du pouvoir, en promouvant la multiplication des souverainetés locales. Elle choisit sans hésitation la seconde solution: « Nous devons être satisfaits qu'un gouvernement mondial et une monnaie mondiale ne soient encore qu'un songe » (p.180). Ainsi, alors que son intention était de ne pas s'identifier à l'une des écoles traditionnelles de la pensée économique et politique, elle fait en réalité l'apologie des thèses d'une école qui n'est pas vraiment récente, celle du

monétarisme national.

Voilà comment elle tente de justifier son choix : « si le libre commerce était tout ce dont les villes, ou les villes potentielles, ont besoin pour se développer, un unique gouvernement mondial serait l'idéal d'un point de vue économique » (p.209). Mais elle ajoute aussitôt que le deuxième impératif fondamental d'une ville est de s'enrichir pour son propre compte, grâce à la compétition, selon des cycles économiques expansifs qui ne coïncident pas nécessairement avec les cycles économiques de l'Etat (p.210). Donc, sur un plan théorique, la solution consiste à « diviser une souveraineté unique en une famille de souverainetés plus petites » de façon à produire « une multiplication des monnaies » (p.214-215). Comme elle l'admet elle-même, cela tient au fait justement que la création de « plusieurs monnaies implique l'existence de plusieurs souverainetés » et cela ne peut se produire qu'au dépens des unités nationales actuelles.

Partant de là, on peut observer que J. Jacobs ne propose pas d'affronter et de résoudre les problèmes que la crise de la ville nous pose aujourd'hui, elle semble plutôt vouloir faire recommencer l'histoire de la cité-Etat, en ignorant que la monnaie n'est pas le seul facteur économique de la souveraineté et que les manœuvres monétaires sont des batailles jamais livrées pour lesquelles l'enjeu reste toujours le transfert de la richesse d'une région à l'autre. Abandonner l'issue de cette querelle aux rapports de force, sans se préoccuper de les soumettre à un gouvernement rationnel cela équivaudrait à perpétuer la soumission des régions déjà désavantagées par la loi du plus fort.

\* \* \*

De même que l'analyse de Christaller nous aide à comprendre quels sont les facteurs qui déterminent la hiérarchisation des fonctions urbaines sur le territoire (voir la note 5), de même Lionel Robbins (8) peut nous aider à comprendre combien sont mal fondées les conclusions tirées en faveur du monétarisme local lequel produirait, en définitive, une augmentation du désordre monétaire. Si l'on peut admettre que le libre commerce entre Etats nationaux souverains tend à privilégier certaines villes par rapport à d'autres, cela ne doit pas faire la preuve qu'il faut toutes les appauvrir, en abolissant les conditionnements nationaux sans se préoccuper d'instaurer un nouveau cadre de pouvoir. Le problème véritable est celui d'éliminer les facteurs qui privilégient certaines villes plutôt que d'autres, tout en gardant à l'esprit que le commerce entre Etats souverains n'est jamais, quoi qu'on dise, totalement

libre, et en cherchant à clarifier dans quel contexte institutionnel les villes pourraient conquérir leur indépendance sans porter atteinte à leur survie même.

D'après Robbins, les fluctuations arbitraires des changes sont le facteur de perturbation le plus important du commerce. Il poursuit en soulignant que si les choses étaient aussi simples que l'affirment les partisans du monétarisme local, « nous pourrions pousser le raisonnement jusqu'à ses conclusions logiques et nous demander pourquoi chaque industrie ne pourrait avoir sa propre monnaie, afin de permettre à chacune, lorsque la valeur de ses produits varie, de maintenir constant son revenu en monnaie, tout en variant le taux de change » (9). Naturellement, un tel système devrait reposer sur la bonne volonté et sur l'engagement de la part de *toutes* les autorités monétaires indépendantes de ne pas bouleverser le marché des changes et de prévoir la possibilité d'utiliser les différentes monnaies partout dans le monde.

Puisque l'histoire tourmentée de la difficile coexistence de plusieurs monnaies nationales n'offre aucune garantie quant à la possibilité de favoriser, de manière pacifique et démocratique, le développement du commerce au moyen de conférences, de sommets et d'accords bilatéraux et multilatéraux, il faut que le dernier mot revienne à une autorité fédérale qui soit placée au-dessus des Etats nationaux. Une autorité qui ait le dernier mot pour empêcher que chaque Etat, et, à plus forte raison, chaque ville ou industrie n'aient le pouvoir de nuire arbitrairement aux autres Etats et aux autres villes.

De cette manière, conclut Robbins, « les autorités fédérales pourront décider qu'il vaut mieux avoir une seule monnaie et un système bancaire unifié; dans ce cas, on ne sera confronté à aucune des difficultés que nous avons examinées. A l'inverse, elles pourront décider que des systèmes monétaires distincts sont préférables; mais, dans ce cas, elles devront exercer un contrôle sur les variations du taux des changes et sur toute autre réglementation qui se révélerait nécessaire. On aura ainsi la garantie que les variations seront l'oeuvre de l'autorité fédérale et non le résultat de la décision souveraine des Etats indépendants souverains » (10). Robbins affirme ouvertement qu'il préfère la première hypothèse, qui conduirait à la création d'une monnaie unique.

\* \* \*

Enfin, il nous reste à contester l'hypothèse à laquelle J. Jacobs a recours pour justifier son refus d'un gouvernement mondial : l'impossibilité de créer des institutions telles qu'elles permettent aux villes d'être à

la fois indépendantes et soumises à un gouvernement commun organisé autour d'une monnaie unique. Si J. Jacobs avait raison, cela signifierait qu'il faudrait se résigner à laisser toutes les entités, les Etats nationaux aujourd'hui et demain les cités-Etat, libres de se faire la guerre pour aller vraiment jusqu'au bout de leurs propres objectifs. Dans une ère où même des villes comme Hong-Kong et Singapour ont certainement à leur portée la production et l'utilisation des armes nucléaires, tout cela nous entraînerait alors à croire en l'inéluctabilité de la destruction du monde. Ainsi, au-delà de tout discours économique et monétaire, le monde doit s'unir pour faire disparaître la guerre et pour survivre à l'ère nucléaire. Il y a deux siècles, Hamilton nous a indiqué la voie à suivre, et K. C. Wheare nous a montré qu'il est parfaitement concevable d'envisager une répartition du pouvoir entre des niveaux de gouvernement indépendants et coordonnés (11).

Il résulte par conséquent de tout cela que les remèdes proposés par J. Jacobs sont plus dangereux que les maux qu'ils tentent d'éliminer, et évoquent les traitements pseudo-scientifiques prescrits par la médecine du XIX<sup>e</sup> que J. Jacobs elle-même condamne. En définitive, pour reprendre un essai de Mumford peut-être trop critique dans ce cas précis vis-à-vis de J. Jacobs (12), ils apparaissent comme « des remèdes de bonne femme pour le cancer des villes ».

Franco Spoltore

## NOTES

(1) Jane Jacobs, *The Death and Life of Great American Cities*, Harmondsworth, Penguin Books, 1961.

(2) Jane Jacobs, *The economy of Cities*, Harmondsworth, Penguin Books, 1969.

(3) Jane Jacobs, *Cities and Wealth of Nations*, Harmondsworth, Viking Penguin, 1985.

(4) Dans son livre *Cities and the Wealth of Nations*, J. Jacobs n'explique pas suffisamment ce qu'elle entend par substitution des importations citadines, partant de l'idée que le lecteur connaît de toute manière la terminologie qu'elle a employée dans son précédent livre *The Economy of Cities*. Mais dans ce livre aussi, J. Jacobs n'explique pas clairement en quoi et comment la substitution des importations se distingue d'une politique autarcique (l'emploi que notre auteur fait de l'expression *import replacement* par rapport à *import substitution* devrait lui suffire

pour clarifier ce qu'elle veut dire). Comme nous confirme la suite du livre, cette ambiguïté cache un refus *a priori* de vouloir considérer que le commerce a été en soi, sur le plan historique, le plus important facteur de développement. Ce n'est que par référence au développement du commerce qu'il est possible en effet d'expliquer les changements historiques qui se sont vérifiés dans les flux des importations et des exportations entre les différentes parties du monde. C'est d'ailleurs ce même point de vue que l'on retrouve chez Henri Pirenne dans son livre *Les villes du Moyen Age*, Bruxelles, Maurice Lamertin, 1927. Non pas que J. Jacobs ne prenne pas en considération ces phénomènes. Simplement, elle les relie à un processus - celui de la substitution des importations -, qui reste mal défini et peu clair si on ne se réfère pas aux causes de l'évolution du commerce. Voilà en effet ce que dit J. Jacobs : « L'expansion qui provient de la substitution des importations citadines recouvre justement ces cinq formes de croissance : brusque élargissement du marché citadin en raison de la nouveauté et de la diversité des importations, constituées en grande partie par des biens agricoles et par des innovations produites par d'autres villes; augmentation soudaine du nombre et des types d'emplois dans les villes capables de substituer les importations; augmentation du transfert de l'emploi dans des localités non urbaines lorsque les industries les plus anciennes n'ont plus l'espace suffisant pour se développer au sein des villes; nouvelles applications technologiques, en particulier pour augmenter la production agricole et la productivité; croissance du capital citadin » (p.42).

(5) Walter Christaller, *Die zentralen Orte in Süddeutschland. Eine ökonomisch-geographische Untersuchung über die Gesetzmässigkeit der Verbreitung und Entwicklung der Siedlungen mit städtischen Funktionen*, Iena, G. Fischer, 1933. L'analyse du géographe allemand s'occupe des effets que produisent, non seulement le marché, mais aussi l'évolution du système des transports, le choix des sièges administratifs, la politique fiscale, sur la distribution des fonctions urbaines. Grâce à ces intuitions, contrairement à J. Jacobs qui, par exemple ne sait pas s'expliquer pourquoi il n'y a pas eu de coordination dans le développement de deux villes comme Buenos Aires et Montévidéo donnant toutes deux sur le Rio de la Plata, Christaller peut s'expliquer les effets induits par la création de barrières artificielles telles que les frontières nationales : « En grande partie, la crise actuelle qui frappe l'Europe centrale et méridionale, en particulier l'Autriche et la Hongrie, écrivait Christaller en 1933, a été conditionnée justement par le démembrement, puissant et improvisé, du système des localités centrales, dû à la création de nouvelles frontières; cet événement provoqua une dévaluation, grotesque dans certains cas, des institutions centrales existantes, et en même temps la nécessité de créer de nouvelles institutions centrales, gouvernementales, mais aussi privées, culturelles, commerciales et industrielles. En outre, cela provoqua un changement général de valeur des prix, des tarifs, de la demande, etc., qui est peut-être, encore plus significatif que la transformation évidente des institutions centrales » (p. 163).

(6) Ferdinand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XV-XVIII siècle)*. *Le temps du monde*, Paris, Librairie Armand Colin, 1979. Dans son exposé des règles sous-jacentes qui « précisent et définissent même leurs rapports avec l'espace », Braudel écrit : « Pas d'économie-monde dans l'espace propre et signifiant à plusieurs titres : il a des limites, et la ligne qui le cerne lui donne un sens comme les rivages expliquent la mer; il implique un centre au bénéfice d'une ville et d'un capitalisme dominant déjà, quelle que soit sa forme. La multiplication des centres représente soit une forme de jeunesse, soit une forme de dégénérescence ou de mutation. Face aux forces du dehors et du dedans, des décentrages peuvent

s'esquisser, en effet, puis s'accomplir : les villes à vocation internationale, les villes-monde sont sans fin en compétition les unes avec les autres, et elles se remplacent; hiérarchisé, cet espace est une somme d'économies particulières, pauvres les unes, modestes les autres, une seule étant relativement riche en son centre. Il en résulte des inégalités, des différences de voltage par quoi s'assure le fonctionnement de l'ensemble. D'où cette division internationale du travail dont P. M. Sweezy nous dit que Marx n'avait pas prévu qu'elle se concrétiserait en un modèle (spatial) de développement et de sous-développement qui allait opposer l'humanité en deux camps - les *have* et les *have not* - séparés par un fossé plus radical encore que celui qui sépare la bourgeoisie du prolétariat des pays capitalistes avancés. Toutefois, il ne s'agit pas là d'une séparation 'nouvelle' mais d'une blessure ancienne, et, sans doute, inguérissable. Elle existait bien avant l'époque de Marx » (p.16).

(7) *Op. cit.*, p. 24

(8) Lionel Robbins, « Economic Aspects of Federation », in *Federal Union. A Symposium*, London, Jonathan Cape, 1940.

(9) *Op. cit.* p. 202

(10) *Op. cit.* p. 204

(11) K. C. Wheare, *Federal Government*, Oxford University Press, Ely House, 1967.

(12) Lewis Mumford, *The Urban Prospect*, 1956, cf. l'essai tiré de *The New Yorker* du 1er décembre 1962.

## Les problèmes de la paix

### REYKJAVIK

La rencontre de Reykjavik n'a abouti à aucun résultat. Mais la disponibilité à la négociation demeure. Il reste donc deux hypothèses en jeu : une à plus long terme, qui va jusqu'à l'abolition éventuelle des armes nucléaires avant l'an 2000, et l'autre, à court terme, qui concerne l'option zéro pour les euromissiles et une réduction de 50% des ICBM. Ces perspectives peuvent-elles être prises au sérieux? Se profile-t-il vraiment à l'horizon la possibilité d'abolir les armes nucléaires? Cela signifie-t-il que le cauchemar nucléaire pourrait prendre fin?

Il est difficile d'exprimer un jugement. En tout cas, il est impossible si l'on utilise des critères d'analyse non pertinents, lesquels ont le défaut de priver les faits de leur signification réelle, et si on ne garde pas présents à l'esprit tous les aspects du problème dans tous leurs différents développements possibles. Il s'agit donc, en premier lieu, de mener une réflexion sous la forme d'une liste de critères et de données de fait. Les quelques annotations qui suivent voudraient être un premier pas dans cette direction.

1. On examine souvent les problèmes en question en se demandant laquelle des deux parties a raison et laquelle a tort (comme si la politique internationale était réglée par le droit et la morale), ou bien qui a gagné ou qui a perdu à la table des négociations (comme si gagner ou perdre dépendait du choix de tactiques de négociations astucieuses), ou bien qui a piégé l'autre, etc. Tout cela est dénué de sens. A la base de ces façons d'argumenter, il y a l'idée que la politique internationale ne dépendrait que du libre choix des parties, c'est-à-dire de leur seule volonté.

Cette opinion mythique trouve sa contrepartie dans le dévoiement de la notion de raison d'Etat, qui loin d'être considérée pour ce qu'elle est (une nécessité devant laquelle les Etats doivent se plier en s'armant

et en observant les lois de la force) est utilisée comme une expression qui recouvrirait une préférence méprisante, comme par exemple celle qui est impliquée dans le choix d'une « action moralement répréhensible que l'on justifie par l'intérêt de son propre pays » (Giuliano Toraldo di Francia, « Quando scoppia la pace », *La Repubblica*, 2.1.87).

2. Quels que soient le juste et l'injuste, l'un et l'autre passent toutefois, dans la sphère politique, à travers la coïncidence de l'intérêt et du devoir. Toute solution « juste » qui ne coïnciderait pas avec l'intérêt des acteurs est par définition hors jeu. Dans la politique internationale l'intérêt consiste en la sauvegarde de sa propre puissance (concrètement, en ce qui concerne les USA et l'URSS, le refus d'être mis en situation d'infériorité militaire, d'avoir à subir des menaces, des chantages, etc.). Cela comporte que ne sont possibles que les solutions permettant la pleine expression des ressources de puissance de chacun des pays. Si ce fait n'est pas visible au premier coup d'oeil, c'est uniquement parce que souvent on réduit la puissance aux seules quantités d'armes à un moment donné, sans garder présent à l'esprit qu'elle dépend aussi du contexte dans lequel elle s'exerce, du développement économique et technologique, du style de vie des populations, du degré d'attachement des citoyens à leur Etat, de la confiance qu'ils ont dans son avenir, etc. (déjà Kant avait observé le rapport existant entre « force de l'Etat dans ses rapports avec l'extérieur » et développement de la culture, du commerce, etc. et donc de la « liberté civile » elle-même).

3. Dans ce cadre classique de la politique internationale (pleine expression des ressources de puissance de chaque Etat) les armes nucléaires ont introduit une donnée radicalement neuve. Les armes ont toujours été conçues en fonction de la guerre, et la guerre, à son tour, en fonction de la politique, c'est-à-dire étant donné un ensemble de relations avec les autres Etats, la quantité d'armes nécessaires était dans certaines limites, une donnée elle-aussi. Cela reposait, naturellement, sur le fait que les Etats étaient toujours prêts à prendre les armes et à entrer en guerre contre tout Etat qui, ayant fait une erreur de calcul, aurait manifesté des prétentions non justifiées par rapport à sa force réelle. Ainsi la guerre dépendait-elle des erreurs de calcul, elle avait la fonction de les corriger et elle était - tout comme elle l'est encore - inévitable parce que les erreurs sont toujours possibles.

Mais les armes nucléaires ont toutefois altéré ce cadre et miné la rationalité (instrumentale) de la politique extérieure, parce que leur quantité, leur qualité et leur évolution n'est plus un moyen (parfaitement calculable) pour l'ancien objectif (guerre en tant que correction d'une erreur de calcul), mais un moyen (difficilement calculable et sans rapport

précis avec un quelconque plan politique) dans un but tout à fait nouveau : celui de réduire au minimum le risque de la guerre nucléaire, ainsi que toutes les guerres qui pourraient entraîner une guerre nucléaire. Une fois dissout le lien rationnel avec la politique, on a vu disparaître aussi la possibilité de fixer les limites précises au sujet de la quantité et de la qualité des armes dont il faut disposer, avec des conséquences négatives tant sur la façon de conduire la course aux armements que pour l'équilibre à obtenir entre les dépenses pour les armes et celles pour le développement économique et social. Cet état de fait n'a pas enlevé à la force son ancien caractère de moyen pour le gouvernement du monde et pour la solution des problèmes politiques, économiques et sociaux qui interfèrent avec l'équilibre international, mais il a donné naissance à une nouvelle logique qui se développe aux côtés de l'ancienne en la compliquant et en la rendant moins efficace (présence simultanée d'un maximum de force et de faiblesse dans les puissances dignes de ce nom : USA et URSS) ou même folle (*stocks* d'armes nucléaires suffisants pour détruire plusieurs fois toute l'espèce humaine).

4. La logique nucléaire. Habituellement on oublie que depuis que s'est posé le problème des armes nucléaires, on a tout de suite vu, c'est du moins le cas de certains (parmi lesquels Einstein), que la seule solution efficace se trouve dans un gouvernement mondial capable de contrôler les aspects militaires de l'évolution technologique, et on a pensé à la dissuasion seulement comme moyen de réduire au minimum le risque d'une guerre nucléaire, et de gagner du temps dans l'attente d'une solution capable de garantir la certitude de son impossibilité. Cette limite, le manque de certitude, s'est manifestée dès que la première forme de dissuasion a été établie, la destruction mutuelle assurée (MAD, une histoire de fous, pas de sages).

Le fait est le suivant : il est vrai que l'on peut construire suffisamment d'armes pour avoir la certitude de pouvoir lancer le *second coup* (dissuasion) après avoir subi une attaque nucléaire, mais il n'en est pas moins vrai que, par sa nature même, le *second coup* est en réalité incertain parce qu'il entraîne non seulement la destruction de l'adversaire, mais aussi la sienne propre. Il n'existe, pour cette raison, aucune certitude absolue quant au fonctionnement de la dissuasion. En dernière instance les choses butent toujours là-dessus. Et cela ne peut que provoquer la répétition à l'infini de la tentative de réduire l'incertitude, aussi parce que la machine de la politique extérieure, de la guerre, et de la préparation des plans des Etats-majors est toujours en marche.

Et c'est bien en effet ce qui s'est passé. Cette tendance - accélérée, en ce qui concerne les USA, par la *extended deterrence* (garantie nucléai-

re pour l'Europe occidentale, qui devient absurde par le fait que les USA devraient décréter, avec l'engagement du *second coup*, leur autodestruction afin de protéger l'Europe d'une attaque nucléaire) - s'est manifestée par la séquence que l'on connaît bien: riposte flexible, armes nucléaires tactiques, guerre nucléaire limitée, bouclier spatial (qui rendrait aux USA le monopole des armes nucléaires comme monopole de leur utilisation efficace). C'est à ce point que l'idée de la victoire dans une guerre nucléaire limitée pourrait prendre forme. Mais il faudrait un bouclier spatial absolu, ce qui est impossible par définition par suite de l'évolution incessante de la science et de la technique. On doit donc constater qu'aucune de ces phases de la stratégie de la dissuasion n'a pu éliminer son défaut radical et intrinsèque : le manque de certitude. Le processus reste donc encore ouvert, toujours avec les deux positions de départ (gouvernement mondial et dissuasion).

5. Quant à l'abolition des armes nucléaires - qui comporte d'une part aussi l'impossibilité d'en construire de nouvelles, et de l'autre la non-prolifération - il est bon de rappeler qu'elle est impossible tant qu'on ne pourra gouverner le monde par le droit (système fédéral mondial) plutôt que par la force (système des Etats à souveraineté exclusive, sans aucun moyen juridique efficace pour la reconnaissance des droits des peuples). Toutefois, le fait qu'il existe une proposition d'abolition des armes nucléaires de la part de Gorbatchev, et une présentation de la part de Reagan du bouclier spatial comme moyen pour les rendre inutiles, montre que désormais les grandes puissances ne peuvent pas ne pas offrir à l'opinion publique mondiale la vision d'un monde libéré du cauchemar de l'extinction du genre humain. Ce sont les premiers signes du développement d'une force qui pourra dans le futur devenir décisive.

6. Ce dont le monde a besoin dès à présent, c'est d'une transition ordonnée du bipolarisme au multipolarisme. C'est seulement dans ce cas que la détente entre USA et URSS pourra durer, qu'elle pourra s'étendre et rendre possible un engagement moindre au niveau des armes, et un engagement croissant en faveur du développement des pays du tiers-monde. Il faut donc ne pas perdre de vue que cette transition ordonnée est impossible sans les intégrations régionales (tout d'abord l'intégration européenne, qui, parce qu'elle est la plus avancée, peut servir d'exemple), sans le renforcement des premières politiques mondiales dans le cadre de l'ONU et, en dernière instance, sans la formation d'une conscience mondiale de l'unité de l'espèce humaine, qui est déjà en acte, mais seulement objectivement et pas encore subjectivement.

Mario Albertini

## Discussions

### REYKJAVIK, UN JUGEMENT CONTRE LES ETATS NATIONAUX EUROPEENS

1. La réaction des gouvernements européens à la conférence de Reykjavik nous ouvre les yeux. Ils ont saboté les perspectives d'un désarmement radical. Après deux semaines de marchandages interalliés, ils réussirent à persuader les Etats-Unis de retirer leurs propositions sur l'élimination des missiles balistiques à moyenne portée et intercontinentaux. Ils se sont révélés comme les plus sérieux obstacles au désarmement.

Notre première réaction est de nous frotter les yeux. Après avoir, pendant des années, demandé au gouvernement américain de prouver aux peuples européens son engagement pour un désarmement nucléaire, les gouvernements européens disent maintenant aux Etats-Unis qu'ils ne devraient pas aller aussi loin dans leurs discussions sur le désarmement.

La Grande-Bretagne et l'Allemagne exigent que de fortes réductions des forces conventionnelles soient l'objet d'un accord simultané avec tout désarmement nucléaire de grande envergure. Elles se rendent bien compte que cela retarderait indéfiniment un accord.

2. En fait, il n'y a là rien de nouveau. Quelque chose de ce genre se produit presque chaque fois que les Etats-Unis et l'URSS font un pas en direction d'un accord, bien que ce ne soit pas toujours avec un effet aussi tragique que cette fois-ci pour les espérances de l'humanité. Ce n'est que l'épaisseur de l'hypocrisie dans les périodes intermédiaires qui fait que nous nous frottons les yeux quand le fait se renouvelle.

Certes, sans sourciller, les dirigeants européens annoncent déjà qu'ils font la leçon en privé aux Etats-Unis sur la nécessité d'être plus accommodants avec les Soviétiques pour arriver à un accord. Ils ont ou-

vertement évoqué le spectre de manifestations dans les rues des villes européennes si l'Amérique ne leur donne pas satisfaction sur tous les points (quelque peu contradictoires) qui les intéressent.

La seule constante dans toutes ces volte-face c'est que les gouvernements européens ont exprimé leurs « doutes » quant à la capacité des responsables américains, et encouragé de façon assez peu subtile les éléments anti-américains qui expriment ces « doutes » sous forme de conclusions extrêmes, d'accusations hystériques et de protestations véhémentes.

3. La raison immédiate de cette hypocrisie, c'est que les gouvernements européens veulent fuir la responsabilité devant leurs propres peuples parce qu'ils sont pro-nucléaires et n'ont aucun scrupule à faire porter le chapeau des bombes atomiques à l'Amérique. Qu'ils soient pro-nucléaires est en fait connu de quiconque a suivi pendant quelque temps les débats de l'OTAN.

Les Américains souhaitent et ont toujours souhaité que les Européens intègrent leurs forces et établissent une défense conventionnelle effective. Les gouvernements européens s'accrochent aux ombres de leur ancienne et fière souveraineté et refusent cette intégration. Le résultat c'est qu'ils ne peuvent défendre leurs peuples qu'en menaçant de faire sauter le monde. Ils rationalisent cela en disant que toute guerre en Europe serait intolérable et qu'il vaut mieux brandir la menace de faire intervenir les bombes nucléaires et d'anéantir des millions de gens, de façon à dissuader absolument toute agression.

4. Cela sabote les efforts en direction du désarmement nucléaire. On argumente que si l'OTAN n'a pas été capable de mettre au point une défense conventionnelle crédible après une quarantaine d'années, elle ne pourra pas le faire en une simple période de dix ans de transition post-nucléaire. Cet argument occulte le fait que l'obstacle principal à une défense conventionnelle est le manque de volonté d'union; il est en fait un cercle vicieux dans la mesure où le manque de volonté est enraciné dans la théorie qu'il sera toujours possible, voire préférable, de compter sur la menace d'anéantissement nucléaire.

L'accord sur le désarmement nucléaire ne devrait plus demeurer l'otage du rythme d'intégration hésitant et déphasé d'avec l'histoire, qui est proposé par les Etats nationaux européens. Il devrait plutôt être réalisé maintenant, puisque l'humanité le demande maintenant. Alors les Etats nationaux seraient mis au pied du mur et leur sort deviendrait l'otage de la réalisation de l'union pendant la période de transition.

Ce serait la façon de sortir directement du cercle de l'hystérie de l'Alliance et de traiter des problèmes pressants du monde. Si la volonté de

le faire reste absente, le monde reste l'otage des Etats-nations européens. Ce qui veut dire qu'il est maintenant obligatoire d'entreprendre la même chose quoi qu'il en soit, mais dans l'ordre inverse : puisque les Etats européens ont une fois de plus saboté le désarmement essentiel, sous prétexte (bien que le prétexte soit bien dissimulé) qu'ils ne sont pas encore assez intégrés pour cela, ils doivent se diriger immédiatement vers l'intégration militaire et politique - sous peine de se voir condamnés comme ennemis de la survie de l'humanité.

Pendant ce temps, on s'attend à ce que les Etats-Unis servent de cobaye volontaire dans l'expérience de la dissuasion, garantissant gaie-ment l'anéantissement mutuel si les troupes soviétiques franchissent la ligne, de façon à ce que les Etats européens puissent continuer à éluder leur responsabilité pour l'intégration politique et militaire. Chaque fois que les Américains se mettent à chercher une meilleure façon, ils doivent faire face - comme les chancelleries étrangères les en avertissent sans vergogne - à des accusations hystériques (des chancelleries elles-mêmes) qu'ils sont un allié douteux, et (des protestataires) qu'ils essaient de déclencher une guerre nucléaire en Europe pour laisser les Européens souffrir seuls l'anéantissement.

La symbiose entre les ministères des affaires étrangères et les mouvements contestataires frôle souvent la relation consciente. Elle contraint au moins une fois le secrétaire général de l'OTAN, qui était J.M. Luns, à rappeler à l'ordre, publiquement, les gouvernements européens qui laissaient se répandre le mythe que l'Amérique imposait des missiles qu'eux-mêmes avaient en fait demandé.

5. La raison sous-jacente de l'hypocrisie des gouvernements européens, c'est que les Européens se trouvent dans une situation de dépendance prolongée et inaccoutumée par rapport à la puissance américaine. La dépendance fait naître l'irresponsabilité et l'hystérie.

Quel peuple démocratique fait jamais confiance à un pouvoir qui est au-delà de son contrôle? Le peuple américain ne le fit pas en 1776. Les slogans hystériques qu'il émit alors - sur la Grande-Bretagne, repaire de la corruption, qui traînait le pacifique peuple américain dans les querelles minables des monarques fauteurs de guerre de l'Europe - trouvent leur réplique dans les slogans qui ont cours aujourd'hui sur une Amérique mal dégrossie qui entraîne les Européens dans les querelles des deux super-grands.

Aujourd'hui, à la différence du temps où les alliés de l'Amérique étaient d'authentiques puissances mondiales, le seul rôle significatif que peuvent jouer les Européens dans l'Alliance est le rôle de critiques. Quand l'Amérique essaie d'agir, tout ce qu'ils peuvent faire est d'atten-

dre et de se demander si elle n'échappe pas à leur contrôle, si elle ne fait pas fausse route, et d'essayer de « modérer » sa politique. Cela a toujours un effet contraire; cela donne aux Américains l'envie de secouer les liens lilliputiens qui les attachent aux Européens, et décourage ainsi le développement d'une volonté positive modérée.

La seule solution est une union des peuples, de sorte que les Européens et les Américains puissent se rencontrer en égaux soit comme citoyens égaux d'une Union atlantique, soit comme représentants égaux des Etats-Unis d'Amérique et des Etats-Unis d'Europe.

6. Luigi Einaudi, président de la République italienne de 1948 à 1955, décrit la réalité sans mâcher ses mots : « Les Etats existants ne sont que poussière sans substance. Aucun d'eux n'est en mesure de supporter le coût d'une défense autonome » (1). Le professeur Mario Albertini en tira les implications dans un article récent : « Il suffit donc de comprendre, pour en prendre la mesure, quelle peut être la 'raison d'Etat' d'Etats incapables d'une défense autonome. Et il suffit de se demander quelle peut être la formation et la sélection de la classe politique dans des Etats de ce genre » (2).

Reykjavik constitue un jugement sur les Etats de l'Europe. Ils sont les pires nucléairophiles du monde industriel. Leurs forces nucléaires indépendantes sont surtout utiles comme obstacles au désarmement. Ils ont été dans le monde les plus irresponsables « proliférateurs » de technologies nucléaires et d'armements conventionnels. Leur moralisme est faux, leur sagesse n'est pas de ce monde. Ils constituent une menace permanente pour l'humanité et ont perdu tout droit d'exister comme entités souveraines séparées.

7. Les Etats européens sont de pseudo-Etats - des représentations burlesques de l'Etat souverain et indépendant, comme les cités-Etats de la Grèce dans la période de décadence. Comme les Grecs, certains ont eu recours aux confédérations pour se maintenir. Mais à la différence des Grecs, qui à la fin trouvèrent leur voie (trop tard) vers des fédérations effectives, les Etats européens, qui sont déjà bien avancés dans leur décadence après deux guerres mondiales, utilisent leur Communauté et leur Alliance principalement comme moyens d'entretenir la comédie, et non pas pour la transcender et ressaisir leur authenticité.

Ces pseudo-Etats ne peuvent s'empêcher d'être de faux-amis de l'Amérique et de faux-amis pour leurs propres peuples. Leur situation structurelle comme entités souveraines inadéquates les condamne à travailler contre les intérêts de leurs propres peuples comme de leurs peuples alliés de mille façons, même si leurs racines morales dans la démocratie les condamnent à faire semblant d'être les meilleurs amis. C'est

pourquoi ils ressentent un besoin instinctif de jouer leurs propres peuples contre l'Amérique dans des matchs de plus en plus durs; autrement, ils sentent que leur jeu mesquin tomberait en pièces.

8. La véritable querelle n'est pas entre l'Amérique et le peuple européen; c'est tout à fait le contraire, à ce niveau il y a une profonde harmonie naturelle d'intérêts et d'idéaux. La véritable querelle des deux côtés est avec les pseudo-gouvernements d'Europe. Le seul gouvernement de l'Europe qui serait un véritable ami de son propre peuple et de l'Amérique serait un véritable gouvernement de l'Europe, c'est à dire une fédération européenne. Le seul véritable allié de l'Amérique en Europe, comme Jean Monnet l'a dit, c'est l'Europe elle-même.

Une fois que les Américains l'auront compris, ils cesseront de compter sur les pseudo-gouvernements pour servir d'intermédiaires dans toutes leurs relations avec le peuple européen, et ils établiront au contraire une mission politique complète avec le véritable embryon du gouvernement du peuple européen : le Parlement européen. Alors, et alors seulement, il sera possible d'établir un dialogue fructueux entre les peuples libres des deux continents sur leurs relations réciproques et avec le reste du monde.

Ira Straus

## NOTES

(1) Luigi Einaudi, *Lo scrittoio del presidente*, Torino, Einaudi, 1956, p. 89

(2) Mario Albertini, « La crisi del Mediterraneo e le responsabilità dell' Europa », *Le Fédéraliste*, XXVIII (1986), p. 40

## Le fédéralisme dans l'histoire de la pensée

CLARENCE K. STREIT

*Nous publions quelques pages inédites de Clarence K. Streit qui concernent la fondation de la fédération américaine. Il s'agit du chapitre 14 de la troisième version de Union now (1) retiré avec d'autres, pour des raisons d'économie éditoriale, de la cinquième version publiée en 1939.*

La raison de ce choix est double. En premier lieu, on célèbre cette année le bicentenaire de la constitution de Philadelphie, qui donna naissance aux Etats-Unis d'Amérique. De nombreux mythes perdurent encore sur la manière dont on arriva à la fondation de la première fédération de l'histoire. En général, l'historiographie a imposé sa propre automystification idéologique-nationale - même dans la reconstruction de faits qui n'avaient rien à voir avec ceux de la vie nationale car l'âge du nationalisme n'avait pas encore débuté. Il n'est pas étonnant qu'une véritable falsification de l'histoire ait eu lieu en Europe au cours du XVIII<sup>e</sup> et dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, car c'est là que s'est développée la culture nationale et qu'elle est arrivée à sa maturité la plus achevée. Il n'est pas étonnant non plus que cela soit aussi arrivé aux Etats-Unis, à cause d'une culture développée sur la base du modèle européen et de la centralisation des pouvoirs qui déséquilibre le système fédéral. Ce qui étonne, par contre, c'est que l'on ne porte pas plus d'intérêt à Philadelphie dans l'Europe d'aujourd'hui où l'on doit affronter la question de la fondation d'une fédération à commencer par un premier groupe de pays, mais avec la perspective de l'étendre à toute l'Europe et de réaliser, de toute manière, un modèle de dépassement de l'Etat national valable pour le monde entier.

C'est un fait qu'en Europe on persiste à considérer que le précédent historique américain n'est pas pertinent car les éléments constitutifs en seraient trop différents. Il faut donc commencer par rappeler que même

les Américains n'avaient en commun, ou pas du tout ou encore incomplètement, ni la langue, ni la religion, ni les moeurs, ni une même façon de penser et d'agir dans la vie quotidienne, beaucoup plus diversifiée en Amérique à cette époque qu'elle ne l'est aujourd'hui en Europe. En effet, à côté des différences, il y a tellement d'analogies entre le cas américain et le cas européen que nous pouvons même essayer de décrire la création de la fédération américaine avec les mêmes termes que ceux que nous utilisons pour décrire la lutte pour la fédération européenne. La société américaine présentait alors des traits tout à fait analogues à ceux que l'on envisage aujourd'hui comme caractérisant la base sociale (au sens large du terme) nécessaire à la fondation de la fédération européenne : la référence tant à sa propre nation qu'à l'Europe comme entité qui devrait exister, c'est à dire, au moins de manière embryonnaire, la division territoriale du loyalisme entre les nations et l'Europe.

Alors, comme aujourd'hui, la confédération montrait toute son inadéquation face aux problèmes à affronter et la fédération était, objectivement, le seul moyen pour les résoudre. Alors, comme aujourd'hui, les poussées objectives au dépassement de la confédération n'auraient donné aucun résultat sans l'intervention d'une initiative - Hamilton - étrangère au processus politique normal, et cette initiative aurait été inutile si elle n'avait rencontré sur sa route un leadership occasionnel - Washington - affirmé dans le processus politique confédéral et qui s'est appliqué occasionnellement au problème de la transformation de la confédération en fédération. On ne doit pas non plus oublier le fait qu'une fois affirmée l'initiative constituante à Philadelphie - siège constituant lui aussi occasionnel - la bataille fut jouée et gagnée avant tout sur le terrain de la procédure (le texte fut soumis à la ratification des Etats sans qu'aucune conférence diplomatique eût été investie du problème) et, en second lieu, sur celui des Etats où le rôle de l'avant-garde fédéraliste, c'est-à-dire celui de Hamilton qui parvint à obtenir la ratification d'un Etat décisif, celui de New-York, se révéla encore une fois crucial. C'est tout cela que Streit rappelle, de manière plus ou moins explicite, dans les pages ci-après; et cela, à notre avis, en justifie le choix comme la meilleure façon de commémorer, à deux cents ans de distance, la naissance de la première fédération de l'histoire. Ces pages suggèrent de nombreux motifs de réflexion non seulement à ceux qui se battent aujourd'hui pour le fédéralisme en Europe, mais aussi à ceux qui se battent en d'autres parties du monde pour les unifier avec un lien fédéral et construire les piliers du gouvernement mondial de l'avenir.

Mais il y a une deuxième raison tout aussi convaincante. C'est que

*l'auteur de cette analyse est disparu depuis peu, non seulement injustement oublié par les médias mais aussi, malgré son action de pionnier du fédéralisme de notre époque, mal connu par beaucoup de fédéralistes qui, dans le contexte de la tragédie de la deuxième Guerre mondiale et de la catastrophe nucléaire et écologique imminente, ont mûri le dessein de se battre pour le dépassement de la souveraineté nationale et pour la création de la fédération mondiale, en provoquant des faits de lutte organisée en différentes parties du monde. Et pourtant Streit, à la naissance de cet âge contradictoire toujours en équilibre entre la catastrophe et le salut, sut voir lucidement ces phénomènes et indiquer la voie du gouvernement mondial comme la seule alternative de la raison.*

\* \* \*

Clarence K. Streit (21 janvier 1896- 6 juillet 1986) est né à Misouri (Californie). Dès sa jeunesse il est un américain sui generis. Volontaire durant la Première Guerre mondiale, membre de la délégation américaine à la conférence de Versailles, étudiant au Rhodes College d'Oxford en 1920, il se marie à Paris avec Jeanne DeFrance en 1921 et commence une longue carrière de reporter dans le monde entier : du Moyen-Orient jusqu'à l'Amérique Latine. En 1929, il devient correspondant du New York Times auprès de la Société des Nations dont il suit avec attention la lente et inexorable crise. Streit n'est pas un journaliste commun qui croit sa tâche accomplie lorsqu'il a relaté avec une complaisance mal dissimulée, le cours pervers des événements. La crise de la Société des Nations ne le laisse pas indifférent. Il se préoccupe, par conséquent, d'en identifier les raisons et d'en chercher les remèdes. Ira Straus, secrétaire général de l'AUD (Association to Unite the Democracies) et continuateur de l'action politique de Streit, écrit : « Suivant de près le processus de désintégration de la Société des Nations, il en conclut que si les institutions préposées à garantir l'ordre mondial veulent avoir du succès, elles doivent s'attaquer à la souveraineté nationale et s'appuyer sur la loyauté des citoyens. Pour obtenir ce résultat elles auraient dû se baser sur les principes démocratiques et fédéralistes, ceux de la constitution des Etats-Unis. Ainsi souhaitait-il une union des peuples et non pas une simple ligue d'Etats. » Tel est, en effet, le thème central de son ouvrage le plus connu Union now, paru en 1939. Nous ne parlerons pas ici de son extraordinaire succès éditorial, qui porta le tirage du volume à 300.000 exemplaires, et l'on ne rappellera que brièvement l'influence que son travail exerça sur Lord Lothian - qui entretenait avec Streit une importante correspondance, re-

*connaissant ouvertement son niveau intellectuel et moral extraordinaire - et sur les jeunes fondateurs de Federal Union au Royaume-Uni. Au contraire, il vaut la peine d'extraire de ce volume (qui devrait en tout cas figurer dans la bibliothèque de tout militant fédéraliste) ses deux thèses fondamentales. Nous les présenterons en utilisant, dans la mesure du possible, les mots mêmes de Streit.*

*La première thèse précise que l'objectif principal est le gouvernement mondial. Le deuxième chapitre de Union now porte en effet le titre suivant : « Le problème prioritaire: le gouvernement mondial ». En voici le début : « La première des propositions que nous examinerons est la suivante : Le problème le plus urgent parmi ceux qui se posent à l'humanité civilisée est de savoir comment elle s'assurera les avantages d'un gouvernement unique dans tous les domaines où la civilisation a unifié le monde qu'elle habite » (p.31). Qui l'affirme? Le bon sens. « Le bon sens nous apprend que l'intérêt individuel nous commande de construire un monde où nous soyons chacun en sécurité et que nous ne pouvons y parvenir si nous n'avons pas des moyens efficaces de gouverner celui où nous sommes (...) Le bon sens nous apprend que certaines causes de crise économique, de dictature, de guerre émanent de l'intérieur et d'autres de l'extérieur de la nation. Il nous apprend que nos institutions politiques actuelles nous ont conduits à exercer un contrôle puissant sur les conditions de vie à l'intérieur mais non à l'extérieur de nos frontières et que tout ce que chacun des peuples a fait pour vaincre les périls intérieurs a été annihilé par son incapacité à enrayer les dangers qui lui viennent de l'extérieur - ou demeure à la merci de ces forces incontrôlées. Le bon sens nous invite à tourner maintenant notre attention vers les moyens de gouverner les forces qui échappent encore à notre contrôle, de constituer un gouvernement universel effectif. Il nous avertit que quelles que soient la puissance et la perfection que nous ayons données à notre gouvernement national, celui-ci ne pourra jamais éliminer les dangers extérieurs et que, individuellement, nous ne pouvons pas savoir combien nous avons de temps devant nous pour supprimer ces dangers avant qu'ils ne nous suppriment nous-mêmes» (p. 58-59).*

*La seconde thèse est que, comme la fédération - en tant que forme de gouvernement démocratique des relations internationales - suppose la démocratie, la responsabilité historique de promouvoir la création du gouvernement mondial revient aux Etats démocratiques. « Ces quelques démocraties suffiraient à constituer l'embryon d'un gouvernement universel qui serait étayé de la puissance financière, monétaire, économique et politique indispensable, à la fois pour assurer la paix du sim-*

ple fait d'une supériorité et d'une invulnérabilité évidentes et pour mettre fin à l'instabilité monétaire et à la guerre économique qui ravagent le monde entier. Ces démocraties réunissent entre elles une telle richesse et une telle puissance que le prétendu dérèglement mondial de la politique, de l'économie et de la finance n'est pas autre chose que leur propre anarchie - puisque, pour y mettre fin, il leur suffirait de s'unir et de faire régner la loi et l'ordre dans leur propre sein » (p. 10).

En effet, « les dictateurs ont raison quand ils reprochent aux démocraties l'état dans lequel se trouve le monde, mais ils ont tort quand ils attribuent cet état au régime démocratique. L'anarchie vient de ce que les démocraties ont refusé de renoncer à une fraction suffisante de leur souveraineté pour qu'un ordre et un droit universels effectifs puissent être établis » (p.11).

\* \* \*

Malgré le grand succès éditorial dont nous avons déjà parlé, le dessein de Streit de répondre à l'arrogance des autocraties par l'unité fédérale des démocraties n'exerça aucune influence appréciable sur le cours de la politique mondiale. Même dans son pays, où ses thèses étaient pourtant bien connues, y compris dans les milieux proches du Département d'Etat, la préoccupation d'obtenir, dans la guerre contre l'Axe, l'aide soviétique, empêcha que prenne corps le dessein de Streit qui avait un souffle historique bien différent. Mais, comme c'est toujours le cas, les bonnes graines semées laissent des traces. Le rôle que William Clayton, qui n'a jamais caché s'être inspiré de l'enseignement de Streit, joua dans la construction de l'ordre atlantique et surtout à l'occasion du plan Marshall et de l'European Recovery Plan, dans la promotion de l'unité fédérale de l'Europe, ne tient donc pas du hasard.

En 1949, avec William Clayton et Owen Roberts, Streit fonda l'Atlantic Union Committee en vue de réformer l'Alliance atlantique selon les principes de la démocratie et du fédéralisme. Tel sera désormais le but principal de son engagement politique, un engagement qui le porta à proposer en 1962 une True Atlantic Community, premier pas vers une véritable fédération atlantique entre les démocraties et en perspective, vers une fédération mondiale. Le projet suscita de l'intérêt même en Europe. Il fut, en tout cas, constamment proposé par Streit qui, pour le soutenir, créa aux Etats-Unis l'Association to Unite the Democracies qui est encore active aujourd'hui avec un bon nombre de militants et constitue un point de référence aux Etats-Unis pour tous ceux qui dans le monde se battent pour le gouvernement mondial.

On a déjà dit que cet écrit inédit appartient au manuscrit de 1936. Le titre de ce chapitre était «The Washington-Hamilton-Lincoln Plan». Les extraits ici reproduits se réfèrent exclusivement à la première partie du chapitre. Ils n'ont plus été par la suite revus par l'auteur. Cela explique les nombreux défauts que l'on retrouve dans le texte. La seconde partie, ici omise, a été publiée dans le numéro de janvier-février 1972 de la revue Freedom and Union (2).

\* \* \*

« Il n'est que trop probable qu'aucun plan que nous proposons ne soit accepté. Il est possible que nous ayons à soutenir un autre terrible conflit. Si, pour plaire au peuple, nous offrons ce que nous mêmes désapprouvons, comment pourrions-nous par la suite défendre notre oeuvre? Elevons donc un étendard vers lequel ceux qui sont sages et honnêtes puissent se tourner. »

Voilà l'appel de Washington qui emporta la décision à la Convention constitutionnelle contre une simple révision des articles de la Confédération et ouvrit la route à la Constitution de l'Union américaine.

« Dites leur que la Convention siégera jusqu'à ce que la Constitution soit adoptée. »

Voilà ce que dit Hamilton avant de transformer un rejet par deux tiers des voix de l'Etat de New York en une majorité favorable de trois voix.

Nous avons vérifié l'isolement du microbe de nos maux par l'expérience américaine avec la Ligue de l'Amitié. Nous avons découvert que le microbe, le *nationalisme*, produisait alors précisément la même maladie parmi les treize peuples américains que celle dont souffrent maintenant les quinze peuples libres (3). Nous avons vu comment l'élimination de ce microbe, par l'union des hommes libres amène la guérison. Mais cette preuve nous pouvons la baser sur autre chose que la seule logique et le seul bon sens. Nous pouvons en faire la preuve par l'expérience qui a été faite dans ce même laboratoire américain. Nous pouvons étudier avec profit comment on en vint à faire cette expérience en 1787, comment elle fut vérifiée en 1861 et les résultats acquis. Le grand profit que nous apporte une telle étude se trouve dans le fait que l'Union américaine ne fut pas le produit d'un mariage libre ou princier ou d'un accident. Pour voir ce que les quinze peuples libres peuvent faire aujourd'hui et gagner demain par une réflexion hardie et par l'application courageuse de leurs propres principes, il nous faut voir quelle sor-

te d'expérience volontaire, délibérée et rationnelle fut l'Union américaine. Il nous faut voir comment la raison humaine tira cette Union de la dépression économique après que la guerre eut échoué à unir, et comment grâce à une raison humaine encore plus claire, cette Union passa le test à l'acide avec un succès presque incroyable. Il nous faut voir ce que les hommes ont fait par raison pour savoir si les hommes peuvent le refaire.

Les maux sociaux, monétaires, financiers, économiques et politiques dont les treize Etats souffraient en 1787 ne furent pas guéris par les nombreuses et coûteuses tentatives pour les traiter séparément. Ils ne furent pas guéris non plus en laissant la nature suivre son cours. Ils furent guéris par des hommes qui découvrirent par raison que ces maux formaient une seule maladie politique commune et qui découvrirent par raison le remède unioniste à leur appliquer. Ces hommes étaient nombreux. Notre point n'est pas, ici, de considérer le rôle que joua chacun d'eux. Nous les grouperons tous sous les noms de deux hommes dont la profondeur de vue conduisit à tirer l'Union américaine du chaos de la Ligue de l'Amitié. Ces deux hommes furent Alexander Hamilton et George Washington.

Des tentatives ont été faites pour juger lequel des deux était le plus responsable de l'Union. Tout ce qu'il nous faut dire sur ce point, c'est ceci : si Hamilton avait la clarté d'esprit, et si c'était son esprit qui était derrière le *Farewell Address* et d'autres déclarations de Washington, cependant c'était ce dernier qui avait - quand ce ne serait qu'en vertu de sa popularité et de sa position unique - la responsabilité du pouvoir; et Washington avait à la fois la vision de l'Union, et la sagesse de mettre la grande puissance de sa personnalité derrière les idées du jeune homme dont il avait fait, à vingt ans, son aide-de-camp.

Nous pouvons être d'accord avec Oliver qui dit dans sa *Vie d'Alexander Hamilton* : « Ce n'est pas aller au-delà de la vérité que de dire que seul Hamilton comprenait pleinement le coeur de Washington sur ce problème; que lui seul réalisait pleinement la grandeur de la politique d'union. Car entre les buts de ces deux hommes et les buts du reste du parti national il y avait plus qu'une différence de degré. La majorité soutenait le mouvement constitutionnel par peur, ces deux-là le soutenaient par espérance (...) En un sens, la direction passe entre les mains d'Hamilton. C'est sa pensée qui sans répit va de l'avant, éclairant, construisant et préparant la route. Il est l'interprète de l'idée fédérale, et son soutien principal est l'instinct de Washington qui approuve, le caractère de Washington qui le soutient dans chaque crise de la lutte. Sans diminuer sa dignité ou le respect de soi-même, sans aucune abdication

ou abandon de ses convictions personnelles, Washington place sa grande influence à la disposition d'Hamilton, reconnaissant en lui le génie de l'Etat, et ceci sans arrière-pensée ou réticence pour sa propre gloire. De telles alliances sont rares, mais de telles conjonctions peuvent engendrer de grands événements » (4).

Avant que Washington ne démobilise l'armée en 1783, il y eut entre lui et Hamilton une correspondance importante sur la nécessité de l'union. Déjà, comme le note Oliver, « leurs esprits voyaient clairement à la fois la maladie et les moyens de guérison. »

« A moins que le Congrès n'ait des pouvoirs compétents dans tous les buts généraux », écrivait Washington, « les malheurs que nous avons connus, les dépenses que nous avons encourues et le sang que nous avons versé ne nous serviront à rien. »

Hamilton répondait : « Il ne reste plus qu'à faire de solides établissements à l'intérieur pour perpétuer notre Union (...) Cela, et il faut le déplorer, sera une tâche ardue; car pour emprunter une figure à la mécanique, la force centrifuge est bien plus forte que la force centripète dans ces Etats - les semences de la désunion sont bien plus nombreuses que celles de l'union. J'ajouterai que les efforts de Votre Excellence sont aussi essentiels pour accomplir cette fin qu'ils l'ont été pour établir l'indépendance ».

Ce que Washington avait fait pour établir l'indépendance est encore bien mieux connu que le rôle non moins décisif qu'il joua dans l'établissement de l'Union américaine. En tant que commandant en chef d'une armée en guenilles, il avait eu plus que quiconque l'occasion de voir ce que les droits des Etats coûtaient à la vie de leurs citoyens. De bonne heure et vigoureusement il prit la tête de ceux qui demandaient l'union. Avant de démissionner de son commandement il adressa une circulaire aux responsables des treize Etats comme son testament envers le peuple américain. Il y insistait sur quatre points essentiels, et il faisait de l'union le premier et le dernier de ces quatre points. Son premier point était « une union indissoluble des Etats sous une tête fédérale », son quatrième point, « la durabilité de cette disposition pacifique et amicale parmi le peuple des Etats-Unis qui sont indispensables à la sécurité générale, et en certains cas à sacrifier leurs avantages individuels à l'intérêt de la communauté. »

A partir de là nous trouvons Washington à l'avant de chaque étape, sur la route des six années qui conduisit péniblement de la Ligue à l'Union. Nous le retrouvons ensuite en 1785 au moment où il accepte la présidence d'une compagnie mise sur pied pour étendre vers l'Ouest la navigation du Potomac.

Son intérêt dans cette Compagnie était premièrement politique. Il avait rêvé dans sa jeunesse d'une grandeur qui serait celle de l'Amérique, et jeune homme il avait reconnu l'importance pour cette grandeur à la fois de l'Ouest et de la politique des transports; c'était pour cela qu'il avait joué un si grand rôle pour chasser les Français de l'Ouest. En rendant ainsi les colonies moins dépendantes de l'Angleterre pour leur protection, Washington posa les fondations de l'indépendance américaine, tout en acquérant la célébrité qui fit de lui le commandant de l'armée américaine - et qui rendit possible également l'alliance décisive avec la France.

Le Père de la Patrie qui avait utilisé l'armée anglaise pour chasser les Français, puis l'armée française pour chasser les Anglais, n'oublia jamais l'Ouest à propos duquel la lutte avait commencé. Dans un sens très réel, ce fut l'Ouest qui par lui amena l'Union. Au cours de ses premières expéditions vers l'Ouest sauvage, Washington avait étudié les possibilités de relier l'Ouest à l'Atlantique par transport fluvial. Cette idée ne le quittait que rarement. En 1770, il insistait sur le fait que les voies de communication vers l'Ouest étaient essentielles. Avant de quitter l'armée, il avait exploré la vallée de la Mohawk et prédit l'importance de cette route, que le canal de l'Erié puis le New York Central Railroad devaient suivre plus tard. A peine s'était-il retiré à Mount Vernon que ses pensées se tournaient vers l'Ouest en remontant le Potomac qui coulait devant sa porte. Ces habitudes mentales tout comme les marchandises descendent le courant, rêvait-il, en pensant aux colons, au-delà des Alleghanies dont les fleuves coulaient tous dans l'autre sens - vers l'Ouest, et vers le Sud, vers la Nouvelle Orléans qui appartenait à une puissance étrangère. « Attachons à nous ces gens par une chaîne qui ne pourra jamais être brisée », dit Washington, et il commença à travailler au développement de lignes de communication qui devinrent par la suite le canal de l'Ohio et de la Chesapeake et le chemin de fer Baltimore and Ohio. C'était par cette oeuvre qu'il était pris au moment où le chaos s'installait à travers toute la Ligue de l'Amitié, ce fut ainsi qu'il devint président de la Compagnie du Potomac en 1785, et ce fut ce qui conduisit directement à l'Union. La Compagnie lui fit don de 150 actions. Il refusa ce don ainsi que tout salaire. Il expliqua que son but était d'éveiller le peuple à l'importance politique de l'entreprise. L'intérêt financier personnel aurait pu le détourner de son but, qui dit-il à mainte reprise, était de promouvoir l'esprit d'union.

D'autres s'étaient servis du Potomac pour séparer les Etats de Virginie et du Maryland. Washington s'en servit pour les réunir et pour réunir les treize Etats. La Virginie comme le Maryland avaient besoin

d'étendre la navigation du Potomac, et l'une ne pouvait pas le faire sans l'autre. Le président de la compagnie invita les commissaires des deux Etats dans sa demeure de Mount Vernon pour en discuter. Les deux Etats tombèrent d'accord pour coopérer. Mais le regard de Washington restait tourné vers l'Ouest; son plan était de relier le Potomac avec le cours supérieur de l'Ohio, et pour ce faire, comme il l'indiqua, l'adhésion de la Pennsylvanie à cet accord était indispensable. Il se servit de la réunion pour faire remarquer également que la navigation n'était qu'un moyen de commercer et pour suggérer que le Maryland et la Virginie envisagent un accord sur des tarifs, des réglementations commerciales et une monnaie uniformes. Ces suggestions furent soumises avec l'accord aux deux législatures qui, toutes deux, ratifièrent l'accord. Le Maryland proposa alors que son voisin, le Delaware, fût partie prenante dans ce plan, tout comme la Pennsylvanie, et que les quatre Etats se réunissent pour étudier les propositions de Washington sur des droits uniformes. Comme post-scriptum, le Maryland demanda pourquoi, après tout, on n'inviterait pas les treize Etats pour une conférence sur cette question du commerce. Ce qui fut fait, et les deux Etats invitèrent tous les autres à envoyer des délégués à Annapolis, Maryland, en septembre 1786.

L'état de désunion, à cette époque-là, se reflète clairement dans le fait que cinq seulement des treize Etats prirent la peine d'envoyer des délégués à cette réunion - et parmi ceux qui n'en envoyèrent pas il y eut même le Maryland, le Delaware, le New Jersey et New York. New York ensuite envoya Hamilton, et celui-ci qui n'était jamais aussi brillant que lorsque les obstacles étaient écrasants, fut l'homme qui sauva la situation. Quatre des délégations avaient reçu un mandat limité, celui de discuter d'un système commercial uniforme, mais le New Jersey avait donné pour instruction à sa délégation de discuter « dans quelle mesure un système uniforme, dans leurs réglementations commerciales et autres questions importantes, pourrait être nécessaire à l'intérêt commun et à l'harmonie permanente des différents Etats. »

Hamilton s'accrocha à cette phrase complémentaire. Analysant les maux économiques dont les membres de la Ligue de l'Amitié souffraient à ce moment là (c'était à la veille de la révolte de Shays au moment où la folie monétaire était à son comble) Hamilton pensait qu'il n'y avait pas de remède monétaire commercial ou économique pour les guérir. Il déclara que le seul remède était politique et qu'ils ne pouvaient rien y faire puisque seul le New Jersey avait autorisé ses délégués à considérer « d'autres questions importantes » - les changements constitutionnels radicaux dans les rapports entre Etats qu'il leur fallait

considérer.

Par un coup de génie, il transforma le manque de délégués et le manque d'instructions en un plaidoyer éloquent et dramatique pour que les treize Etats suivent l'exemple du New Jersey - tel que lui-même l'avait amélioré. Il persuada les délégués d'adopter à l'unanimité et d'envoyer à tous les Etats une adresse qu'il avait lui-même rédigée. Dans celle-ci les délégués, après avoir dit aux Etats que « l'idée d'étendre les pouvoirs de leurs députés à d'autres sujets que ceux du commerce (...) était une amélioration du plan original », ajoutaient que « le pouvoir de réglementer le commerce est d'une portée si étendue, et entrera si profondément dans le système général de gouvernement fédéral, que lui donner de l'efficacité et obvier aux questions et aux doutes concernant sa nature et ses limites précises, pourrait exiger un ajustement correspondant d'autres parties du système fédéral ». L'adresse de Hamilton concluait vigoureusement en demandant aux Etats d'envoyer des délégués à la convention de Philadelphie, le 14 mai 1787, « pour prendre en considération la situation des Etats-Unis, pour élaborer telles mesures ultérieures qui leur apparaîtront nécessaires pour rendre la Constitution du gouvernement fédéral *adéquate aux nécessités de l'Union*. »

C'est cette convention qui rédigea la Constitution qui gouverne encore aujourd'hui les Etats-Unis. C'est ainsi que la petite graine plantée par Washington en 1785, à Mount Vernon, germa grâce à Hamilton.

Mais la désunion était telle que le Congrès résista vigoureusement à cette « usurpation » de ses droits, à tel point que le Congrès ne put plus lever d'impôts. La crainte de l'anarchie, cependant, rendit partout les hommes moins craintifs à l'égard de l'Union, et sous la direction de Madison, la Virginie, sans attendre plus longtemps l'approbation du Congrès, annonça qu'elle enverrait George Washington, comme l'un de ses délégués à la Convention. Cette initiative s'avéra décisive. Immédiatement le peuple commença partout à s'intéresser à la Convention proposée. L'un après l'autre, tous les Etats, mis à part le Rhode Island, désignèrent des délégués, et le Congrès approuva la convention. Mais il fallut attendre le 25 mai - onze jours après la convocation de la réunion - pour qu'un *quorum* des délégations de sept Etats soit réuni à Philadelphie et que l'assemblée puisse siéger. Des patriotes tels que Patrick Henry, Samuel Adams et Richard Henry Lee étaient si opposés à l'Union qu'ils restèrent chez eux et ne voulurent rien savoir de la Convention.

Dès le départ, des discussions informelles mirent au jour une tendance à n'essayer rien d'autre qu'une révision des articles de la Confédération. Les délégués argumentaient qu'il n'y avait aucun espoir de faire

ratifier par les Etats plus que des demi-mesures. La question qu'ils soulevaient était celle que chaque conférence internationale rencontre : fallait-il rechercher le succès en réduisant l'accord au plus petit dénominateur commun ou en plaçant cet accord à un niveau qui fût assez ferme et élevé pour attirer finalement le soutien de la majorité. Sur cette question fondamentale Washington, que la Convention avait élu comme président, intervint, encore une fois de façon décisive.

Dès le départ il déplaça le débat, de savoir si oui ou non il devait y avoir une Union à la question de savoir quelle Union il devrait y avoir. On ne parla plus d'éviter le problème de base de la souveraineté. Il n'y eut plus de tentatives et de pertes de temps pour guérir une maladie économique grâce à des palliatifs économiques et monétaires après son appel solennel : « Si pour plaire au peuple nous offrons ce que nous mêmes désapprouvons, comment pourrons nous par la suite défendre notre oeuvre? Levons un étendard autour duquel ceux qui sont sages et honnêtes peuvent se grouper; l'événement est dans la main de Dieu. »

Alors Edmund Randolph présenta à la Convention le plan de la Virginie. Il était rédigé principalement par Madison, mais la substitution d'une Union de citoyens à une Ligue d'Etats était l'idée essentielle que Washington et Hamilton recherchaient. Randolph semblait décrire la situation entre les quinze peuples libres dans la Société des Nations quand il décrivait ainsi, dans son avant-propos, la situation qui était alors celle des treize Etats dans la Ligue de l'Amitié : « La confédération fut faite dans l'enfance de la science des constitutions, quand l'inefficacité des réquisitions était inconnue, quand aucune discorde commerciale ne s'était élevée entre les Etats, quand les traités n'étaient pas concédés par des Etats jaloux de leur souveraineté. Mais elle n'offrait pas de sécurité contre l'invasion étrangère, car le Congrès ne pouvait ni empêcher ni conduire une guerre, ni punir les infractions aux traités ou aux lois des nations, ni empêcher les Etats particuliers de provoquer la guerre. Le gouvernement fédéral n'a aucun pouvoir constitutionnel pour empêcher une querelle entre des Etats séparés, ni pour supprimer une rébellion dans aucun d'eux, ni établir un impôt productif, ni réagir aux réglementations commerciales d'autres nations, ni se défendre lui-même contre les empiètements des Etats. De la manière dont elle a été ratifiée dans beaucoup de ces Etats, elle ne peut pas réclamer la primauté sur les constitutions d'Etats; si bien qu'il y a une perspective d'anarchie, à partir de la faiblesse inhérente du gouvernement. Comme remède, le gouvernement à établir doit avoir pour base le principe républicain. »

Nous avons vu comment la Convention effectua ce grand change-

ment d'une Ligue à une Union. Il n'est pas nécessaire de rappeler comment les détails du plan de Virginie furent modifiés par le plan du New Jersey et celui de Hamilton. Il nous suffira de noter comment, dès que cette proposition du New Jersey pour la conservation de la souveraineté d'Etat fut présentée à la droite comme alternative au plan de Virginie, l'astucieux Hamilton (qui croyait qu'il fallait demander plus que ce qu'il espérait obtenir pour obtenir ce minimum) proposa rapidement dans un puissant discours un plan unioniste encore plus radical que celui de la Virginie, et en offrant ainsi une alternative à la gauche conserva l'essentiel du plan de Virginie comme centre et base de discussion.

Il est de peu d'importance ici de savoir si la Convention rejeta sagement quelques unes des idées favorites avec lesquelles Washington, Hamilton et Madison y étaient venus. Il suffira de noter qu'en dépit de cela la personne ne travailla plus dur qu'eux pour la ratification de la Constitution par les Etats - et personne ne fit autant que Hamilton pour remporter cette difficile victoire pour l'Union. Ce fut Hamilton - dont Lord Acton disait : « On ne peut pas exagérer ses mérites » et Talleyrand déclarait qu'il n'avait jamais vu son égal - qui donna alors au peuple américain et au monde *The Federalist*. Il écrivit la plupart des essais qui en firent le champion de la Constitution contre les formidables attaques portées au nom de la liberté par l'homme qui avait proposé la déclaration de l'indépendance, Richard Henry Lee, par Patrick Henry et par d'autres patriotes - pour lesquels Hamilton et Madison n'étaient que « de jeunes visionnaires. »

On peut mesurer le besoin qu'avait la Constitution de *The Federalist* par le fait que le Massachusetts ne la ratifia que par 187 voix contre 168 - après l'intervention décisive de Washington qui conduisit au stratagème des dix premiers amendements pour faire pièce à l'objection très répandue que la Constitution ne comportait pas de Déclaration des Droits. Après que la Virginie eut ratifié par 89 à 79 (une fois encore grâce à l'influence de Washington), ce fut Hamilton, qui, tout seul, gagna l'Etat de New York pour l'Union. Dans aucun autre Etat (sauf Rhode Island) l'opposition ne fut plus mordante contre ce « monstre à trois têtes », la Constitution, qui était aussi appelée « la conspiration la plus noire et la plus pernicieuse qui fut jamais ourdie dans les âges de ténèbres contre les libertés d'un peuple libre ». Et l'importance stratégique de New York pour l'Union était telle, à tout point de vue, que les gens disaient que si New York rejetait l'Union il faudrait conquérir cet Etat et le forcer à en faire partie. La Convention de New York commença par rejeter la Constitution par 46 voix à 19, mais Hamilton refusa de se tenir pour battu. Il réussit à maintenir la Convention en session, malgré plusieurs votes défavorables et dans cette période il argu-

mentait, semaine après semaine, jusqu'à ce que son éloquence persuada son principal opposant, et New York ratifia la Constitution par 30 voix contre 27.

Ainsi l'Union américaine était née. Ainsi la crise économique avait accompli ce que la guerre n'avait pas pu accomplir. Il n'y avait pas eu de bricolage économique ou monétaire, pas d'opportunisme. On n'avait pas joué à cache-cache avec la véritable question. On n'avait pas encensé en public ce qu'on dénonçait en privé. On n'avait pas refusé de regarder en face les réalités, on ne s'était pas mis sur la défensive devant le mal, parce qu'il est fort et on n'avait pas essayé de gagner en usant de subterfuges enfantins. Ainsi, ce n'était pas par hasard, ni par laisser-faire, mais par le plan Washington-Hamilton que l'Union avait gagné. Ainsi, c'était par une décision froide et rationnelle, par une persistance indomptable contre des obstacles sans espoir sur une période de six ans, par une attaque frontale contre les racines du mal, en allant jusqu'au bout des choses avec clarté et en les exprimant clairement, en déployant un étendard autour duquel les bons et les sages pouvaient se réunir, en franchissant les portes, en préparant la voie au peuple, en portant bien haut la bannière pour le peuple, en se souvenant que « là où il n'y a pas de vision claire, le peuple périt » et « là où il y a une vision claire, rien ne peut résister longtemps à l'homme. » Ainsi fut forgée l'Union américaine.

Le remède avait été trouvé. Le remède avait été prescrit. Ce remède avait été pris. En 1789 le nouveau gouvernement de l'Union commença à fonctionner. Et la guérison? La guérison dépassa les plus folles espérances de Washington, Hamilton et des autres fondateurs de l'Union. Elle fut telle qu'aucun d'entre eux ne pouvait la croire vraie, même quand elle eut lieu; ils désespéraient tous de la voir se poursuivre. La reprise que l'Union apporta aux treize peuples resterait incroyable, même s'il était encore possible de douter ou de nier. Jamais il n'y eut de reprise aussi considérable, ni de succès aussi durable dans la science de la politique appliquée. L'Union américaine d'aujourd'hui parle pour elle-même. Mais on peut noter quelques-uns des résultats immédiats en matière de prospérité, de paix et de liberté qui découlèrent de l'adoption de la Constitution.

La seule convocation de la Convention constitutionnelle suffit, par l'espoir qu'elle suscita, à renverser la tendance. L'anarchie atteignit son point culminant avec la révolte de Shays trois mois avant la réunion de la Convention, et cependant deux années devaient s'écouler avant que le nouveau gouvernement ne soit constitué. Ceci montre que les pouvoirs de guérison d'un effort constructif se font sentir au moment

même où commence cet effort.

Le danger de guerre avec le Vermont fut éliminé une fois pour toutes : le Vermont fut admis dans l'Union en 1790 comme quatorzième Etat. Toutes les autres querelles territoriales entre Etats furent désormais réglées de manière pacifique. Le danger de guerre avec l'Espagne sur le Mississippi s'évanouit.

La liberté se répandit dans le monde, comme nous l'avons vu, et apporta les nouveaux droits de l'homme. L'Amérique était l'endroit le plus libre de la terre quand la Constitution fut adoptée - mais partout, même en Amérique, le droit de vote était sévèrement limité par la propriété et d'autres qualifications. Ce ne fut pas grâce à la souveraineté de la Virginie, que Patrick Henry exigeait au nom des droits de l'homme, que tous les blancs de Virginie obtinrent le droit de vote; ce fut grâce à l'Union qu'il condamnait et grâce à l'Ouest que Washington avait contemplé. Le tout premier Etat à l'Ouest des Alleghanies à rejoindre l'Union, le Kentucky, qui fut admis en 1792 comme quinzième Etat, apporta avec lui le suffrage universel masculin dans sa Constitution.

En 1790, il n'y avait que 109.000 personnes qui habitaient à l'Ouest des Alleghanies. En 1815 il y en avait dix fois plus, en 1830 ces dix fois plus avaient doublé et dix Etats avaient été taillés sur les terres vierges et admis dans l'Union. Pour la frontière «tous les hommes sont créés égaux» signifiait que tous les hommes libres avaient le même droit de vote. Le suffrage masculin n'était pas particulier au Kentucky, il était dès l'origine le droit de tous les nouveaux Etats de l'Ouest. De là il s'étendit vers ceux de l'Est en particulier après que, en 1828, l'Ouest eut pris la contrôle de l'Union par l'élection d'Andrew Jackson. La Virginie, qui avait donné le Kentucky à l'Union, n'accorda pas le droit de vote à tous les hommes avant 1850.

De tous les résultats du plan Hamilton-Washington, le plus facile à mesurer est la reprise économique qu'il apporta. Il est difficile d'estimer à quel point les conditions s'étaient détériorées dans le chaos de la Ligue de l'Amitié, mais on peut s'en faire une idée à partir de la base solide que l'Union laissa vite apparaître. Une année après l'Union, en 1790, le commerce extérieur total de l'Union se présentait ainsi : importations 23.000.000 de dollars et exportations 20.000.000 de dollars. Cinq ans plus tard seulement les chiffres étaient : importations 69.000.000 de dollars et exportations 47.000.000 de dollars. Cinquante ans après que les Américains furent passés de la Ligue à l'Union les chiffres étaient (1840) : importations 98.259.000 de dollars et exportations 123.669.000 de dollars. Pendant ces cinquante ans, de treize les Etats étaient passés à vingt-six. Le territoire de l'Union avait plus que

doublé grâce à la cession pacifique de la Louisiane et de la Floride, respectivement par la France et l'Espagne - avec lesquelles la Ligue avait épuisé ses derniers crédits en 1787. Quand l'Union fit son premier recensement en 1790, la population était de 3.929.214 - inclus 697.674 esclaves. En cinquante ans seulement le nombre d'habitants à qui l'Union assurait la liberté avait quadruplé, la population totale était de 17.069.453, et les immigrants qui arrivaient en nombre insignifiant en 1790, arrivaient à flot, au rythme de 84.000 par an. La terre libre en était-elle la raison? La Ligue avait également beaucoup de terre libre, mais elle n'exerçait nulle part le même magnétisme.

Les dettes publiques sous la Ligue avaient dépassé toute possibilité de calcul. Deux ans après l'Union, Hamilton consolida toutes les dettes de la Ligue et des Etats membres et l'Union assumait toute cette charge. La dette nationale totale en 1791 était de 75.463.000 dollars. En moins de cinquante ans, en 1835, toute la dette avait été remboursée, y compris les dépenses de la guerre de 1812, l'achat de la Louisiane, 15.000.000 dollars en 1803, l'achat de la Floride, 5.000.000 dollars; il y avait encore un surplus de 28.000.000 dû principalement à la vente des terres et qui fut distribué aux diverses banques des Etats. De la terre à bon marché? Dans le vaste territoire du Nord-Ouest, la Ligue possédait des terres qui ne lui avaient rien coûté, cependant elle ne pouvait plus emprunter un sou nulle part. Sous l'Union, non seulement ce même territoire du Nord-Ouest contribua à payer la dette mais il devint les cinq riches Etats de l'Ohio, de l'Indiana, de l'Illinois, du Michigan et du Wisconsin.

Tout cela n'est, bien entendu, qu'un aperçu des premiers résultats du plan Washington-Hamilton. Il n'est pas nécessaire ici de parler du développement encore plus phénoménal depuis 1840, car ces derniers résultats sont évidents dans l'Union d'aujourd'hui.

(Texte choisi et présenté par Luigi V. Majocchi)

## NOTES

(1) Clarence K. Streit, *Union Now*, postwar edition, Washington, Federal Union 1976 (pour l'édition française du livre, se reporter à *Union ou chaos*, Librairie de Médicis, Paris, 1939).

(2) A cette occasion, Streit a raconté l'histoire de cette partie du manuscrit res-

tée inédite : « J'ai rédigé la première version manuscrite de ce volume durant l'hiver 1933-34 et je l'ai envoyée, au printemps, à la maison d'édition Viking où j'avais jusqu'alors publié. Les bons amis sur lesquels je pouvais compter déclinèrent l'offre mais se déclarèrent prêts à la recommander à la maison d'édition Harper. Je leur envoyai le manuscrit et obtins un autre refus. Déçu, je décidai de revoir le projet.

Le fil que suivirent mes pensées fut le suivant: si l'idée de fond était juste, ce dont j'étais convaincu, ce que je devais faire c'était de rendre plus limpide l'exposé afin de rendre la chose aussi claire aux autres qu'elle l'était pour moi-même. Mais il pouvait y avoir un piège dans cette proposition, un piège que mon expectative confiante aurait pu me cacher. Je savais que de nombreuses propositions plausibles s'étaient démontrées illusoires : pourquoi aurais-je dû en épouser une autre? Le travail de journaliste m'avait conduit à me persuader d'une grande vérité de Lord Acton 'L'expérience en politique est de première importance, car le calcul politique est si complexe qu'il n'est pas possible de se baser sur la théorie pure sans lui fournir le support de l'expérience'. La preuve la plus forte que l'on pouvait tirer de l'expérience en faveur de ma proposition d'une union fédérale atlantique était, naturellement, celle des Etats-Unis. *Je me rendis compte alors que je n'en avais qu'une connaissance élémentaire - caractéristique terriblement diffuse dans mon pays, comme je l'ai découvert dès lors. Mon instruction jusqu'à la fin du college pouvait compter seulement sur une année d'étude de l'histoire des Etats-Unis, au niveau de la high school. Il est vrai que mes lectures extra scolaires avaient été suffisamment vastes, mais il reste que j'avais écrit mon premier manuscrit sans avoir lu The Federalist ni le Madison's Journal of the Federal Convention.* J'étais alors correspondant du *New York Times* auprès de la Société des Nations; sa bibliothèque était bien fournie en documents concernant l'histoire des Etats-Unis. Je commençai alors l'étude des premières organisations des colonies et je continuai avec celle des trois siècles suivants. Cela me valut d'éclaircir beaucoup ma pensée et me renforça dans la conviction que la proposition contenue dans le livre était correcte.

Je réécrivis le livre deux fois : il en sortit deux volumes, surtout à cause des nouvelles analyses que j'y avais rajoutées sur l'alternance de confusion et de clarté dans la politique américaine entre 1620 et 1936 - particulièrement dans la période entre 1750 et 1789, celle de la guerre civile et celle de la ligne wilsonnienne. Le « Washington-Hamilton-Lincoln Plan » était le chapitre 14 de cette troisième version manuscrite que je terminai en 1936. Personne n'aurait publié un travail aussi long. Je décidai donc de laisser tomber tous les arguments qui m'avaient été offerts par l'expérience nord-américaine (dans l'espoir de les publier ensuite séparément) et je réécrivis le reste.

Cette quatrième version du manuscrit - celui de 1938 - fut encore une fois refusée par tous les éditeurs qui en firent la lecture, jusqu'à ce que la crise tchécoslovaque, qui éclata en ce mois de septembre, convainquit Harper à New York et Cape à Londres de consentir à sa publication, ou plus exactement à la publication de la version que j'avais réécrite une cinquième fois et à laquelle j'avais donné un nouveau titre : *Union now*. Le livre fut publié au début de 1939. Dès lors 300.000 exemplaires en furent vendus en peu de temps. Ses lecteurs donnèrent naissance à l'organisation qui aujourd'hui publie cette revue. Je n'ai pas cherché à publier ces chapitres relatifs à l'histoire des Etats-Unis car cela aurait demandé, en en réécrivant une grande partie, beaucoup plus de temps que ce que je désirais soustraire aux devoirs que je considérais comme plus urgents».

(Les passages en italiques qui figurent ci-dessus ont été soulignés par nous. Avec cela nous voudrions attirer l'attention des lecteurs sur le fait que, même aux Etats-Unis, le fédéralisme ne s'est développé d'une manière adéquate que sur le plan technique et juridique, mais qu'il n'est pas encore parvenu au stade d'une pensée capable d'interpréter l'esprit de notre époque et la signification des institutions fédérales pour la destinée du genre humain. Cette limite culturelle se répercute sur toutes les questions - de celle de la paix à celle de l'unité européenne et de toutes les autres unités régionales - qui ne peuvent être affrontées de manière efficace sans une lutte de caractère fédéraliste).

(3) Il s'agit des démocraties qui en 1936 devaient faire face à la menace des autocraties et que Streit, par son livre, invitait à s'unifier (N.d.R.).

(4) Oliver, *Life of Alexander Hamilton*, Nelson, pp. 110.0. La citation est incomplète dans le manuscrit (N.d.R.).

## ONT COLLABORE A CE NUMERO :

MARIO ALBERTINI, Président du Movimento federalista europeo, Président d'honneur de l'Union européenne des Fédéralistes, professeur de philosophie de la politique à l'Université de Pavie.

JOSEPH PRESTON BARATTA, Ph. D., Coordinateur du Bureau chez les Nations Unies de la World Association of World Federalists.

LUIGI V. MAJOCCHI, du Comité central du Movimento federalista europeo.

GUIDO MONTANI, membre du secrétariat du Movimento federalista europeo, professeur de Théorie du développement économique à l'Université de Pavie.

NICOLETTA MOSCONI, Movimento federalista europeo, Pavie.

FRANCESCO ROSSOLILLO, vice-Président de l'Union européenne des fédéralistes.

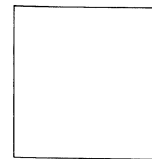
FRANCO SPOLTORE, du Comité central du Movimento federalista europeo.

IRA STRAUS, Secrétaire général de l'Association to Unite the Democracies.

Les textes de cette livraison du *Fédéraliste* ont été traduits par :

BERNADETTE FIORETTO (M. Albertini - G. Montani - N. Mosconi), ANNA FIORINI (F. Rossolillo - F. Spoltore), BERNARD LESFARGUES (éditorial), SILVIA MICCIARELLI (L. V. Majocchi), JOSEPH MONTCHAMP (J. P. Baratta - C. Streit - I. Straus).

LE



Le Fédéraliste  
EDIF  
Via Porta Pertusi 6  
I-27100 Pavia

Monsieur,  
*Le Féd*  
Pavia de  
ques et p  
rigueur sc  
La rev  
indispensa  
Nous  
l'aide du  
abonneme

#### CONDITIO

Trois numér  
ou 175 F.F.  
Edité par E  
français: Pr  
B.C.C.M. Ly

Direttore responsabile: Mario Albertini - Editrice EDIF - Autorizzazione  
Tribunale di Pavia n. 117 del 18-4-1962 - Tipografia Pi-Me, Pavia - Spedizione  
in abbonamento postale - Gruppo IV (70%).